



RAPPORT



Janvier 2016

PR8.1

Projet de construction d'un terminal
d'approvisionnement de carburant aéroportuaire à
Montréal-Est

6211-16-010

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

TERMINAL D'APPROVISIONNEMENT DE CARBURANT AÉROPORTUAIRE DE LA CORPORATION INTERNATIONALE D'AVITAILLEMENT DE MONTRÉAL

Présenté à:

Mr. Robert Iasenza
Corporation Internationale d'Avitaillement de Montréal
455, boulevard Fénelon, bureau 110
Dorval, Québec, H9S 5T8

Numéro de référence: 008-12-1223-0024-1300-FR-Rev0

Distribution:

3 copies: Corporation Internationale d'Avitaillement de
Montréal, Montréal, Qc
22 copies: MDDELCC, Québec, Qc
1 copie: Administration Portuaire de Montréal, Montréal, Qc
1 copie: Golder Associés Ltée, Montréal, Qc





Table des matières

1.0 INTRODUCTION.....	1
1.1 Mandat et objectifs.....	1
1.2 Portée des travaux.....	1
1.3 Description du Site et milieu environnant.....	2
2.0 PARAMÈTRES PHYSIQUES	3
2.1 Topographie et hydrologie	3
2.2 Géologie	3
2.3 Hydrogéologie.....	4
3.0 REVUE DES DONNÉES HISTORIQUES	4
3.1 Photographies aériennes.....	4
3.2 Annuaires de rues.....	12
3.3 Dossiers d'assurance incendie	14
3.4 Rapports antérieurs	14
3.4.1 Exploitation du Site	14
3.4.2 Infrastructures du Site.....	16
3.4.3 Qualité résiduelle des sols et de l'eau souterraine du Site et produit libre	18
3.4.3.1 Qualités des sols du secteur est (secteur des quais).....	18
3.4.3.2 Qualité des sols dans le secteur central	18
3.4.3.3 Qualité des sols dans le secteur ouest (incluant la qualité des sols du corridor de pipelines situé à l'extérieur des limites du Site 1 et longeant la limite ouest de ce dernier).....	19
3.4.3.4 Qualité de l'eau souterraine.....	19
3.4.3.1 Produit libre en phase flottante	20
3.4.4 Propriétés adjacentes	20
3.5 Bases de données des agences gouvernementales	23
3.5.1 Inventaire des sites contaminés fédéraux et inventaire des décharges de déchets solides fédéraux.....	23
3.5.2 Bases de données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	23
3.5.3 Régie du bâtiment du Québec – Registre des sites d'équipements pétroliers	24
3.5.4 Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé (RBQ)	24



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

3.6	Information réglementaire.....	25
3.6.1	Ville de Montréal	25
3.6.2	Ville de Montréal-Est.....	28
3.6.3	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	28
3.6.4	Transports Canada	35
3.6.5	Environnement Canada	35
3.6.6	Pêches et Océans Canada	35
3.6.7	Sommaire des renseignements obtenus auprès des agences gouvernementales	36
4.0	VISITE DE SITE.....	37
4.1	Activités du Site	38
4.1.1	Émissions atmosphériques	38
4.1.2	Rejets d'eau et d'eaux usées	39
4.1.3	Gestion et manipulation de déchets non dangereux	39
4.1.4	Entreposage, manipulation et gestion de déchets, matériaux et produits chimiques dangereux	39
4.1.5	Végétation perturbée.....	39
4.1.6	Fosses et lagunes	39
4.1.7	Matériaux de construction et substances désignées.....	39
4.1.8	Radon	40
4.1.9	Réservoirs hors sol	40
4.1.10	Réservoirs souterrains et conduites souterraines	40
4.1.11	Équipement hydraulique	40
4.1.12	Champs électromagnétiques	40
4.1.13	Bruit.....	41
4.2	Propriétés adjacentes	41
5.0	ENJEUX DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I.....	42
6.0	CONCLUSION	44
7.0	LIMITATIONS ET UTILISATION DU RAPPORT.....	45



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

TABLEAUX

Tableau 1 : Revue des photographies aériennes et des images satellites du Site.....	5
Tableau 2 : Titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé.....	24

FIGURES

Figure 1 : Localisation du Site	
Figure 2 : Plan du Site et usage des propriétés avoisinantes	
Figure 3 : Plan du Site et enjeux environnementaux potentiels	

ANNEXES

ANNEXE A

Document photographique

ANNEXE B

Photographies aériennes

ANNEXE C

Réponses de RMS et des agences gouvernementales

ANNEXE D

Liste des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM

ANNEXE E

Tableau récapitulatif des infrastructures sur le Site

ANNEXE F

Figures tirées des rapports environnementaux antérieurs illustrant la qualité des sols et de l'eau souterraine

ANNEXE G

Limitations



1.0 INTRODUCTION

1.1 Mandat et objectifs

Golder Associés Ltée (Golder) a été retenue par la Corporation Internationale d'Avitaillement de Montréal (CIAM) le 13 novembre 2012 afin de procéder à une évaluation environnementale de site (ÉES) de type Phase I d'une propriété appartenant à l'Administration Portuaire de Montréal (APM) et située à Montréal-Est. L'ÉES Phase I a été complétée en 2013 dans le contexte du projet de terminal d'approvisionnement de carburant aéroportuaire de CIAM. Le présent rapport résume les travaux effectués et présente les résultats obtenus lors de l'ÉES Phase I réalisée par Golder.

La propriété faisant l'objet de l'ÉES Phase I (ci-après nommée le « Site ») comprend une portion des sections 100 à 102 de l'APM, située en bordure du fleuve Saint-Laurent. Le Site correspond à une partie du lot 1 250 985 du cadastre du Québec et est situé au 10800, rue Notre-Dame Est. L'emplacement du Site est présenté à la figure 1.

L'objectif de l'ÉES Phase I est de documenter les conditions actuelles du Site et, si possible, d'identifier les opérations et les activités ayant eu lieu sur le Site qui pourraient constituer des enjeux environnementaux potentiels. L'ÉES Phase I a été réalisée en conformité avec les principales composantes de la norme CSA Z768-01 (R2006), Évaluation environnementale de site, Phase I. Bien que l'ÉES Phase I ne ciblait pas les activités hors Site, les activités passées et actuelles sur les propriétés voisines ayant pu avoir un impact environnemental sur le Site ont été considérées. Les travaux ont été complétés en consultant les informations facilement accessibles permettant l'identification des enjeux environnementaux potentiels sur le Site. Cette approche de travail constitue une méthode permettant la réduction des risques mais non leur élimination.

1.2 Portée des travaux

La portée du mandat de Golder comprenait la revue des documents historiques et réglementaires, la revue de rapports d'ÉES et d'autres documents antérieurs de nature environnementale fournis par l'APM, une visite du Site ainsi que la préparation de ce rapport. Il est à noter qu'aucune entrevue n'a été réalisée dans le cadre de la présente ÉES Phase I pour les raisons suivantes :

- Le Site était vacant au moment de l'ÉES;
- Aucun représentant de Site n'était présent au moment de la visite de Site; et
- Aucune personne contact pour le Site n'a été référée à Golder.

Également, aucune information concernant la chaîne de titres n'a été fournie à Golder, et ainsi, aucune revue des titres de propriété n'a été effectuée.

Afin d'identifier les données historiques pertinentes relatives au Site, les documents provenant des sources suivantes ont été revus :

- Photographies aériennes;
- Annuaire des rues;
- Dossiers d'assurance incendie fournis par Risk Management Services Inc. (RMS);



- APM;
- FSM;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec¹ (MDDELCC);
- Régie du Bâtiment du Québec (RBQ);
- Ville de Montréal et Ville de Montréal-Est;
- Transports Canada;
- Environnement Canada; et
- Pêches et Océans Canada.

L'ÉES Phase I a été complétée en consultant les informations accessibles permettant l'identification des enjeux environnementaux potentiels (EEP) sur le Site. Il est à noter qu'une ÉES Phase I ne peut confirmer la présence ni l'absence de contaminants sur le Site. La présence ou l'absence de contamination peut uniquement être confirmée par des travaux de caractérisation sur le Site, dont l'échantillonnage et l'analyse des sols et de l'eau souterraine. L'ÉES Phase I comprenait également une description des usages actuels des propriétés voisines, sur la base de la revue documentaire et d'observations faites à partir du Site ou à partir d'endroits accessibles au public, ce qui ne constitue pas une évaluation complète des propriétés adjacentes.

1.3 Description du Site et milieu environnant

Le Site à l'étude est un lot vacant comprenant une portion des sections 100, 101 et 102 de l'APM et est situé en bordure du fleuve Saint-Laurent. Le Site couvre une superficie approximative de 49 984 mètres carrés (m^2) (incluant le secteur des quais), correspond à une partie du lot 1 250 985 du cadastre du Québec (anciennement les lots 76-912 et 77-1869 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles) et est situé au 10800, rue Notre-Dame Est.

Le Site se trouve dans un secteur industriel de Montréal-Est occupé par plusieurs industries, dont des raffineries. La propriété est de forme quasi rectangulaire et fait en moyenne 350 mètres (m) de longueur par 150 m de largeur. Le Site est bordé par le fleuve Saint-Laurent à l'est et par la Baie 102 au nord. Une parcelle de terrain vacant appartenant à la Pétrolière Impériale est située immédiatement à l'ouest du Site et longe la rue Notre-Dame Est, à approximativement 150 m du Site. Une propriété autrefois occupée par un terminal portuaire exploité par Texaco et présentement occupée par Logistec (arrimage et entreposage de matériaux en vrac) est située au sud du Site. De plus, des pipelines souterrains sont présents le long de la limite ouest du Site. La figure 1 présente l'emplacement du Site et la figure 2 présente le plan du Site et les usages des propriétés voisines. Des photographies du Site sont fournies à l'annexe A.

¹ MDDELCC : ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, autrefois connu comme le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP), le ministère de l'Environnement du Québec (MENV), le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEF) ou le ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ).



2.0 PARAMÈTRES PHYSIQUES

2.1 Topographie et hydrologie

La topographie du Site est généralement plane avec une légère pente vers le fleuve Saint-Laurent, soit vers l'est. Selon la carte topographique de la région présentée dans l'Atlas du Canada, l'élévation du Site est approximativement de 10 m au-dessus du niveau moyen de la mer. Un fossé longe la limite ouest du Site, suivi d'une élévation marquée du terrain (2-3 m) à l'ouest du fossé. D'après les observations faites par Golder, le Site a une élévation légèrement plus basse que les avenues Richard et Gamble, ainsi que de la propriété adjacente située à l'ouest. La partie centrale du Site, laquelle est recouverte par endroits de sols nus, de hautes herbes et d'arbustes, a également une élévation légèrement plus basse que les routes d'accès en gravier qui traversent le Site au nord, à l'est et au sud. La surface du Site est généralement recouverte d'herbes, d'arbustes et de débris (par exemple du ciment ainsi que des déchets variés tels que du mobilier).

Un fossé et un bassin sont présents sur le Site. Le fossé a une largeur approximative de 7 m et une longueur d'environ 200 m et, comme mentionné précédemment, il longe la limite ouest du Site. Le bassin est situé dans la partie centre-nord du Site et ses dimensions approximatives sont de 50 m par 15 m. Le fossé et le bassin seraient d'origine anthropique et auraient été construits vers 2007 pour recueillir les eaux de ruissellement du Site afin d'en améliorer le drainage. Ils seraient connectés ensemble par une conduite souterraine dont l'extrémité a été observée au moment de la visite de Site. L'eau du fossé et du bassin se déverse dans la Baie 102 par une conduite souterraine, également observée sur le Site. Au moment de la visite de Site, une mince couche de glace recouvrait le fossé et le bassin, lesquels étaient entourés de hautes herbes.

2.2 Géologie

La région de Montréal-Est est caractérisée par la présence de sédiments d'eau profonde (silt et argile) associés à la mer de Champlain dans la partie sud, et par la présence de till et de roc dans la partie nord (Prest et Hode-Keyser, 1982). Le roc sous les dépôts meubles est composé principalement d'un calcaire avec des horizons de schiste noir de la formation de Tétreauville du groupe de Trenton (Clark, 1972).

Sur la base de la revue des rapports environnementaux antérieurs effectuée par Golder, quatre (4) unités stratigraphiques ont été identifiées au Site et sont décrites ci-dessous à partir de la surface (Biogénie, 2004 et TechnoRem, 2009) :

- Un horizon de remblai d'une épaisseur allant jusqu'à 14,4 m, lequel aurait été importé sur le Site dans les années 20 et 30. Le remblai est composé de couches successives de sable graveleux, de sable silteux, de silt sableux, de silt graveleux et/ou d'argile silteuse, avec de faibles proportions de débris (bois, brique et béton);
- Un horizon d'argile silteuse avec des proportions variables de matière organique;
- Un horizon de till constitué de silt et de sable avec un peu de gravier et des traces d'argile; et
- Le roc a été atteint à des profondeurs allant de 13 à 17 m sous la surface du sol et est constitué de calcaire gris très facturé.



2.3 Hydrogéologie

Selon la revue des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM, la nappe phréatique a été observée entre 2 et 5 m sous la surface du sol. De plus, une nappe perchée a été observée de façon discontinue sur le Site (Dessau-Soprin, 2003d). Selon les données antérieures, l'eau souterraine sur le Site s'écoule vers l'est, soit vers le fleuve Saint-Laurent. Dans la partie nord du Site, l'eau souterraine s'écoule vers le nord, soit vers la Baie 102. Toutefois, la direction d'écoulement de l'eau souterraine peut être influencée localement par des fluctuations saisonnières de la nappe et par la présence d'infrastructures souterraines.

3.0 REVUE DES DONNÉES HISTORIQUES

Cette section résume l'information pertinente à la présente étude et tirée des documents fournis à Golder. L'annexe B présente des photographies aériennes, l'annexe C inclut les réponses obtenues de RMS et des agences gouvernementales, et l'annexe D présente une liste des documents fournis par l'APM. Un tableau résumant les infrastructures présentes sur le Site est présenté à l'annexe E, et des figures illustrant des sommaires de la qualité environnementale provenant des rapports antérieurs sont présentées à l'annexe F. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des anciennes infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans la présente section est illustré aux figures 2 et 3.

3.1 Photographies aériennes

Des photographies aériennes datant de 1950, 1954, 1964, 1979, 1983, 1992 et 1997 ont été consultées afin de dresser la liste chronologique des usages du Site. Des images satellites provenant de Google Earth et datées de 2002, 2005, 2008, 2010 et 2011 ont également été consultées. Les observations sont résumées au tableau 1 ci-dessous. Il est à noter que le texte fait référence aux infrastructures selon leur désignation assignée dans le tableau récapitulatif présenté à l'annexe E et/ou sur les figures 2 et 3.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Tableau 1 : Revue des photographies aériennes et des images satellites du Site

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1950	Seuls la partie centrale du Site actuel et les quais 101 et 102 sont présents. La Baie 102 au nord occupe la partie nord du Site actuel. Des infrastructures reliées à la manutention et à l'entreposage d'hydrocarbures pétroliers, dont les réservoirs n°s 290 et 291, lesquels sont entourés de digues, et le séparateur API, sont présentes, de même que le bureau du quai et d'autres infrastructures. Des navires sont amarrés aux quais. Une voie ferrée semble être présente au sud des réservoirs.	La Baie 102 est visible. Les propriétés situées le long du fleuve Saint-Laurent sont généralement vacantes et couvertes de végétation. Le rivage ne semble pas avoir été modifié par l'industrialisation. Un quai en béton (103) est présent au-delà de la Baie 102.	Des infrastructures associées à une raffinerie, dont un parc à réservoirs (plusieurs réservoirs hors sol sont visibles), plusieurs bâtiments et des accès sont situés immédiatement à l'ouest du Site. La rue Notre-Dame Est est située plus à l'ouest, et d'autres réservoirs hors sol de grande taille sont visibles sur les propriétés à l'ouest de cette dernière.	La Baie 101 est présente immédiatement au sud du Site. Plus au sud, un quai, correspondant à l'emplacement actuel du Quai 100, est présent. Une infrastructure présumée être un séparateur API est située sur la Section 99 de l'APM, ainsi que quatre (4) réservoirs hors sol de plus petite taille. Un parc à réservoirs est visible au sud-ouest du Site.	Le fleuve Saint-Laurent, avec deux (2) navires amarrés aux quais 101 et 102.
1954	Semblable à la photographie de 1950.	Semblable à la photographie de 1950.	Semblable à la photographie de 1950.	Une partie de la Baie 101 a été remblayée. Davantage d'infrastructures sont présentes sur la Section 99, mais elles ne sont pas clairement visibles.	Semblable à la photographie de 1950; aucun navire n'est amarré aux quais.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1964	La Baie 101, située au sud du Site, a été complètement remblayée afin de constituer les sections 100 et 101 de l'APM. La Baie 102 est partiellement remblayée, ce qui augmente la superficie du Site. Les infrastructures comprennent désormais un séparateur ou un bassin circulaire et de grande taille, ainsi que les réservoirs n°s 796 et 797. Il n'y a pas de digue visible autour des réservoirs n°s 796 et 797. Une infrastructure présumée être un pipeline hors sol est présente à proximité du bureau du quai et immédiatement au sud des réservoirs n°s 290 et 291 et vers la propriété adjacente située à l'ouest; le chemin de fer n'est plus visible. Une station de pompage semble être présente le long de la Baie 102, dans le secteur nord-ouest du Site. Le reste de la surface est apparemment couvert d'asphalte.	Les propriétés situées le long du fleuve Saint-Laurent sont partiellement développées à des fins présumées commerciales et/ou industrielles. Un navire de grande taille est amarré au quai situé au-delà de la Baie 102, et un parc à réservoirs, incluant sept (7) réservoirs, est présent sur la propriété voisine.	Semblable à la photographie de 1950. Une cour de triage est présente à l'ouest de la rue Notre-Dame-Est.	La baie a été complètement remblayée et inclut deux (2) bassins de grande taille. Un navire est amarré au Quai 98.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.
1979	La Baie 102 a été remblayée et présente sa configuration actuelle. De nouvelles infrastructures sont présentes sur le Site : les réservoirs n°s 096 et 097 (aucune digue visible), deux (2) autres nouveaux réservoirs hors sol (une 4 ^e paire), le bassin de collecte des eaux de ruissellement situé sur la Section 100 et deux (2) séparateurs circulaires de petite taille sur la Section 102. De nouveaux bâtiments pourraient être présents dans la partie nord du Site. Des pipelines hors sol sont visibles le long de la limite nord du Site. Les réservoirs n°s 796 et 797 ne sont plus présents. Un navire est amarré dans la partie intérieure du Quai 102.	Divers bâtiments et infrastructures, incluant des réservoirs hors sol, sont présents sur les propriétés situées le long du fleuve Saint-Laurent.	Semblable à la photographie de 1964.	De nouveaux bâtiments et infrastructures sont présents sur la Section 98, incluant des réservoirs hors sol.	Un navire est amarré aux quais 101 et 102.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1983	Semblable à la photographie de 1979. Les bâtiments et infrastructures apparaissent clairement dans la partie nord-ouest du Site, incluant le garage.	Un pipeline hors sol est présent sur le quai situé au-delà de la Baie 102 et est relié aux réservoirs hors sol avoisinants.	Semblable à la photographie de 1979.	Un bassin de collecte des eaux de ruissellement de grande taille a été construit immédiatement au sud du Site, sur la Section 100.	Un navire est amarré au Quai 101.
1992	Les deux (2) séparateurs circulaires de petite taille et le bâtiment de grande taille situés au nord ne sont plus visibles et la surface semble asphaltée. La 4 ^e paire de réservoirs hors sol n'est pas clairement visible. Le plus grand des bassins circulaires semble partiellement démantelé.	Semblable à la photographie de 1983.	Certaines des infrastructures situées à l'ouest du Site, dont les réservoirs hors sol, ont été démantelées. Les empreintes des réservoirs demeurent visibles, ce qui suggère que la surface du sol n'a pas été modifiée.	Certaines des infrastructures situées immédiatement au sud et au sud-ouest du Site, dont les réservoirs hors sol, ont été démantelées. Les empreintes des réservoirs demeurent visibles, ce qui suggère que la surface du sol n'a pas été modifiée.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.
1997	Les vestiges du plus grand bassin observés sur la photographie de 1992 ne sont plus visibles et la surface de ce secteur du Site semble couverte d'asphalte. Tous les bâtiments et les infrastructures situés dans le secteur nord-ouest du Site ne sont plus présents à l'exception du garage et de la station de pompage.	Semblable à la photographie de 1983.	La plupart des infrastructures situées à l'ouest du Site ont été démantelées à l'exception d'une douzaine de réservoirs hors sol et de quelques conduites hors sol. Les empreintes des anciens réservoirs demeurent visibles, ce qui suggère que la surface du sol n'a pas été modifiée.	Toutes les infrastructures adjacentes, incluant les réservoirs hors sol, ont été démantelées. Les routes d'accès demeurent visibles.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
Image Google Earth de 2002	Semblable à la photographie de 1997. Une barge est présente au Quai 102. Un transformateur sur socle est visible le long de la limite sud du Site.	Semblable à la photographie de 1983.	Toutes les infrastructures ont été démantelées à l'exception des réservoirs n°s 273 et 274, de la caserne de pompiers n° 1 et du pipeline hors sol, qui s'étend de la limite nord du Site jusqu'à l'autre côté de la voie ferrée appartenant au CN. Les empreintes des anciennes infrastructures demeurent visibles, ce qui suggère que la surface du sol n'a pas été modifiée.	Les propriétés adjacentes ont été pavées le long des quais 98 à 100, et des poteaux électriques ou lampadaires y ont été installés. Un empilement de matériau blanc est visible immédiatement au sud du Site, le long du fleuve Saint-Laurent. Plus au sud, un autre empilement de matériau entreposé est visible. La propriété située au sud-ouest est partiellement couverte d'herbes.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.
Image Google Earth de 2005	Tous les anciens bâtiments ou infrastructures ne sont plus présents, à l'exception des vestiges de la station de pompage. Des chemins de terre sont visibles ainsi que certains équipements présumés être des camions ou des grues. La surface du Site est irrégulière et des excavations sont visibles le long du Quai 101, où un grand trou rempli d'eau est présent, et le long du Quai 102, où des bassins de forme carrée et de faible étendue sont visibles.	Semblable à la photographie de 1983. Toutefois, les infrastructures de la propriété située immédiatement au nord-ouest ne semblent pas avoir été démantelées. Des traces de déplacement de machinerie sont observables et le sol paraît remanié. Il y a un bassin de faible étendue au centre du terrain.	Des traces laissées par de la machinerie sont visibles sur le sol remanié des propriétés adjacentes situées entre le Site et la rue Notre-Dame Est. Aucune infrastructure n'est présente, à l'exception d'un stationnement et des vestiges de pipelines hors sol situés au-dessus de la rue Notre-Dame Est et de la voie ferrée du CN.	Un (1) empilement de matériau de faible étendue est visible immédiatement au sud du Site, le long du fleuve Saint-Laurent. Trois (3) empilements de matériau blanc de grande étendue sont entreposés sur la Section 98 de l'APM. Une partie des matériaux semble étalée et est visible en bordure des quais 98 et 99. La propriété située au sud-ouest du Site est généralement couverte d'herbes.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
Image Google Earth de 2008	Le Site est vacant et la surface semble avoir été nivelée, sans végétation. On observe la présence du fossé et du bassin actuels, ce qui correspond à la configuration actuelle du Site. Le fossé et le bassin semblent être d'une légère teinte de vert. Une route d'accès en gravier est visible le long de la limite nord du Site, près de la Baie 102. Le Site peut apparemment être accessible par l'avenue Richard, au nord-ouest, et par l'avenue Gamble, au sud. Aucune clôture n'est visible.	La propriété adjacente située immédiatement au nord-ouest du Site montre une topographie irrégulière, et comprend des digues et/ou des empilements partiellement couverts d'herbes.	Les propriétés adjacentes comprises entre le Site et la rue Notre-Dame Est montrent une topographie irrégulière, et comprennent des digues et/ou des empilements partiellement couverts d'herbes.	Deux (2) empilements de matériau brun sont présents immédiatement au sud du Site, le long du fleuve Saint-Laurent. Cinq (5) empilements de matériau blanc de grande étendue sont entreposés sur les sections 98 et 99. Des déversements de ce matériau sont encore visibles en bordure des quais 98 et 99. Des camions sont visibles.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.
Image Google Earth de 2010	Semblable à l'image de 2008. La route d'accès en gravier suit les limites nord-est et sud du Site.	Les empilements ne sont plus visibles sur la propriété adjacente située au nord-ouest. De nouvelles infrastructures ou les vestiges des anciennes infrastructures sont visibles. Un bateau est amarré au quai.	Semblable à l'image de 2008.	Un (1) empilement de matériau brun de grande étendue est entreposé immédiatement au sud du Site, le long du fleuve Saint-Laurent. Sept (7) empilements de matériau blanc de grande étendue sont entreposés sur les sections 98 et 99. Un empilement de matériau blanc de plus faible étendue (qui n'était pas couverte) est entreposé le long des quais 98 et 99.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
Image Google Earth de 2011	Semblable à l'image de 2010.	Deux (2) zones d'empilements de sols de grande étendue sont visibles sur la propriété adjacente située immédiatement au nord-ouest du Site. Certaines infrastructures non identifiées sont également présentes.	Plusieurs empilements de sols de grande étendue sont visibles sur la propriété adjacente, située entre le Site et la rue Notre-Dame Est. Certaines excavations et accumulation d'eau sont visibles. Des routes d'accès ainsi que des infrastructures non identifiées, possiblement associées à des opérations de drainage, sont visibles.	Semblable à l'image de 2010.	Aucun navire n'est amarré aux quais 101 et 102.



Selon la revue des photographies aériennes et des images satellites Google Earth effectuée par Golder, les éléments suivants sont pertinents :

Site :

- Le Site a été développé à des fins industrielles depuis au moins 1950. Les infrastructures anciennement présentes sur le Site comprenaient huit (8) réservoirs hors sol de grande taille : les réservoirs n°s 290 et 291, installés sur le Site avant 1950 et démantelés entre 2002 et 2005; les réservoirs n°s 796 et 797, installés sur le Site entre 1954 et 1964 et démantelés avant 1979; les réservoirs n°s 096 et 097, installés sur le Site entre 1964 et 1979 et démantelés entre 2002 et 2005; ainsi qu'une 4^e paire de réservoirs hors sol, installés sur le Site entre 1969 et 1979 et démantelés entre 1988 et 1997;
- Au moins de 1950 à 1954, le Site couvrait seulement une faible superficie de la section centrale du Site actuel, soit le secteur occupé par les réservoirs n°s 290 et 291 et le séparateur API. Cette faible superficie était bordée par les baies 101 et 102. La Baie 101, située au sud, a été complètement remblayée entre 1954 et 1964 pour agrandir la Section 100. La Baie 102 a été partiellement remblayée entre 1954 et 1964 et la partie du Site correspondant aux sections 101 et 102 a été remblayée en 1979 pour compléter l'aménagement du Site; et
- D'autres infrastructures présentes sur le Site depuis au moins 1950 ont apparemment toutes été démantelées avant 2005, dont un (1) séparateur API et trois (3) séparateurs circulaires, un (1) bassin de collecte des eaux pluviales et des pipelines hors sol (voir les figures 2 et 3 pour les emplacements approximatifs et le tableau récapitulatif des infrastructures à l'annexe E pour plus de détails). La surface du Site a également été nivelée entre 2002 et 2008 et semblait similaire au moment de l'étude en 2008. Par conséquent, aucune activité significative ne semble avoir eu lieu sur le Site depuis environ 2008.

Propriétés adjacentes :

- La Baie 102 est située immédiatement au nord du Site. Les propriétés situées au nord le long du fleuve Saint-Laurent ont été développées à des fins industrielles entre 1954 et 1963. Des infrastructures, incluant des réservoirs hors sol de grande taille et des pipelines hors sol, étaient présentes au moins de 1963 à 2011. La propriété située immédiatement au nord-ouest du Site était apparemment utilisée pour empiler des sols d'au moins 2005 à 2008 ainsi qu'en 2011. D'anciennes infrastructures sont encore possiblement présentes sur ces propriétés;
- Les propriétés adjacentes situées à l'ouest ont été développées à des fins industrielles depuis au moins 1950 et comprenaient plusieurs infrastructures, dont des réservoirs hors sol de grande taille et un (1) pipeline hors sol, qui ont été pratiquement toutes démantelées entre 1988 et 2002. La propriété adjacente située entre le Site et la rue Notre-Dame Est a apparemment été utilisée pour empiler des sols entre 2005 et 2011;
- Une baie était présente entre le Site et le quai voisin au moins de 1950 à 1954. Une partie de cette baie a été partiellement remblayée en 1954, et la baie a été complètement remblayée entre 1954 et 1964 pour compléter la surface correspondant aux sections 99 et 100 de l'APM. Les propriétés adjacentes situées au sud étaient utilisées à des fins commerciales et/ou industrielles depuis au moins 1950. Des infrastructures, dont un séparateur API et des réservoirs hors sol, se trouvaient sur les propriétés adjacentes situées au



sud et au sud-ouest au moins jusqu'en 1983. Une partie des infrastructures ont été démantelées en 1992 et elles ont apparemment toutes été retirées en 1997. En 2002, les sections adjacentes 98 à 100, situées le long du fleuve Saint-Laurent, ont été pavées et utilisées pour empiler des matériaux de qualité et de nature inconnues, et ce, jusqu'en 2011; et

- Le fleuve Saint-Laurent est situé immédiatement à l'est du Site. Des navires étaient fréquemment amarrés aux quais du Site de 1954 à 1983.

3.2 Annuaires de rues

Les annuaires des rues de la Ville de Montréal (la Ville) ont été étudiés dans le but de connaître l'occupation historique du Site et des propriétés voisines. Les annuaires Lovell de Montréal ont été consultés en ligne sur le site internet de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Les annuaires de rues ont été consultés pour les années 1925-1926, 1930-1931, 1932-1933, 1934-1935, 1935-1936, 1940, 1945, 1949, 1955, 1959, 1965-1966, 1970-1971, 1976, 1980, 1985-1986, 1990-1991, 1995 et 1999-2000 pour la rue Notre-Dame Est, l'avenue Gamble, l'avenue Richard et l'avenue St-Cloud. Des années représentatives ont été sélectionnées afin d'établir des intervalles de temps constants entre les inscriptions aux annuaires. Il est à noter que pour les annuaires datés entre 1959 et 1971, aucune adresse n'est inscrite au-dessus de 10000 sur la rue Notre-Dame Est; il n'y a donc aucune mention du Site ou des propriétés adjacentes pour cette période.

Les sections suivantes résument les informations pertinentes relevées lors de la consultation des annuaires des rues.

Site :

1955	10800	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd. (Pétrolière Impériale), Terminal commercial – Seule et unique mention pour l'adresse du Site.
------	-------	---

Propriétés adjacentes :

1932-1933	10510	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd. – Première mention de la Pétrolière Impériale dans l'annuaire.
1949	10150	Rue Notre-Dame Est est occupée par Conduit National Ltd.
	10510	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd.
		Avenue Gamble (aucune adresse, à l'intersection de la rue Victoria) est occupée par Shell Oil Co of Canada Ltd.
1955	10150	Rue Notre-Dame Est est occupée par Conduit National Ltd.
	10175	Rue Notre-Dame Est est occupée par McColl Frontenac Oil Co Ltd.
	10400	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd, bâtiment technique.
	10510	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd.
	10610	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Refineries Ltd.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

1976	10175	Rue Notre-Dame Est est occupée par Texaco Canada Ltd., service de commande en vrac.
	10200	Rue Notre-Dame Est est occupée par une raffinerie de Texaco Canada Ltd.
	10500	Rue Notre-Dame Est est occupée par une compagnie de construction.
	10510	Rue Notre-Dame Est est occupée par Imperial Oil Co Ltd., département de production, ainsi que des compagnies de construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par une station-service Sergaz.
1980	10175	Rue Notre-Dame Est est occupée par Texaco Canada Ltd., service de commande en vrac.
	10200	Rue Notre-Dame Est est occupée par des compagnies de construction ainsi que Texaco Canada Ltd. (département de raffinage, station de pompage et département des quais).
	10500	Rue Notre-Dame Est est occupée par des compagnies de construction.
	10515	Rue Notre-Dame Est est occupée par une raffinerie de Imperial Oil Co Ltd. ainsi que par des compagnies de construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par une station-service.
1986	10000	Rue Notre-Dame Est est occupée par le terminal de Petrole Pittston Canada Inc.
	10175	Rue Notre-Dame Est est occupée par Texaco Canada Ltd.
	10515	Rue Notre-Dame Est est occupée par Pétroles Esso Canada ainsi que par des compagnies de construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par Dumont Richard.
1990-1991	10000	Rue Notre-Dame Est est occupée par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est est occupée par Everlite luggage.
	10515	Rue Notre-Dame Est est occupée par Pétroles Esso Canada.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par une station-service.
1995	10000	Rue Notre-Dame Est est occupée par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est est occupée par Everlite luggage.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par Dumont Richard.
1999-2000	10000	Rue Notre-Dame Est est occupée par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est est occupée par Everlite luggage.
	10515	Rue Notre-Dame Est est occupée par Biogénie SRDC Inc.
	10937	Rue Notre-Dame Est est occupée par une station-service.
	18	Avenue Richard est occupée par Services Environnementaux Lasalle.
	26	Avenue Richard est occupée par Lasalle Landscapers Inc.
	27	Avenue Richard est occupée par Ébénisterie Québécoise Inc.
	29	Avenue Richard est occupé par Carossier Cadieux Kane Inc.
	47	Avenue Richard est occupé par Couvreur Desjardins Enr.

La revue des annuaires de la Ville a révélé que le Site était occupé par un terminal commercial de produits pétroliers en vrac de la Pétrolière Impériale en 1955. L'adresse du Site n'était pas mentionnée dans les annuaires pour toute autre année. Le voisinage du Site a été développé dans les années 1930 par des activités



industrielles liées principalement à l'entreposage en vrac et au raffinage de produits pétroliers. D'autres activités commerciales ont ensuite été développées dans le secteur dans les années 1990.

3.3 Dossiers d'assurance incendie

RMS a été contactée pour vérifier si des plans d'assurance incendie, des rapports d'inspection ou des plans d'assureur étaient disponibles pour le Site.

Une réponse de RMS a été obtenue le 29 novembre 2012 indiquant qu'aucun dossier concernant le Site n'a été trouvé. Une copie de cette correspondance est présentée à l'annexe C.

3.4 Raports antérieurs

Dans le cadre de la présente ÉES Phase I, l'APM a fourni une liste de 130 rapports antérieurs contenant de l'information potentiellement pertinente sur le Site. De ces 130 rapports, 52 rapports ont été ciblés et retenus pour une revue puisqu'ils semblaient contenir de l'information pertinente à l'étude. La liste des rapports revus dans le contexte de ce rapport est présentée au tableau récapitulatif de l'annexe D.

Les rapports consultés ont fourni de l'information relative au Site, aux opérations et infrastructures sur les propriétés adjacentes, ainsi qu'à la qualité des sols et de l'eau souterraine. L'information pertinente est résumée dans les sections suivantes.

3.4.1 Exploitation du Site

Selon la revue des rapports environnementaux antérieurs effectuée par Golder, les sections 100 à 102 de l'APM, incluant le Site, ont été occupées pendant 82 ans (de 1916 à 1998) par la Pétrolière Impériale, qui exploitait un terminal maritime pour entreposer et expédier des produits pétroliers. Plus précisément, les opérations de la Pétrolière Impériale sur le Site comprenaient :

- l'entreposage et le transbordement de produits pétroliers et d'eaux usées contaminées;
- le mélange de carburants;
- les opérations de séparation de l'huile et de l'eau et de traitement des eaux usées;
- le pompage et le traitement (chloration) de l'eau de la Baie 102;
- le pompage des eaux usées vers le fleuve Saint-Laurent;
- la collecte des eaux de surface et pluviales;
- l'entreposage de boues usées et de déchets industriels;
- les activités de l'atelier mécanique;
- les activités du poste électrique; et
- la récupération d'hydrocarbures en phase libre.

Le Site a été progressivement développé et modifié par la Pétrolière Impériale, incluant le remblayage de la berge naturelle, qui, avant l'achèvement des quais 101 et 102, correspondait à la partie centrale du terrain, où



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

les anciens réservoirs n°s 290 et 291 et le séparateur API étaient situés. Biogénie (2004) a indiqué que la présence de sédiments contaminés dans la partie de la Baie 102 ultérieurement remblayée (située immédiatement au nord du Site) était associée à la contamination présente dans les sols profonds de la partie nord du Site.

La Pétrolière Impériale a cessé ses activités en 1998 et a procédé au démantèlement de ses installations ainsi qu'à une réhabilitation partielle du Site. La revue de la documentation a montré que les premières études environnementales ont été débutées dans les années 1980 et se sont poursuivies jusqu'en 2009. Dans la plupart des cas, les études comprenaient l'évaluation de la qualité des sols et/ou des eaux souterraines pour des enjeux environnementaux spécifiques qui avaient été identifiés pour le Site. Après la cessation des activités en 1998, une Phase II plus exhaustive aurait été effectuée avant de procéder aux travaux de réhabilitation.

Selon le plan de réhabilitation préparé par Dessau-Soprin (2003d), les objectifs du projet de réhabilitation étaient de retirer ou de démanteler toutes les infrastructures souterraines, à l'exception de trois (3) pipelines situés le long de la limite ouest du Site, et de réduire le niveau de contamination sous les critères C du MDDELCC pour les sols et sous les critères de Résurgence dans les eaux de surface ou infiltration dans les égouts (RESIE) pour les eaux souterraines en excavant les sols jusqu'à 1 m sous le niveau d'eau du fleuve Saint-Laurent. Les sols contaminés ne pouvant être excavés, à savoir les sols contaminés se trouvant sous le niveau de la nappe phréatique et/ou à l'intérieur ou à proximité d'infrastructures telles que les caissons le long des quais et les pipelines le long de la limite ouest du Site, devaient être traités *in situ* par oxydation chimique. Les sols excavés devaient être traités en biopiles sur la propriété adjacente située à l'ouest et réutilisés comme matériau de remblai sur le Site une fois traités.

Le projet de réhabilitation a été réalisé en phases successives de mai 2003 à juillet 2007. La majorité des infrastructures du Site ont été démantelées durant une phase initiale en 2003. Puis, de mai 2003 à novembre 2004, 223 218 m³ de sols ont été excavés, dont 135 365 m³ de sols contaminés qui ont été placés dans des biopiles sur la propriété adjacente située à l'ouest. Les sols contaminés se trouvant à l'intérieur des fondations de béton des quais auraient été excavés jusqu'à une profondeur de 5 m au Quai 102 et jusqu'à une profondeur moyenne de 6,5 m au Quai 101 (TechnoRem, 2005). Ailleurs sur le Site, les sols ont généralement été excavés jusqu'à des profondeurs de 4 à 6 m. En 2005, un volume supplémentaire approximatif de 8 000 m³ de sols contaminés a été excavé le long des parois d'excavations initiales et à proximité des caissons en bois situés dans le secteur des quais (TechnoRem, 2007a). Un essai pilote pour le traitement *in situ* par oxydation chimique des sols contaminés a aussi été réalisé en 2005. Cependant, les résultats de l'essai pilote n'étant pas concluants, le traitement *in situ* des sols contaminés en profondeur a été rejeté comme option viable de réhabilitation. Des travaux d'excavation supplémentaires ont donc été réalisés au centre du Site et dans le secteur des quais afin d'enlever une partie des sols contaminés en profondeur. Environ 2 195 m³ de sols contaminés ont été excavés de ces secteurs et entreposés sur la propriété adjacente située à l'ouest à des fins de biorestauration (TechnoRem, 2007b).

Le traitement *ex situ* des sols contaminés a été complété en 2007. Cependant, des sols contaminés en excès des critères C du MDDELCC ont été laissés en place sur le Site puisque l'excavation de tous les sols contaminés n'a pu être complétée en raison des limitations de la portée des équipements d'excavation, de l'infiltration d'eau dans les excavations et de la présence d'infrastructures souterraines (structures de bois) (TechnoRem, 2007c).



Les excavations sur le Site ont été graduellement remblayées, de 2004 à 2007, avec des sols excavés qui auraient été traités avec succès en biopiles, ainsi qu'avec des blocs de béton, des roches, des briques et du béton concassé provenant des infrastructures démantelées. Des débris de construction et des vestiges de certaines infrastructures ont également été enfouis dans certaines zones du Site. Les matériaux de remblai ont été compactés. En prévision du développement futur du Site, le terrain n'a pas été remblayé jusqu'à l'élévation d'origine, soit l'élévation du Site avant les travaux de réhabilitation, mais plutôt jusqu'à 1 m sous l'élévation initiale (APM, 2010).

À la suite des travaux de caractérisation et de réhabilitation environnementales, aucune autre activité n'aurait été menée au Site depuis la cessation des activités de la Pétrolière Impériale en 1998.

3.4.2 Infrastructures du Site

Selon la revue des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM (et résumés au tableau présenté à l'annexe D), plusieurs infrastructures ont été présentes historiquement ou étaient toujours présentes au moment de la réalisation des études en question. Les infrastructures identifiées durant la revue de la documentation sont décrites au tableau récapitulatif présenté à l'annexe E, avec leur emplacement approximatif (confirmé ou présumé), l'époque de leur présence sur le Site, la description générale de leur construction, leur exploitation, la partie prenante responsable et les enjeux environnementaux associés, lorsque l'information était disponible. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans cette section est aussi présenté à la figure 3.

La majorité des infrastructures du Site étaient associées aux opérations d'entreposage et de chargement de produits pétroliers du terminal maritime de la Pétrolière Impériale. Des infrastructures appartenant à Ultramar, Canterm et Montréal Pipelines étaient également présentes sur le Site. La majorité des infrastructures ont été démantelées entre 2002 et 2003, en même temps que les travaux de réhabilitation, après la cessation des activités de la Pétrolière Impériale. Les infrastructures souterraines, y compris des égouts, des pipelines pétroliers et électriques, des structures et des dalles en béton, des fils d'acier, des piliers en métal et d'autres déchets, ont généralement été démantelées et retirées en même temps que les travaux d'excavation réalisés dans le cadre de la réhabilitation du Site. Cependant, certaines infrastructures seraient encore présentes à divers endroits sur le Site, telles que des dalles et des blocs de béton, des fils de métal, des palplanches, des parties de pipelines déclassés, des voies ferrées et d'autres déchets non dangereux.

Dans le cadre des travaux de réhabilitation, des géomembranes ont été installées le long des limites nord-ouest et sud du Site. De plus, de nombreux forages, puits d'observation et tranchées d'exploration ont été réalisés dans le cadre de travaux de suivi, de caractérisation ou de réhabilitation menés par la Pétrolière Impériale sur le Site entre 1980 et 2009.

En résumé, les principales infrastructures historiquement présentes sur le Site comprenaient :

- Huit (8) réservoirs verticaux hors sol de grande taille (réservoirs n°s 096, 097, 290, 291, 796 et 797, et deux (2) autres réservoirs hors sol non identifiés) d'une capacité de plus de 1 million de litres (L) chacun étaient présents au Site. Les réservoirs hors sol ont été utilisés pour l'entreposage de divers produits, y compris des eaux usées contaminées par des produits pétroliers, d'autres eaux usées contaminées, du diesel et du mazout;
- Les quais 101 et 102, dont les structures en béton et les cales de bois, et des tiges et blocs d'ancrage;



- Un bassin de collecte des eaux pluviales, d'une superficie approximative de 4 675 m² et d'une capacité de 32 200 m³, associé à la rétention des eaux de surface et pluviales;
- Un séparateur API, d'une superficie approximative de 792 m², associé à la séparation huile/eau et au traitement des effluents d'eaux usées de la raffinerie de la Pétrolière Impériale;
- Un bassin de boues et/ou une décharge industrielle (peut correspondre à la même infrastructure);
- Un (1) séparateur circulaire de grande taille et deux (2) séparateurs circulaires de petite taille placés en série et associés au traitement des eaux usées avant leur rejet dans le réseau d'égouts municipal;
- Une station de pompage et un hangar, associés au pompage et à la chloration de l'eau provenant de la Baie 102;
- Des bâtiments, y compris le bureau du quai et un garage utilisé comme une sous-station électrique et comme un atelier mécanique;
- Des pipelines et vannes hors sol associés au transbordement de produits pétroliers; et
- Des pipelines souterrains, appartenant à la Pétrolière Impériale, Ultramar, Canterm et Montréal Pipelines, associés au transfert de produits pétroliers.

Les infrastructures suivantes seraient encore présentes sur le Site :

- Les quais 101 et 102, dont les structures en béton et les cales de bois, et des tiges et blocs d'ancrage;
- Des parties souterraines du séparateur circulaire de grande taille, y compris des palplanches coupées sous le niveau du sol;
- Des parties de la station de pompage et du hangar, y compris des palplanches coupées sous le niveau du sol et des morceaux de béton concassé enfouis dans la zone rectangulaire délimitée par les palplanches, ainsi que d'autres palplanches coupées au-dessus du plus haut niveau moyen de la Baie 102, qui étaient visibles au moment de la visite du Site;
- Quatre (4) pipelines souterrains localisés le long de la limite ouest du Site, dont deux (2) pipelines de Canterm, un (1) pipeline de Montréal Pipelines et un (1) pipeline de la Pétrolière Impériale;
- Deux (2) segments de l'ancien pipeline souterrain d'Ultramar (démantelé en 2000);
- Des pipelines démantelés (nettoyés, coupés et colmatés) appartenant à Montréal Pipelines (emplacement non spécifié);
- Des voies ferrées le long de la limite sud-ouest du Site;
- Un fossé et un bassin construits à la suite des travaux de réhabilitation pour faciliter le drainage du sol et rediriger l'eau de pluie vers le fleuve Saint-Laurent; et
- Une route d'accès en gravier entourant le Site le long des limites nord, est et sud, incluant un accès à l'avenue Richard.



Il est à noter que, selon le rapport de TechnoRem (2007a), une tige d'ancrage d'un caisson de quai, identifié comme n° 27, serait brisée et n'était pas attachée à un bloc d'ancrage en béton comme prévu. L'APM aurait inspecté les travaux d'excavation et prévoyait réparer la tige au moment du réaménagement futur du Site. Cependant, il semble qu'aucune réparation n'ait été effectuée, et l'excavation a été remblayée.

3.4.3 Qualité résiduelle des sols et de l'eau souterraine du Site et produit libre

Comme décrit à la section 3.4.1, des travaux de réhabilitation ont été entrepris sur le Site après la cessation des activités de la Pétrolière Impériale en 1998. Cependant, selon la revue des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM (et résumés au tableau présenté à l'annexe D), de la contamination est toujours présente dans les sols et les eaux souterraines. La présente section résume la qualité des sols laissés en place après la réhabilitation des sols selon les secteurs définis en fonction de leur positionnement par rapport au fleuve Saint-Laurent : secteur est (ou secteur des quais, situé le plus près du fleuve Saint-Laurent), secteur central et secteur ouest (le plus éloigné du fleuve Saint-Laurent). Il est à noter que la qualité des sols du corridor des pipelines avoisinant la limite ouest du Site a également été résumée dans le cadre du sommaire pour le secteur ouest.

Des figures provenant de rapports environnementaux antérieurs sont fournies à l'annexe F afin d'aider à visualiser les travaux de réhabilitation entrepris à ce moment. Les enjeux environnementaux potentiels identifiés pour le Site sont présentés sur la figure 3.

3.4.3.1 Qualités des sols du secteur est (secteur des quais)

Les sols de surface recouvrant les caissons de béton et de bois ont été excavés sur la majeure partie du secteur est, à l'exception d'une petite section à l'extrême est du Quai 102 (en bordure de la Baie 102). Une partie des sols contaminés en profondeur a aussi été excavée, mais l'excavation a été limitée par la portée des équipements d'excavation, par l'infiltration d'eau et par la présence de caissons de bois et de béton.

Une grande partie des sols au fond des excavations effectuées dans les caissons du secteur des quais 101 et 102 ont excédé les critères C du MDDELCC pour les hydrocarbures pétroliers (HP) C₁₀-C₅₀ et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), ainsi que pour le plomb dans deux (2) zones localisées. Les résultats analytiques les plus récents obtenus pour les échantillons prélevés au fond des excavations effectuées dans le centre de la zone de l'est démontrent que la qualité du sol au fond des excavations a excédé les critères C du MDDELCC ou n'avait pas été évaluée. Les sols traités ont été utilisés comme matériau de remblai dans les excavations. Conséquemment, les sols de surface dans le secteur des quais respecteraient les critères C du MDDELCC à la suite des travaux de réhabilitation.

Les sols profonds de toute la partie centrale du secteur des quais sont donc caractérisés comme étant contaminés en hydrocarbures pétroliers.

3.4.3.2 Qualité des sols dans le secteur central

Ce secteur a subi les plus importants travaux de réhabilitation puisque les infrastructures ont été enlevées, et les travaux d'excavation n'ont été limités que par la portée des équipements d'excavation et le niveau de la nappe phréatique. Les excavations ont couvert presque entièrement le secteur central. Les secteurs qui n'ont pas été réhabilités comprennent l'extrême nord le long de la Baie 102, la portion sud (Section 100) et une partie de la portion nord où les échantillons de sols prélevés dans des tranchées d'exploration peu profondes ont respecté les critères C du MDDELCC.



Les échantillons de confirmation prélevés sur les parois des excavations dans le secteur central montrent que la qualité des sols de surface était inférieure aux critères C du MDDELCC. Cependant, la qualité des sols laissés en place dans le fond des excavations était plus variable avec une partie des échantillons montrant des concentrations inférieures aux critères C, et une autre partie, en excès des mêmes critères. Il n'y a pas suffisamment d'information concernant l'étendue de la contamination des sols plus profonds dans la zone centrale.

Considérant les informations mentionnées ci-dessus, des sols contaminés sont présents dans la zone centrale.

3.4.3.3 Qualité des sols dans le secteur ouest (incluant la qualité des sols du corridor de pipelines situé à l'extérieur des limites du Site 1 et longeant la limite ouest de ce dernier)

Le secteur ouest est celui qui a fait l'objet de moins de travaux caractérisation et de réhabilitation comparativement aux deux (2) autres secteurs, et ce, principalement en raison de la présence de pipelines souterrains situés à l'extérieur des limites proposées du Site 1 et qui longent la limite ouest de ce dernier. Dans ce secteur, les limites des excavations réalisées dans le cadre des travaux de réhabilitation ont été définies pour respecter une certaine distance par rapport aux pipelines pour des raisons de sécurité. La plupart des parois finales situées du côté ouest des excavations n'ont pas été échantillonnées, et, lorsqu'elles l'ont été, les résultats analytiques des échantillons de sols étaient supérieurs aux critères C du MDDELCC. De plus, à proximité de la limite ouest du Site, les échantillons de sols prélevés dans les tranchées d'exploration n'ayant pas fait l'objet de travaux de réhabilitation ont, pour la majorité, indiqué des concentrations supérieures aux critères C du MDDELCC. Il est à noter qu'aucune donnée relative à la qualité des sols situés à une profondeur de plus de 6 m n'est disponible.

Considérant les informations mentionnées ci-dessus, des sols contaminés sont présents dans le secteur ouest.

3.4.3.4 Qualité de l'eau souterraine

En avril 2006, après la réalisation de la majorité du projet de réhabilitation des sols mené par Biogénie, les concentrations de HP C₁₀-C₅₀, de benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes (BTEX), de HAP et de métaux ont été analysées pour sept (7) nouveaux puits d'observation (Biogénie, 2006b). Les résultats analytiques des échantillons d'eau souterraine respectaient tous les critères de RESIE du MDDELCC.

En janvier 2009, Technorem a installé des puits d'observation dans la partie sud du secteur des quais, dans la zone où des sols contaminés avaient préalablement été identifiés en profondeur. Les résultats analytiques ont montré des concentrations qui excédaient les critères de RESIE du MDDELCC pour les HP C₁₀-C₅₀ (quatre [4] puits d'observation; concentrations de 4 530 à 340 000 µg/L alors que le critère est de 3 500 µg/L) et les HAP (deux [2] puits d'observation). De plus, un (1) échantillon prélevé au point de rejet du tuyau de drainage (rélié au bassin sur le Site) situé près de la Baie 102 a montré des concentrations de coliformes totaux et fécaux qui ne respectaient pas la réglementation municipale applicable. La source de la contamination bactérienne serait inconnue (TechnoRem, 2009).

Aussi, un (1) échantillon prélevé dans un puits d'observation avant les travaux de réhabilitation a démontré une concentration en azote ammoniacal en excès du critère de toxicité aiguë pour la protection de la vie aquatique (DDH, 2000b).



Considérant les informations mentionnées ci-dessus, de l'eau souterraine contaminée est présente au Site.

3.4.3.1 *Produit libre en phase flottante*

Il a été rapporté dans plusieurs rapports antérieurs (présentés dans le tableau récapitulatif de l'annexe D) que du produit libre en phase flottante a été observé historiquement dans des puits d'observation, ainsi que dans les sols ou à la surface de l'eau présente dans les tranchées d'exploration et les excavations de réhabilitation. La résurgence de produit libre dans le fleuve Saint-Laurent a également été observée dans le passé (Dessau-Soprin 2001, 2003b et 2003c, TechnoRem 2005).

Selon le rapport de Dessau-Soprin (2003b), deux (2) systèmes de récupération de produit en phase libre ont été installés en 2001 dans le secteur des quais pour empêcher la résurgence de produit en phase libre dans le fleuve Saint-Laurent. Un des systèmes était installé sur le Quai 102, et l'autre sur le Quai 101. Onze (11) puits de récupération ont été installés sur la Quai 102, et 44 puits d'observation ont été convertis en puits de récupération sur le Quai 101.

Le système installé sur le Quai 102 a été en exploitation de juin 2001 à juillet 2002 (à l'exception de la période hivernale) et a récupéré 4 200 L d'hydrocarbures en phase libre, alors que le système sur le Quai 101 a été en exploitation de juin 2001 à janvier 2003 (pour un total de 18 mois) et a récupéré 36 457 L d'hydrocarbures en phase libre. Les deux (2) systèmes de récupération auraient été arrêtés alors que le volume d'hydrocarbures récupéré avait diminué de façon significative.

Cependant, il est à noter qu'en mars 2003, deux (2) mois après l'arrêt des systèmes de récupération, des épaisseurs de produit libre en phase flottante de plus de 10 cm ont été observées dans huit (8) puits d'observation situés près du Quai 101. Du produit libre en phase flottante a aussi été observé par Biogénie dans six (6) des 12 puits d'observations du Site faisant partie du suivi en 2004 (Biogénie, 2004) et dans certaines excavations réalisées en 2005 (Biogénie, 2006a). La présence de produit libre résiduel ou en phase libre a de nouveau été rapportée par TechnoRem (2009) dans l'ensemble des dix (10) forages/puits d'observation réalisés/installés en 2009.

Considérant les informations mentionnées ci-dessus, du produit libre en phase flottante est présent au Site.

3.4.4 *Propriétés adjacentes*

La revue des rapports listés à l'annexe D a permis d'amasser de l'information pertinente concernant les opérations et activités actuelles et passées, les infrastructures ainsi que la qualité des sols et de l'eau souterraine associées aux propriétés adjacentes. L'information obtenue est résumée dans la section ci-dessous. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans cette section est présenté sur la figure 2.

Nord (présumé ni en amont ni en aval hydraulique) :

- La Baie 102 se trouve le long de la limite nord du Site. Historiquement, le rivage naturel du fleuve Saint-Laurent se trouvait au nord de l'ancien séparateur API situé sur le Site. Cependant, des activités de remblayage ont eu lieu au Site entre 1964 et 1979, selon les photographies aériennes, pour obtenir la configuration actuelle du Site;



- Les propriétés adjacentes situées au nord, incluant le Quai 103 de l'APM, étaient anciennement occupées par des compagnies pétrolières, dont Shell, Sunoco et Ultramar. Les quais situés le long du fleuve Saint-Laurent étaient occupés par des terminaux maritimes utilisés pour l'entreposage et l'expédition de produits pétroliers et/ou pour le raffinage du pétrole.
- Des pipelines souterrains associés au transfert de produits pétroliers étaient anciennement présents sur les propriétés adjacentes situées au nord, dont le pipeline d'Ultramar qui aurait été démantelé en 2000, et longeaient également la limite ouest du Site; et
- Des pipelines souterrains associés au transfert de produits pétroliers sont encore présents sur les propriétés adjacentes situées au nord, y compris les deux (2) pipelines de Canterm, le pipeline de Montréal-Pipeline et le pipeline de la Pétrolière Impériale, qui sont également présents le long de la limite ouest du Site.

Ouest (présumé en amont hydraulique) :

- La propriété située immédiatement à l'ouest du Site, de même que les propriétés situées à l'ouest de la rue Notre-Dame Est, étaient anciennement occupées par la Pétrolière Impériale. Les différentes opérations menées sur les propriétés situées à l'ouest (dans un rayon de 250 m du Site) comprenaient l'entreposage de produits pétroliers et/ou d'eau contaminée, le transfert de produits pétroliers dans des pipelines souterrains et hors sol ainsi que le transfert d'eaux de procédé et d'autres produits vers les séparateurs et le bassin de collecte des eaux pluviales du Site;
- Plusieurs infrastructures associées aux activités de la Pétrolière Impériale, dont des réservoirs hors sol, des pipelines et des bâtiments, auraient été présentes sur la propriété adjacente située à l'ouest, soit entre le Site et la rue Notre-Dame Est. Selon les rapports de Biogénie (1997) et DDH (2000b), 26 réservoirs hors sol auraient été présents sur cette propriété adjacente située à l'ouest, dont neuf (9) réservoirs hors sol de grande taille, 15 réservoirs de plus petite taille et deux (2) réservoirs hors sol de très grande taille (capacités exactes inconnues). Un entrepôt et un immeuble à bureaux étaient également présents sur cette propriété, ainsi qu'un garage et la caserne de pompiers n° 1 de la Pétrolière Impériale. Un stationnement et un petit parc municipal auraient été situés au coin de la rue Notre-Dame Est et de la rue St-Cloud. Ces infrastructures ont été démantelées soit avant la cessation des activités de la Pétrolière Impériale ou au moment des travaux de démantèlement menés par la Pétrolière Impériale entre 2000 et 2003. Cependant, selon la photographie de 2008 incluse dans le rapport de l'AMP daté de 2010, le petit parc municipal était encore présent. Aucune information n'a été fournie concernant des travaux de réhabilitation qui auraient pu être menés sur cette propriété;
- Durant les travaux de réhabilitation réalisés sur le Site, cette propriété adjacente située à l'ouest a été utilisée pour entreposer des sols non contaminés et des sols contaminés excavés et traités par biodégradation (biopile). De 2003 jusqu'à au moins 2008 (Biogénie, 2008c), les sols excavés ont été séparés en différents empilements (non contaminés, potentiellement contaminés et contaminés). Des tranchées pour récupérer l'eau de ruissellement et des membranes auraient été installées sur la propriété adjacente située à l'ouest pour éviter la migration de contaminants vers le Site;
- Des pipelines souterrains associés au transfert de produits pétroliers étaient anciennement présents le long de la limite ouest du Site (pipeline d'Ultramar, démantelé en 2000); et



- Des pipelines souterrains associés au transfert de produits pétroliers sont encore présents le long de la limite ouest du Site, incluant les deux (2) pipelines de Canterm, le pipeline de Montréal-Pipeline et le pipeline de la Pétrolière Impériale.

Sud (présumé ni en amont ni en aval hydraulique) :

- Les propriétés situées au sud du Site (entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent) faisaient partie de la plus importante raffinerie de Texaco, qui aurait été en exploitation jusqu'en 1984. Les activités menées par Texaco comprenaient le transbordement de pétrole brut et de produits pétroliers, l'entreposage de produits pétroliers ainsi que le traitement des eaux usées et pluviales. La propriété adjacente située au sud, le long du fleuve Saint-Laurent, consistait en un secteur de l'ancien terminal maritime et comprenait un bassin de collecte des eaux pluviales, une usine de traitement des eaux usées, un séparateur API et plusieurs réservoirs hors sol de différentes capacités. La raffinerie de Texaco comprenait également un parc à réservoirs et un terminal commercial, situé plus au sud-ouest du Site, et à l'ouest de la rue Notre-Dame Est. Les réservoirs hors sol ont contenu du diesel, du mazout lourd, et pourraient avoir contenu d'autres produits. Des conduites d'égouts et de prise d'eau auraient également été présentes sur ces propriétés. Les infrastructures de Texaco situées sur les propriétés adjacentes situées au sud et au sud-ouest ont généralement été démantelées avant 1996, et la réhabilitation de ces propriétés a été effectuée de 1995 à 1997;
- Selon les rapports de TechnoRem de 2003 et 2009, des sols contaminés en HP C₁₀-C₅₀ sont toujours présents dans le secteur du terminal maritime. Plus précisément, les zones de contamination sont situées dans la portion nord de la propriété du terminal maritime, en bordure du Site. Deux (2) petites zones de contamination sont également présentes dans le coin sud-ouest de la propriété (Quai 98). Il a également été rapporté que de l'eau souterraine dépassant les critères applicables est également présente dans ces secteurs;
- La propriété située immédiatement au sud du Site était occupée par Logistec Arrimage Inc. en 2008 (Logistec) (Logistec était encore présente au moment de la visite de reconnaissance du Site). La principale activité de Logistec consisterait en l'entreposage en vrac de sel et de gypse (TechnoRem, 2008).

Est (présumé en aval hydraulique) :

- Le fleuve Saint-Laurent borde la limite est du Site et a une profondeur d'environ 11 m le long des quais 101 et 102. Le fond du fleuve serait constitué de dépôts sédimentaires non consolidés et de pierres (Divex, 2007; Divex, 2008);
- Du transbordement intensif de produits pétroliers a historiquement été effectué sur les quais et au terminal maritime; et
- La résurgence de produit libre en phase flottante dans le fleuve Saint-Laurent a été observée à plusieurs reprises et est probablement associée à la présence de produit en phase libre sur le Site et sur les propriétés adjacentes.



3.5 Bases de données des agences gouvernementales

Les bases de données gouvernementales ont été consultées afin d'obtenir de l'information environnementale pertinente relative au Site. Les informations pertinentes tirées de ces bases de données sont résumées ci-dessous. Les copies des correspondances se trouvent à l'annexe C. Les enjeux environnementaux potentiels identifiés sont présentés à la figure 2.

3.5.1 Inventaire des sites contaminés fédéraux et inventaire des décharges de déchets solides fédéraux

Une revue de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) a été réalisée le 29 janvier 2013. Le Site n'était pas listé dans la base de données et aucun site contaminé n'était listé à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site.

3.5.2 Bases de données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Golder a consulté les bases de données suivantes :

- Répertoire des dépôts de sols et résidus industriels – Le 29 novembre 2012, le Site n'était pas listé dans la base de données du MDDELCC. Cependant, une propriété située à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site y était listée à deux (2) reprises (voir l'emplacement sur la figure 2) :
 - ❶ La propriété située au 10515, rue Notre-Dame Est, à environ 130 m à l'ouest du Site, était listée pour la présence des éléments suivants :
 - Un champ d'épandage de boues huileuses de Pétro-Canada. Les déchets sont décrits comme étant « Boues, Mixte industriel » et seraient contaminés par des HP C₁₀-C₅₀ et des métaux; et
 - Une « lagune de boues biologiques » de la Pétrolière Impériale. Les déchets sont décrits comme étant « Boues, Mixte industriel » et seraient contaminés par des composés phénoliques, des HAP, des HP C₁₀-C₅₀, du manganèse, du plomb et du zinc.
- Répertoire des terrains contaminés (GTC) – Le 29 novembre 2012, le Site n'était pas listé dans la base de données du MDDELCC. Cependant, deux (2) propriétés situées à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site y étaient listées (voir l'emplacement sur la figure 2) :
 - ❷ La propriété de la Pétrolière Impériale, située au 10515, rue Notre-Dame Est (plus précisément aux coordonnées 45,6226917536, -73,5037830051), à environ 130 m à l'ouest du Site (en amont hydraulique) (dossier 8702). Selon la base de données, les sols sont contaminés en HAP et en HP C₁₀-C₅₀. La réhabilitation ne serait pas complétée; et
 - ❸ Une propriété listée pour les Terminaux Canadiens Canterm Inc. (Canterm), située au 10000, rue Notre-Dame Est (plus précisément aux coordonnées 45,6206526575 -73,5059884723), à environ 145 m à l'ouest du Site (en amont hydraulique) (dossier 5742). Selon la base de données, les sols sont contaminés en HP C₁₀-C₅₀ et en méthynaphthalènes. La réhabilitation ne serait pas complétée.



3.5.3 Régie du bâtiment du Québec – Registre des sites d'équipements pétroliers

Le registre des sites d'équipements pétroliers a été consulté le 29 novembre 2012 afin de vérifier si la RBQ détenait un dossier relatif à la présence d'équipements pétroliers sur le Site. L'adresse du Site, soit le 10800, rue Notre-Dame Est, était répertoriée dans la base de données. Conséquemment, une demande d'information a été envoyée à la RBQ.

La réponse de la RBQ reçue le 15 février 2013 indique que l'équipement pétrolier répertorié pour l'adresse du Site était la propriété de la Pétrolière Impériale. Une autorisation du propriétaire de l'équipement pétrolier est nécessaire pour consulter le dossier. Puisque Golder n'a pas reçu l'autorisation de la Pétrolière Impériale, le dossier n'a pu être consulté. Cependant, selon la revue des anciens rapports environnementaux, il n'y a plus d'infrastructures opérationnelles sur le Site, à l'exception de trois (3) pipelines situés en bordure et à l'ouest de la limite ouest du Site.

Une copie de la correspondance est présentée à l'annexe C.

3.5.4 Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé (RBQ)

Golder a consulté la liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé le 29 novembre 2012. L'adresse correspondant au Site, soit le 10800, rue Notre-Dame Est, était répertoriée dans la base de données, comme présenté ci-dessous.

Tableau 2 : Titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé

Titulaire	Adresse	Description du réservoir d'entreposage
Compagnie Pétrolière Impériale Itée (Pétrolière Impériale)	10800, rue Notre-Dame Est (adresse du Site)	Un (1) réservoir – capacité totale de 109,000 L Émission : juin 2012 Expiration : mai 2014

De plus, deux (2) autres titulaires d'un permis pertinent étaient répertoriés dans la base de données. Cependant, ils sont tous deux (2) situés à environ 400 m du Site (donc au-delà du rayon de 250 m). Le premier permis a été émis pour Canterm (émis en avril 2012 et valide jusqu'en avril 2014), pour cinq (5) réservoirs d'une capacité totale de 1 708 697 L situés au 10000, rue Notre-Dame Est (environ 400 m au sud-ouest du Site). Le second permis a été émis pour Produits Suncor Énergie, s.e.n.c. (émis en octobre 2011 et valide jusqu'en septembre 2013), pour deux (2) réservoirs d'une capacité totale de 23 838 768 L situés au 9980, rue Notre-Dame Est (environ 400 m au sud du Site).

La présence d'équipements pétroliers à risque élevé sur le Site représente normalement un enjeu environnemental potentiel. Toutefois, selon la visite de reconnaissance du Site et les rapports environnementaux antérieurs, aucun réservoir hors sol n'est actuellement présent sur le Site. Conséquemment, il est supposé que le réservoir enregistré à l'adresse du Site est situé sur une autre propriété de la Pétrolière Impériale.

Aucune inscription pour d'autres propriétés situées à moins de 250 m du site n'a été trouvée.



3.6 Information réglementaire

Des demandes d'accès à l'information ont été acheminées auprès des agences gouvernementales mentionnées ci-dessous afin de consulter les dossiers disponibles pour le Site. Les copies des correspondances sont présentées à l'annexe C.

Il est à noter que, pour certains des documents reçus, il était difficile de déterminer si l'information était associée au Site lui-même ou à une autre propriété de la Pétrolière Impériale. Par conséquent, lorsque possible, une distinction entre les opérations et activités sur le Site et hors du Site a été apportée dans les sections suivantes.

3.6.1 Ville de Montréal

Golder a envoyé trois (3) demandes à la Ville afin de vérifier si elle détenait de l'information relative au Site, et plus spécifiquement, si elle détenait des informations spécifiques sur des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance générale.

Une première demande a été envoyée le 11 décembre 2012, demandant à la Ville de fournir l'information concernant le lot n° 1 250 985. Une réponse a été reçue le 17 décembre 2012 indiquant que cette demande ne pouvait être traitée car l'adresse n'avait pas été fournie.

Une seconde demande a été envoyée le 17 décembre 2012 demandant à la Ville de fournir l'information pour la propriété correspondant à l'adresse 10800, rue Notre-Dame Est. Une réponse a été reçue le 1^{er} février 2013, informant Golder qu'un dossier relatif à l'adresse du Site avait été trouvé.

Une troisième demande a été envoyée le 14 janvier 2013 à la suite de l'indication du MDDELCC que la Ville tenait un dossier comprenant trois (3) documents datés de 2003. Une réponse a été reçue le 23 janvier 2013 et comprenait les trois (3) documents (permis datés du 28 juillet, du 19 septembre et du 24 novembre 2003 décrits ci-dessous).

Les documents fournis par la Ville comprenaient une série de permis et de modifications de permis datés entre mai 1980 et décembre 2010.

Selon la revue effectuée par Golder des documents fournis par la Ville, de nombreux permis environnementaux ont été émis pour le Site et pour les propriétés avoisinantes. Golder a identifié les permis environnementaux pertinents suivants concernant les conditions des sols et de l'eau souterraine sur le Site ou sur les propriétés adjacentes :

- Un permis (n° 325), daté du 13 septembre 1990, a été émis à Pétroles Esso Canada, division de la Pétrolière Impériale, située au 10515, rue Notre-Dame Est, pour le rejet des eaux usées au réseau d'égouts municipal. L'information pertinente tirée du permis est présentée ci-dessous :
 - Les eaux usées générées sur le Site étaient associées à la distribution de produits pétroliers et, plus particulièrement, à la vidange de la chaudière et aux rejets des navires;
 - Une liste de conditions était jointe au permis, fournissant de l'information sur les infrastructures du Site et les systèmes de contrôle et de protection requis, incluant les digues pour assurer un confinement secondaire pour les réservoirs hors sol du Site et l'utilisation de séparateurs (séparateur API et deux [2] séparateurs circulaires de petite taille);



- Des réservoirs hors sol, un séparateur API et un bassin de collecte des eaux pluviales auraient été présents à des emplacements inconnus sur la propriété d'Esso (la Pétrolière Impériale) et sur les propriétés autrefois occupées par Texaco;
 - Des déchets dangereux, qui auraient été générés à l'usine d'Esso, comprenaient des huiles et des solvants usés, de la boue provenant des séparateurs, des boues provenant du fond des réservoirs, des produits hors normes, des boues sèches ou humides et d'autres déchets similaires;
 - Des déversements associés à la manipulation / au transbordement de produits pétroliers ont été identifiés comme des enjeux environnementaux potentiels pour le Site;
 - Un ruisseau, le ruisseau Cassidy, aurait été présent dans les environs du Site et était apparemment canalisé à partir d'un secteur situé près des rampes de chargement situées au sud de la rue Notre-Dame Est et vers le fleuve Saint-Laurent. La Ville de Montréal a demandé que la Pétrolière Impériale soumette un plan de réhabilitation pour la partie canalisée du ruisseau Cassidy; et
 - Deux (2) permis ont été émis en 1990 dans le cadre de travaux de réhabilitation (pour le traitement de l'eau et la réhabilitation des sols) menés sur les propriétés autrefois occupées par la raffinerie Texaco.
- Un permis, daté du 8 mars 2002, a été émis à Pétroles Esso Canada Inc., par l'entremise de son représentant Dessau-Soprin, pour l'exploitation de deux (2) systèmes de récupération d'hydrocarbures aux quais 101 et 102 :
- Les systèmes de récupération d'hydrocarbures devaient être installés sur le Site, sur les quais 101 et 102. Les vapeurs pompées, présentes au-dessus de la nappe d'eau, devaient être recueillies par deux (2) unités d'extraction, associées respectivement à 18 et cinq (5) puits de récupération situés sur les quais 101 et 102; et
 - L'eau et le produit libre récupérés devaient être gérés sur le Site (avec deux [2] réservoirs de séparation d'une capacité de 6 800 L et le séparateur API situé sur le Site) et entreposés dans un réservoir d'une capacité de 4 540 L.
- Un permis, daté du 28 juillet 2003, a été émis à Biogénie S.R.D.C. Inc. pour le traitement d'eau potentiellement contaminée par des hydrocarbures sur le Site :
- Les infrastructures souterraines présentes aux quais 101 et 102 étaient, à ce moment, en cours de démantèlement. L'eau recueillie dans le cadre du démantèlement a été pompée et rejetée dans le réservoir n° 409 de la Pétrolière Impériale, apparemment situé hors du Site, le long de la rue Sherbrooke. Les eaux usées devaient être traitées avant d'être rejetées dans le système d'égouts municipal.
- Un permis, daté du 19 septembre 2003, a été émis à la Pétrolière Impériale, pour des travaux d'excavation de sols contaminés :
- Un volume d'environ 150 000 m³ de sols contaminés devait être excavé du Site, dans le contexte des travaux de démantèlement du Site. Les sols excavés devaient être entreposés, après ségrégation, sur des propriétés situés à environ 300 m des résidences avoisinantes; et



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

- Le produit libre en phase flottante observé devait être pompé par des camions vacuum et éliminé hors Site.
- Un permis, daté du 24 novembre 2003, a été émis à Canterm, pour la construction d'un pipeline souterrain situé le long de la limite de propriété du Site :
 - Un pipeline souterrain de 300 millimètres (mm) de diamètre pour les produits pétroliers devait être installé entre les sections 94 et 109 de l'APM. Le pipeline nécessitait l'excavation d'une tranchée d'environ 2 m de profondeur; et
 - Les sols contaminés excavés devaient être empilés de façon sécuritaire dans des empilements ségrégués pour être ensuite réutilisés comme matériau de remblai ou pour être éliminés hors Site. L'eau observée devait être éliminée hors Site.
- Un permis, daté du 2 décembre 2003, a été émis à la Pétrolière Impériale pour la construction d'un nouveau bassin de collecte des eaux pluviales, conjointement avec le démantèlement du bassin de collecte des eaux pluviales en place :
 - Le nouveau bassin ouvert de collecte des eaux pluviales devait être localisé au sud-est des rues Gamble et Notre-Dame Est et couvrir une superficie de 11 000 m². Cependant, selon la revue des photographies aériennes, aucun bassin ouvert de collecte des eaux pluviales ne semble avoir été construit sur le Site ou au sud du Site à la suite du démantèlement du bassin de collecte des eaux pluviales en place en 2003.
- Une modification au permis daté du 2 décembre 2003 a été émise le 16 janvier 2007 à la Pétrolière Impériale, par l'entremise de Biogénie S.R.D.C., concernant la construction d'un nouveau bassin de collecte des eaux pluviales. Comme mentionné précédemment, ce bassin ne semble pas avoir été construit.
- Un permis, daté du 15 février 2005, a été émis à la Pétrolière Impériale, par l'entremise de son représentant Dessau-Soprin, pour le traitement biologique des sols contaminés par des hydrocarbures lourds sur la propriété située au 10600, rue Notre-Dame Est, immédiatement à l'ouest du Site :
 - Environ 125 000 m³ de sols contaminés étaient déjà entreposés en quatre (4) empilements d'une hauteur allant jusqu'à 2 m sur la propriété adjacente située à l'ouest;
 - Les opérations de traitement biologique comprenaient : l'extraction de l'air effectuée par des soufflantes et des tuyaux installés dans les empilements de sols, le traitement de l'air extrait, l'ajout de nutriments pour stimuler la biodégradation ainsi que le suivi de la qualité des sols, de l'air et des eaux usées; et
 - Les sols traités devaient être réutilisés comme matériau de remblai dans leur lieu d'origine, qui, selon la compréhension de Golder, correspond au Site 1.
- Un permis, daté du 9 mai 2005, remplaçant le permis daté du 15 février 2005, a été émis à la Pétrolière Impériale pour le traitement biologique des sols contaminés par des hydrocarbures lourds sur la propriété située au 10600, rue Notre-Dame Est, immédiatement à l'ouest du Site :



- Le contenu et l'objectif du permis émis le 9 mai 2005 sont les mêmes que ceux du permis daté du 15 février 2005.
- Un permis, daté du 8 juillet 2005, a été émis à la Pétrolière Impériale et à Sanexen pour le traitement anaérobie et/ou aérobiose des sols contaminés par des hydrocarbures sur la propriété anciennement occupée par la raffinerie de Texaco :
 - Les opérations de traitement des sols ont été menées à l'extérieur du Site, sur la propriété adjacente située au sud et anciennement occupée par la raffinerie de Texaco (identifiée par l'adresse 10600, rue Notre-Dame Est, soit la propriété située à l'ouest et anciennement occupée par la Pétrolière Impériale). Un volume d'environ 70 000 m³ de sols devait être traité en biopiles sur une période de trois (3) ans.

3.6.2 Ville de Montréal-Est

Golder a envoyé une demande à la Ville de Montréal-Est pour vérifier si la municipalité tenait des dossiers concernant des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance générale relatifs au Site.

Une réponse a été reçue le 21 mars 2013, informant Golder qu'aucun dossier n'avait été trouvé concernant le Site. Le zonage et l'usage du terrain correspondant au Site étaient toutefois identifiés sous la catégorie « équipement industriel d'utilité publique ».

3.6.3 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Golder a envoyé une demande au MDDELCC par courriel le 11 décembre 2012 afin de vérifier si le MDDELCC tenait un dossier relatif au Site concernant des déversements, des ordres, des plaintes ou des certificats d'autorisation (CA).

Des réponses du MDDELCC ont été reçues les 8 et 15 janvier 2013, informant Golder qu'un dossier concernant le numéro de lot du Site avait été trouvé. Les documents du MDDELCC comprenaient des CA, des rapports d'inspection, un (1) avis d'infraction et des correspondances, ainsi que les six (6) rapports environnementaux suivants, qui avaient également été fournis par l'APM (voir le tableau sommaire à l'annexe D) : Dessau-Soprin 2001, Dessau-Soprin 2003b, Dessau-Soprin 2003c, Dessau-Soprin 2003d, Biogénie 2004 et Terrapex 2005a.

Comme aucun document n'a été obtenu pour le Site pour la période précédant 2002, une seconde demande a été envoyée au MDDELCC afin de vérifier si le MDDELCC détenait un dossier concernant l'ancien numéro de lot du Site (avant la réforme cadastrale du Québec). Une réponse reçue du MDDELCC le 16 janvier 2013 indiquait qu'aucun dossier concernant l'ancien numéro de lot du Site n'avait été trouvé.

Selon la revue effectuée par Golder des documents fournis par le MDDELCC, les éléments suivant sont jugés pertinents :

- Un CA, daté du 26 juin 2002, a été émis pour la récupération de produits libres en phase flottante par Dessau-Soprin aux sections 101 et 102 de l'APM, correspondant à l'adresse 10800, rue Notre-Dame Est;
- Une lettre, datée du 18 juillet 2003, présente les commentaires du MDDELCC concernant le rapport de Dessau-Soprin (2003c). Le MDDELCC a rapporté que le système de récupération de produit libre en phase



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

flottante a amélioré les conditions du Site, malgré le fait que, le 20 mars 2003, plus de 20 puits d'observation montraient encore la présence de produit en phase libre (5 mm à 800 mm). Cette situation devait être traitée dans les années suivantes. Le MDDELCC a mis l'emphase sur le puits PO-01-48, qui avait plus de produit après le projet de récupération (83 cm en mars 2003) qu'avant (35,5 cm le 9 octobre 2001);

- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC, le 30 juillet 2003 (rapport daté du 5 août 2003), afin de vérifier les travaux entrepris dans le cadre de la réhabilitation du Site, avant l'émission du CA associé. Ce qui suit a été noté :

- Considérant que la Pétrolière Impériale a cessé ses activités avant l'entrée en vigueur du projet de loi 72, la réhabilitation du Site était volontaire;
- Selon la revue du plan de réhabilitation, les métaux ont été compris au programme analytique (ils ont été ajoutés à la demande du MDDELCC);
- Au moment de l'inspection, environ 60 000 m³ de sols avaient été excavés sur le Site depuis le 20 mai 2003. Divers matériaux excavés ont été empilés, y compris des sols contaminés, susceptibles d'être contaminés et propres ainsi que des tuyaux de différentes tailles et des débris de béton. Il a été rapporté qu'environ 28 % des sols excavés avaient été considérés comme contaminés en excès des critères C;
- Les sols contaminés en excès des critères C ont été empilés pour leur traitement futur (devant débuter en 2004). Aucune toile n'a été observée, mais selon Biogénie, l'empilement a été placé sur une surface asphaltée. Cette information n'a pu être confirmée par l'inspection visuelle du MDDELCC;
- Une tranchée de drainage, d'une profondeur approximative de 3 m, a été excavée sur le Site, comme prévu initialement au plan de réhabilitation. L'eau recueillie dans la tranchée a été pompée et entreposée dans un nouveau bassin situé au 10515, rue Notre-Dame Est (au nord de la rue Notre-Dame Est);
- De l'eau a aussi été observée dans les excavations du Site. Les cavités des caissons du quai ont été vidées et l'eau huileuse a été pompée et entreposée dans un nouveau bassin situé au nord de la rue Notre-Dame Est. Des absorbants ont aussi été utilisés pour recueillir l'eau huileuse présente dans les excavations. Au moment de l'inspection, aucune trace d'huile n'a été observée à la surface de l'eau présente dans certaines excavations, à l'exception des cavités des caissons du quai où de l'huile a été observée;
- Du produit en phase libre a été pompé des excavations et entreposé dans le nouveau bassin situé au nord de la rue Notre-Dame Est. Le MDDELCC a interrogé Biogénie à propos de l'augmentation de l'épaisseur de produit en phase libre dans le puits PO-01-48 (Dessau-Soprin 2003c), mais la cause était apparemment inconnue. Cependant, Biogénie a indiqué que le puits situé à proximité du séparateur API serait éventuellement démantelé et que le secteur entourant le puits serait excavé, entraînant l'élimination de l'huile présente dans ce secteur;
- Les boues et les eaux huileuses retirées du Site, dont les résidus du séparateur API et du bassin de collecte des eaux pluviales, devaient être acheminées sur une propriété située au nord de la rue Notre-



Dame Est. Un nouveau réservoir a été installé à cet endroit pour l'entreposage des eaux contaminées et une certaine quantité de boues était déjà entreposée sur l'aire d'entreposage); et

- Le séparateur API et le bassin de collecte des eaux pluviales étaient toujours présents sur le Site et devaient être démantelés pour septembre 2003.
- Un CA, daté du 17 décembre 2003, a été émis pour la construction du pipeline de Canterm le long de la limite ouest du Site;
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 26 novembre 2004 (rapport daté du 10 décembre 2004) afin de vérifier l'état d'avancement de l'essai pilote pour le traitement *in situ* par oxydation chimique prévu à la suite de la réhabilitation par excavation (Sanexen, 2004). La présence d'un barrage flottant de confinement sur le fleuve Saint-Laurent a été notée. Le barrage flottant aurait été installé de manière préventive au début des travaux de réhabilitation après que la résurgence d'hydrocarbures en phase libre dans le fleuve Saint-Laurent ait été observée. Au moment de la visite d'inspection, le MDDELCC n'a observé aucun indice de résurgence d'hydrocarbures et les barrages flottants absorbants installés dans le fleuve étaient propres;
- Un CA, daté du 21 juin 2005, a été émis pour le traitement *ex situ* par biodégradation des sols excavés sur le Site. Le CA autorisait le traitement d'un volume de sols approximatif de 125 000 m³ sur le lot 1 250 926, correspondant à l'adresse 10600, rue Notre-Dame Est. Selon le certificat de localisation fourni par l'APM, cette adresse correspond à la propriété adjacente située immédiatement à l'ouest du Site 1;
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 3 octobre 2005 (rapport daté du 4 octobre 2005) pour vérifier la conformité des installations associées au traitement par biodégradation des sols contaminés à la suite de l'émission du CA. Ce qui suit a été noté :
 - Au moment de la visite d'inspection, des travaux d'excavation et de transport des sols étaient en cours au Site;
 - Les sols excavés en 2003 et en 2004 ont été entreposés en quatre (4) empilements de taille importante, totalisant un volume approximatif de 125 000 m³;
 - Initialement, 125 000 m³ de sols excavés étaient entreposés en empilements, mais environ 17 000 m³ avait déjà été réutilisés comme matériau de remblai. Les sols étaient réutilisés après traitement lorsque leur qualité avait atteint la plage B-C des critères du MDDELCC;
 - Des tuyaux de bioventilation et autres équipements de traitement avaient été installés dans les empilements de sols contaminés afin d'optimiser le processus de biorestauration. Cependant, ils n'étaient pas encore en exploitation. Aucun nutriment n'était ajouté pour stimuler la biodégradation au moment de la visite d'inspection. La biorestauration devait être complétée pour la fin de 2006;
 - Un volume supplémentaire d'environ 10 000 m³ devait être excavé sur le Site. Finalement, entre 6 565 m³ et 9 140 m³ de sols contaminés n'ont pu être excavés en raison de la présence d'infrastructures qui ont limité la profondeur des excavations;



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

- Un important volume de produit en phase libre a été observé dans une partie de l'excavation. Le produit en phase libre aurait été pompé par un camion vacuum et entreposé dans un réservoir de décantation présumé d'être situé hors Site; et
- Le MDDELCC a recommandé d'effectuer une inspection mensuelle du Site pour surveiller la qualité des sols réutilisés comme matériau de remblai.
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 31 août 2006 (rapport daté du 5 septembre 2006) pour vérifier la conformité des activités associées au traitement biologique des sols contaminés. Ce qui suit a été noté :
 - La barrière d'accès au Site était fermée au moment de la visite d'inspection. Les seules personnes présentes sur le Site étaient un spécialiste en qualité de l'air et les travailleurs effectuant le compactage du sol;
 - Selon l'entrepreneur en compactage, la réhabilitation de la partie est du Site (le long du fleuve Saint-Laurent) avait été complétée et le compactage des sols était en cours;
 - De l'eau était pompée sur le Site et rejetée dans un bassin de rétention situé sur la rue Notre-Dame Est; et
 - Un système de traitement de l'air associé au procédé de traitement biologique des sols était situé près de l'entrée du Site. Les biopiles étaient situées le long de la rue Notre-Dame Est.
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 6 novembre 2006 (rapport daté du même jour) pour vérifier la conformité des activités associées au traitement biologique des sols contaminés. Ce qui suit a été noté :
 - Les sols excavés montrant des concentrations inférieures aux critères C du MDDELCC ont été réutilisés comme matériau de remblai sur le Site. Environ 60 % à 75 % de la surface du Site était compactée. Des travaux de compactage supplémentaires étaient prévus.
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 8 février 2007 (rapport daté du 9 février 2007) pour vérifier la conformité des activités associées au traitement biologique des sols contaminés. Au moment de la visite d'inspection, il n'y avait aucune activité sur le Site. Des empilements de sols étaient toujours présents sur la propriété adjacente située à l'ouest;
- Une modification au CA daté du 21 juin 2005 a été émise le 28 mars 2007. Le volume de sols devant être biotraités a été augmenté de 10 000 m³ (le volume initial était de 125 000 m³). Ces travaux devaient être complétés pour le 31 décembre 2007;
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 26 juillet 2007 (rapport daté du 8 août 2007) pour vérifier la conformité des activités associées au traitement biologique des sols contaminés avec la modification apportée au CA datée du 28 mars 2007. Ce qui suit a été noté :
 - Une plainte anonyme a été reçue par le MDDELCC le 18 juillet 2007 indiquant que le traitement des sols ne respectait potentiellement pas le CA. La plainte déposée indiquait des problèmes d'odeurs liées aux activités sur le Site. Le traitement des sols semblait inclure le mélange des sols plutôt que du



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

traitement biologique, et des sols contaminés (en excès des critères C) semblaient être réutilisés comme matériau de remblai;

- Au moment de l'inspection, le MDDELCC n'a noté aucune odeur particulière sur le Site;
 - Le chargé de projet a indiqué au MDDELCC que les sols étaient traités adéquatement en conformité avec le CA et que le mélange des sols fait partie du processus de traitement des sols par biodégradation; et
 - Le chargé de projet a indiqué au MDDELCC que les sols excavés utilisés comme matériau de remblai se trouvaient dans la plage B-C des critères du MDDELCC. La qualité des sols a été confirmée par des travaux de caractérisation réalisés par Dessau-Soprin et validés par Biogénie. Un rapport final devait être fourni au MDDELCC à la fin des travaux de réhabilitation.
- Un avis d'infraction, daté du 19 décembre 2008, a été enregistré pour le CA émis le 21 juin 2005 et modifié le 28 mars 2007 concernant le traitement biologique des sols excavés du Site. Les opérations de traitement devaient être terminées pour le 31 décembre 2007. Toutefois, une demande incomplète a été reçue par le MDDELCC pour prolonger le CA jusqu'au 31 octobre 2008. Le MDDELCC a plus tard été informé que les opérations de traitement devaient se poursuivre jusqu'au printemps 2009. Par conséquent, le MDDELCC a demandé à la Pétrolière Impériale d'envoyer une demande complète de modification du CA dès que possible puisque que les opérations de réhabilitation n'étaient pas conformes depuis le 31 décembre 2007;
- Une modification au CA datée du 21 juin 2005 et modifiée le 28 mars 2007 a été émise le 2 février 2009. Le MDDELCC a approuvé la demande de prolongation pour le traitement biologique des sols excavés du Site qui devait être complété pour le 30 juin 2009;
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 15 juin 2009 (rapport daté du 16 juin 2009) pour vérifier la date de fin du traitement biologique des sols excavés du Site en conformité avec le CA. Ce qui suit a été noté :
- Le chargé de projet a indiqué qu'il ne restait que 3 000 m³ de sols contaminés à traiter. Les résultats analytiques devaient bientôt être fournis concernant les 3 000 m³ de sols restants. Si la qualité des sols était acceptable, ils devaient être utilisés pour construire une digue. Autrement, un traitement supplémentaire était prévu;
 - La date de fin autorisée pour les opérations de traitement était le 30 juin 2009, d'après la dernière modification apportée au CA. Selon le chargé de projet, une prolongation était nécessaire;
 - Mis à part la présence des 3 000 m³ de sols restants, aucune trace des opérations de traitement n'était présente sur la propriété adjacente située à l'ouest;
 - Les sols traités ont été soit réutilisés comme matériau de remblai sur le Site, soit utilisés pour construire des digues;
 - Des nutriments ont été utilisés dans le processus de traitement biologique; et
 - Un système d'extraction d'air a été utilisé et un suivi de la qualité de l'air a été réalisé au cours du processus de traitement biologique.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

- Une modification au CA daté du 21 juin 2005, modifié le 28 mars 2007 et le 2 février 2009, a été émise le 14 octobre 2009. Le MDDELCC a approuvé la demande de prolongation des travaux associés au traitement biologique des sols excavés du Site, qui devaient être complétés pour le 31 décembre 2009;
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 5 novembre 2009 (rapport daté du 6 novembre 2009) pour vérifier la date de fin du traitement biologique des sols excavés du Site en conformité avec le CA. Ce qui suit a été noté :
 - Le chargé de projet de Dessau-Soprin a indiqué que 1 500 m³ de sols contaminés étaient toujours à traiter, puisque les échantillons de sols avaient montré qu'ils étaient encore contaminés en excès des critères C. Un traitement additionnel était prévu, mais n'aurait pas lieu durant les mois d'hiver;
 - La date de fin autorisée pour les opérations de traitement était le 31 décembre 2009, d'après la dernière modification apportée au CA. Selon le chargé de projet, une prolongation était nécessaire;
 - Mis à part la présence des 1 500 m³ de sols restants, aucune trace des opérations de traitement n'était présente sur la propriété adjacente située à l'ouest;
 - Les sols traités ont été soit réutilisés comme matériau de remblai sur le Site, soit utilisés pour construire des digues. La présence de tranchées peu profondes contenant de l'eau à la base des digues a été observée. Le chargé de projet n'était pas au courant de l'utilité des tranchées nouvellement excavées;
 - Des nutriments ont été utilisés dans le processus de traitement biologique; et
 - Un système d'extraction d'air a été utilisé et un suivi de la qualité de l'air a été réalisé au cours du processus de traitement biologique.
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 8 janvier 2010 (rapport daté du 11 janvier 2010) pour vérifier la conformité environnementale du programme de contrôle pour les installations à risque élevé de l'APM aux quais 101 et 102. Ce qui suit a été noté :
 - D'après une discussion tenue avec Esso (la Pétrolière Impériale), les quais 101 et 102 n'étaient plus exploités par Esso. La propriété a été réhabilitée et retournée à l'APM. Il ne restait aucune installation appartenant à Esso sur le Site;
 - L'APM a confirmé l'information fournie par Esso. L'APM a confirmé que le Site leur a été retourné en 2007 et qu'il n'a pas été loué depuis;
 - Le Site a été inspecté depuis le Quai 103, exploité par Shell. Le Site était couvert de neige et aucune activité n'a été observée; et
 - Le MDDELCC a conclu que les quais 101 et 102 n'étaient plus considérés comme des installations à risque élevé.
- Une modification au CA daté du 21 juin 2005, modifié le 28 mars 2007, le 2 février 2009 et le 14 octobre 2009, a été émise le 1^{er} mars 2010. Le MDDELCC a approuvé une prolongation pour les travaux associés au traitement biologique des sols excavés du Site, qui devaient être complétés pour le 30 septembre 2010;



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

- Une visite du Site a été réalisée par le MDDELCC le 4 octobre 2010 afin de vérifier la mise en œuvre du programme de suivi (document non fourni à Golder) conformément à la dernière modification apportée au CA. Ce qui suit a été noté :
 - Le chargé de projet n'était pas disponible au moment de la visite d'inspection, donc aucune entrevue n'a été réalisée. Un empilement d'environ 100 m³ de sols a été observé sur le Site; et
 - Les activités au Site auraient été suspendues lorsque la date de fin définie dans le CA (30 septembre 2010) aurait été dépassée. Une demande de modification au CA était en suspens.
- Une inspection du Site a été réalisée par le MDDELCC le 12 novembre 2010 pour vérifier la conformité environnementale du programme de contrôle pour les installations à risque élevé de l'APM aux quais 101 et 102. Ce qui suit a été noté :
 - Le Site était historiquement exploité par Esso et a été réhabilité et retourné à l'APM en 2007. Selon Esso, il ne restait aucune installation appartenant à Esso sur le Site;
 - Au moment de la visite d'inspection, aucune activité n'était en cours sur le Site; et
 - Le MDDELCC a conclu que les quais 101 et 102 n'étaient plus considérés comme des installations à risque élevé.
- Une visite de site a été réalisée par le MDDELCC le 8 août 2011 (rapport daté du 10 août 2011) pour vérifier la conformité avec le CA. Ce qui suit a été noté :
 - Une modification additionnelle au CA daté du 21 juin 2005, modifié le 28 mars 2007, le 2 février 2009, le 14 octobre 2009 et le 1^{er} mars 2010, a été émise par le MDDELCC le 31 mai 2011 (document non fourni à Golder). Le MDDELCC a approuvé une prolongation pour les travaux associés au traitement biologique des sols excavés du Site, qui devaient être complétés pour le 31 décembre 2011;
 - Au moment de la visite d'inspection, un volume de 134 300 m³ de sols avait été excavé du Site et traité sur la propriété adjacente située à l'ouest (le CA autorisait 135 000 m³). Il restait environ 700 m³ de sols à traiter; et
 - Le Site n'était pas accessible au moment de la visite d'inspection du MDDELCC. L'inspection a été effectuée depuis des zones accessibles au public.
- Une visite de Site a été réalisée par le MDDELCC le 15 septembre 2011 pour vérifier la conformité avec le CA. Ce qui suit a été noté :
 - Environ 700 m³ (sept [7] cellules d'environ 100 m³ chacune) de sols étaient toujours contaminés. Le traitement biologique et la ventilation des sols semblaient être inefficaces. Les 700 m³ de sols contaminés restants devaient être éliminés hors Site; et
 - Aucun déchet n'a été généré en lien avec les opérations de traitement.



3.6.4 Transports Canada

Golder a envoyé une demande par courrier à Transports Canada le 19 décembre 2012 afin de vérifier si Transports Canada tenait un dossier pour le Site concernant des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance.

Une réponse de Transports Canada a été reçue le 25 janvier 2013, informant Golder qu'aucun dossier n'a été trouvé concernant le Site.

3.6.5 Environnement Canada

Golder a envoyé une demande par courrier à Environnement Canada le 1^{er} février 2013 afin de vérifier si Environnement Canada tenait un dossier pour le Site concernant des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance.

Une réponse a été reçue le 3 juillet 2013 indiquant qu'Environnement Canada détenait plusieurs documents relatifs au Site. Une copie des documents (parfois censurés ou illisibles) a été fournie à Golder, incluant ce qui suit :

- Plusieurs rapports d'incidents de pollution ayant eu lieu entre 1987 et 2010 et concernant soit la propriété d'Esso, soit les propriétés voisines. Ces rapports d'incidents de pollution concernent des événements où des hydrocarbures provenant du Site ou de propriétés voisines se sont écoulés dans le fleuve ainsi que des déversements dans le fleuve et sur le Site lors des opérations de transbordement de mazout lourd ou d'asphalte;
- Plusieurs communications entre la Pétrolière Impériale, le Port de Montréal et le MDDELCC concernant le programme de réhabilitation environnementale du site de l'ancienne raffinerie Texaco et du terminal maritime (établissement des objectifs du programme de restauration, demande de CA, mise à jour du programme de réhabilitation, etc.);
- Plusieurs documents relatifs au programme de réhabilitation environnementale du site de l'ancienne raffinerie Texaco et du terminal maritime (rapport, sommaire, présentation);
- Les annexes seulement du rapport de réhabilitation du site de l'ancienne raffinerie Texaco de Montréal-Est et du terminal maritime (document n° 180-3868 tel que présenté au tableau sommaire de l'annexe D).

La majorité des informations fournies concernent des propriétés autres que le Site ou son environnement immédiat et/ou ont déjà été couvertes par la revue des documents fournis par l'APM (annexe D).

3.6.6 Pêches et Océans Canada

Golder a envoyé une demande par courriel à Pêches et Océans Canada le 24 mai 2013 afin de vérifier si Pêches et Océans Canada tenait un dossier pour le Site concernant des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance. Une réponse a été reçue le 15 mai 2014 indiquant que Pêches et Océans Canada détenait des communications ainsi que les deux (2) rapports suivants au sujet de la réfection des quais 100 à 102 :

- Évaluation des effets environnementaux – Optimisation des quais 100 à 102 – Port de Montréal (CJB Environnement inc., Octobre 2013). N° réf. J020103; et



- Plan de gestion des sédiments dragués aux postes à quai 101-102 / 105-106 et déposés dans le bassin Vickers du Port de Montréal (CJB Environnement inc., Avril 2013). N° réf. J020092.

Les rapports décrivent le projet et les mesures d'atténuation envisagées lors de la réfection des quais et lors du dragage d'environ 1 950 m³ de sédiments prévue en 2013. Selon les travaux de caractérisation des sédiments effectués dans le secteur des travaux projetés, des concentrations en métaux et en HAP en excès des critères applicables pour l'évaluation de la qualité des sédiments au Québec ont été notées. De plus, une (1) concentration en HP C₁₀-C₅₀ en excès du critère B du MDDELCC a été observée.

Il est envisagé de déposer les sédiments dragués dans le bassin Vickers, situé à proximité du Quai 57, qui est utilisé de façon récurrente pour l'immersion de sédiments de dragage par le Port de Montréal et qui est actuellement contaminé, plus particulièrement par des métaux et des HAP.

Dans l'étude du projet, Pêches et Océans Canada conclut que le projet n'est pas susceptible d'avoir de répercussions négatives sur le poisson et son habitat à condition de prévoir des mesures d'atténuation du bruit supplémentaires.

3.6.7 Sommaire des renseignements obtenus auprès des agences gouvernementales

En résumé, les renseignements fournis par les agences ont révélé que le Site ainsi que les propriétés adjacentes situées à l'ouest ont historiquement été exploités par la Pétrolière Impériale et Pétroles Esso Canada Inc. Les renseignements pertinents sont résumés ci-dessous :

- Le Site a été exploité par la Pétrolière Impériale jusqu'en janvier 2010. Les opérations de la Pétrolière Impériale sur le Site comprenaient la transformation, la distribution et le transbordement de produits pétroliers. Ces anciennes activités industrielles ont eu des impacts sur le sous-sol (sols et eau souterraine contaminés et présence d'hydrocarbures en phase libre). Les installations du Site ont été démantelées et des travaux de réhabilitation des sols ont été effectués de 2003 à environ 2006, avant de retourner la propriété à l'APM en 2007.
- Les déchets dangereux générés dans le cadre des activités de la Pétrolière Impériale incluent des huiles et solvants usés, des boues provenant des séparateurs, des boues provenant du fond des réservoirs, des produits hors normes, des boues sèches ou humides, d'autres déchets similaires et des eaux usées contaminées en hydrocarbures. Ces eaux usées étaient soit entreposées sur le Site, soit traitées par le séparateur API du Site.
- Un total de 135 000 m³ de sols contaminés a été excavé du Site et mis en piles à des fins de traitement biologique sur la propriété adjacente située à l'ouest. Les sols excavés et traités ont ensuite été réutilisés pour remblayer les excavations sur le Site. Une partie des sols excavés a été utilisée pour construire des bermes sur le Site. À la fin du projet de réhabilitation, environ 700 m³ de sols excavés n'ont pu être traités et étaient toujours contaminés en excès des critères C. Ces sols ont donc été éliminés hors Site. La qualité des sols excavés a été confirmée par Dessau-Soprin et Biogénie, et suivie par le MDDELCC.

Les sols contaminés qui n'ont pu être excavés (principalement en raison de la présence d'infrastructures souterraines et d'eau) ont été laissés en place sur le Site. Un essai pilote a été réalisé par Sanexen en 2004 pour le traitement *in situ* par oxydation chimique des sols plus profonds, principalement situés



dans le secteur des quais. Cependant, les résultats de l'essai pilote n'étaient pas concluants. Le volume de sols contaminés toujours en place sur la Site n'a pas été rapporté dans la documentation du MDDELCC. Des sols contaminés non traités sont toujours présents dans certaines parties du Site, incluant le secteur des quais. Le Site a tout de même été progressivement remblayé et compacté à partir de 2003 jusqu'à environ 2011.

La présence de produit libre en phase flottante a été observée durant les travaux de réhabilitation, y compris dans les cavités des caissons dans le secteur des quais. Du produit libre a été pompé et éliminé hors Site par des camions vacuum. De la résurgence de produit libre dans le fleuve Saint-Laurent a aussi été observée. De l'eau huileuse contaminée a été pompée et éliminée hors Site. Des barrages flottants absorbants ont aussi été utilisés pour recueillir du produit libre et de l'eau huileuse.

- Un CA a été émis le 26 juin 2002 pour l'installation de systèmes de récupération de produit libre en phase flottante sur les quais 101 et 102.
- La propriété adjacente située à l'ouest a été utilisée de 2003 jusqu'à l'automne 2011 pour l'entreposage et le traitement biologique des sols excavés du Site.
- La propriété adjacente située au sud, autrefois occupée par Texaco, a été utilisée pour l'entreposage et le traitement de sols contaminés. Des sols contaminés auraient été entreposés pour traitement anaérobie et/ou aérobie pour une durée de trois (3) ans (permis émis en juillet 2005).
- Un pipeline appartenant à Canterm a été construit le long de la limite ouest du Site, entre les sections 94 et 109 de l'APM, à une profondeur d'environ 2 m (permis daté de novembre 2003 et CA daté de décembre 2003).
- D'autres infrastructures, comme une usine d'asphalte, une usine de distillation de fractions légères (raffinage du pétrole) ainsi que des aires d'entreposage et des centres de traitement de boues contaminées, de sédiments huileux et de sols contaminés aux hydrocarbures, étaient autrefois situées sur une autre propriété de la Pétrolière Impériale. Cependant, il est déduit de l'information revue que la ou les propriétés étaient situées au-delà d'un rayon de 250 m à partir du Site.

4.0 VISITE DE SITE

Le 27 novembre 2012, Golder a effectué une visite du Site. Golder n'était accompagnée d'aucun représentant du Site lors de la visite, et donc, aucune entrevue n'a été menée. Aucun contact pour une entrevue n'a été fourni par FSM dans le cadre de la présente Phase I, et donc aucune entrevue n'a été réalisée.

Les observations faites sur le Site et sur les propriétés adjacentes ont été répertoriées par Golder. Un document photographique est présenté à l'annexe A. La figure 2 présente l'utilisation des terrains avoisinants, alors que la figure 3 montre les caractéristiques générales du Site et l'emplacement des observations notées au moment de la visite du Site.



4.1 Activités du Site

Au moment de la visite, le Site était vacant et généralement couvert de terre et de hautes herbes. Aucun bâtiment n'était présent et aucune activité n'avait lieu sur le Site. Cependant, il est à noter qu'au moment de la visite du Site, Golder effectuait des travaux pour l'ÉES Phase II (forage et installation de puits d'observation). Une foreuse et une remorque ont été observées sur le Site, ainsi que des barils utilisés pour récupérer l'eau de purge des puits d'observation. Les barils étaient identifiés et entreposés temporairement sur le Site en attendant leur disposition future. L'ÉES Phase II fait l'objet d'un rapport distinct (Golder, 2016).

Le Site était entouré d'une clôture, et une porte d'accès était située dans le coin nord-ouest du Site, au bout de l'avenue Richard. Un chemin de gravier était présent le long des limites nord, est et sud du Site. La partie en béton des quais 101 et 102 était visible le long du fleuve Saint-Laurent à côté de la portion est de la route d'accès en gravier, ainsi que de chaque côté de l'extrémité nord du Quai 102, qui était aussi entouré de la Baie 102.

Un fossé et un bassin ont également été observés sur le Site. Le fossé a une largeur d'environ 7 m et longe la limite ouest du Site sur une distance d'environ 200 m. Le bassin est situé dans la partie centre-nord du Site et ses dimensions approximatives sont de 50 m par 15 m. Le fossé et le bassin seraient reliés entre eux par une conduite souterraine, et les extrémités de la conduite ont été observées sur le Site. L'eau du fossé et du bassin se rejette dans la Baie 102 via une conduite de décharge souterraine, également observée sur le Site. Au moment de la visite du Site, une mince couche de glace recouvrait le fossé et le bassin, et ces derniers étaient entourés par de hautes herbes.

Divers débris et/ou vestiges des anciennes infrastructures ont été observés au moment de la visite du Site. Des vestiges de l'ancienne station de pompage du Site étaient présents le long de la Baie 102, dans le secteur nord-ouest du Site. Des blocs de béton concassés ont été observés dans le secteur nord-ouest du Site. Selon les rapports environnementaux antérieurs, ceux-ci pourraient être des débris associés à la démolition de l'ancienne station de pompage ou d'une autre infrastructure. Des blocs de béton, des roches et des morceaux de brique, qui auraient été utilisés comme remblai, ont aussi été observés sur le Site. Des pièces de métal et des portions d'un mur de brique à moitié ensevelies ont été observées. Une conduite en métal endommagée ressortant du sol a été observée dans la partie nord-ouest du Site. Des blocs de béton de grande taille étaient présents dans la partie nord du Site, le long de la berge de la Baie 102. D'autres blocs de béton et de pierre de grande taille étaient disposés en demi-cercle dans le coin nord-ouest du Site. Une dalle de béton a également été observée, ensevelie sous la propriété adjacente située à l'ouest. Le côté de cette dalle de béton était visible le long du fossé présent sur le Site.

Trois (3) puits d'observation non identifiés (deux [2] apparemment fonctionnels et l'autre non fonctionnel) ont été observés le long des quais 101 et 102.

Un transformateur sur socle était présent le long de la limite sud du Site. Le transformateur sur socle était entouré de clôtures. L'inspection visuelle n'a pas pu confirmer le propriétaire du transformateur.

4.1.1 Émissions atmosphériques

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite du Site et qu'il n'y avait aucun bâtiment sur le Site, aucune émission atmosphérique n'a été notée. De plus, aucune odeur inhabituelle n'a été notée lors de la visite du Site.



4.1.2 Rejets d'eau et d'eaux usées

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite du Site, aucune eau usée n'était générée sur le Site. Considérant qu'aucun bâtiment ou infrastructure n'était présent sur le Site, il est présumé que le Site ne soit actuellement pas connecté aux réseaux d'aqueduc ou d'égouts municipaux. Les réseaux municipaux d'aqueduc et d'égouts sont situés le long de la rue Notre-Dame Est, à environ 150 m à l'ouest du Site.

Les eaux de ruissellement soit se recueillent dans le fossé et le bassin du Site, soit qu'elles s'infiltraient dans les zones dénudées et gazonnées, ou alors elles ruissaient en surface jusque dans le fleuve Saint-Laurent et la Baie 102. Selon la revue des anciens rapports environnementaux, le fossé et le bassin ont été créés au cours des travaux de réhabilitation entrepris sur le Site de 2003 à 2007 pour améliorer le drainage de l'eau sur le Site. Le fossé et le bassin seraient reliés entre eux par une conduite souterraine, et les extrémités de la conduite ont été observées sur le Site. L'eau du fossé et du bassin se rejette dans la Baie 102 via une conduite de décharge souterraine, également observée sur le Site. L'eau du fossé et du bassin se rejette dans la Baie 102 via une conduite de décharge souterraine, également observée sur le Site.

4.1.3 Gestion et manipulation de déchets non dangereux

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite du Site, aucun déchet non dangereux n'était généré, entreposé ou géré sur le Site.

Cependant, plusieurs débris ont été observés, incluant un matériau granulaire d'une origine inconnue et un boudin absorbant sur le Quai 102.

4.1.4 Entreposage, manipulation et gestion de déchets, matériaux et produits chimiques dangereux

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite du Site, aucun déchet dangereux n'était généré, entreposé ou géré sur le Site.

Quelques barils d'une capacité de 205 L, utilisés pour l'entreposage de l'eau souterraine lors des travaux de caractérisation de l'ÉES de Phase II, étaient présents sur le Site. Comme mentionné dans le rapport d'ÉES – Phase II (Golder, 2016), les barils ont été récupérés et éliminés hors Site le 26 novembre 2015.

4.1.5 Végétation perturbée

Au moment de la visite du Site, aucune végétation perturbée n'a été observée.

4.1.6 Fosses et lagunes

Aucune fosse ou lagune n'a été observée sur le Site au moment de la visite. Les seules dépressions importantes étaient le fossé et le bassin décrits précédemment.

4.1.7 Matériaux de construction et substances désignées

Aucun bâtiment n'était présent sur le Site au moment de la visite.

Aucun indice de la présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, de mercure, de matériaux susceptibles de contenir une substance radioactive, de mousse isolante contenant de l'urée-formaldéhyde (MIUF), de peinture au plomb, ou de substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) n'a été observé sur le Site au moment de la visite de Site.



En ce qui concerne la présence potentielle de biphenyles polychlorés (BPC), un transformateur sur socle a été observé le long de la limite sud du Site. L'utilisation de fluide diélectrique contenant des BPC dans les équipements électriques tels que les transformateurs, les ballasts de lampes fluorescentes et les condensateurs était répandue dans les pratiques de l'industrie jusqu'à environ 1980. Il existe des règlements fédéraux et provinciaux qui régissent l'entreposage ainsi que l'élimination des BPC et des équipements contenant des BPC.

L'inspection visuelle ne permettait pas de confirmer le propriétaire du transformateur ni la présence de BPC dans ce transformateur. Cependant, selon la revue des photographies aériennes, le transformateur sur socle aurait été installé entre 1997 et 2002 et ne devrait donc pas contenir de BPC. Si présents, les équipements contenant des BPC doivent être entreposés et éliminés conformément aux règlements applicables.

4.1.8 Radon

Le radon est un gaz radioactif produit par la désintégration radioactive naturelle de l'uranium. Le radon est issu de la désagrégation du radium, que l'on retrouve généralement dans les unités géologiques telles que le schiste noir et/ou le granite. Dans l'air extérieur ou dans les endroits avec une circulation d'air importante, le radon n'est pas considéré comme un risque pour la santé en raison de la dilution du gaz. En espace confiné, par exemple dans les sous-sols, le radon peut s'accumuler et devenir un risque pour la santé.

Comme la région de Montréal possède une faible prévalence pour les sols riches en uranium et qu'il n'y a aucun bâtiment sur le Site, le potentiel d'accumulation de radon au Site est considéré comme étant faible.

4.1.9 Réservoirs hors sol

Aucun réservoir hors sol n'a été observé sur le Site. Cependant, comme rapporté à la section 3.4.2 (et dans le tableau résumé des infrastructures du Site présenté à l'annexe E), plusieurs réservoirs hors sol étaient historiquement présents sur le Site.

4.1.10 Réservoirs souterrains et conduites souterraines

Aucune évidence de la présence de réservoirs souterrains, tels que des tuyaux de remplissage, des événets ou des îlots de pompes, n'a été observée au moment de la visite du Site. Selon les informations obtenues lors de la revue des rapports environnementaux antérieurs, aucun réservoir souterrain n'aurait été présent sur le Site par le passé.

Cependant, deux (2) pipelines souterrains seraient présents le long de la limite ouest du Site : un appartenant à Pipe-lines Montréal Ltée et l'autre à Canterm. Comme indiqué à la section 3.4.2 (et dans le tableau résumé des infrastructures du Site présenté à l'annexe E), d'autres pipelines souterrains étaient historiquement présents le long de la limite ouest du Site ainsi que sur le Site, et d'autres pipelines souterrains sont toujours présents à proximité du Site.

4.1.11 Équipement hydraulique

Lors de la visite, aucun équipement hydraulique n'a été observé sur le Site.

4.1.12 Champs électromagnétiques

Lors de la visite, aucune ligne électrique à haute tension ou autre source significative de fréquences électromagnétiques n'a été observée sur le Site ou sur les propriétés adjacentes. Aucune mesure des champs électromagnétiques n'a été menée dans le cadre de ce mandat.



4.1.13 Bruit

Lors de la visite, aucune source significative de bruit ou de vibration n'a été observée sur le Site.

4.2 Propriétés adjacentes

Golder a observé les propriétés voisines à partir du Site et d'endroits accessibles au public. Les propriétés adjacentes au Site au moment de la visite sont décrites ci-dessous :

Nord (présumé ni en amont ni en aval hydraulique) :

- La Baie 102 est présente le long de la limite nord du Site, suivi par le Quai 103 de l'APM et par des propriétés appartenant à Shell, Sunoco et Ultramar. Le parc à réservoirs de Shell a été observé au nord-ouest du Site. Des roulottes ont été observées le long de l'avenue Richard, près de la barrière d'accès au Site;
- Selon la revue des anciens rapports environnementaux, les deux (2) pipelines souterrains présents le long de la limite ouest du Site, soit un pipeline appartenant à Pipe-lines Montréal Ltée et l'autre à Canterm, se prolongeraient sur les propriétés adjacentes situées au nord.

Ouest (présumé en amont hydraulique) :

- Au moment de la visite du Site, la propriété adjacente située à l'ouest était vacante et généralement couverte de terre et de hautes herbes;
- Des digues ont été observées et, selon la revue des rapports environnementaux antérieurs, auraient été construites au cours des travaux de réhabilitation entrepris sur le Site de 2003 à 2007, avec des sols excavés du Site (propres ou contaminés et traités); et
- Une emprise de pipeline occupée par deux (2) pipelines (Pipe-lines Montréal Ltée et Canterm) a été observée le long de la limite ouest du Site et sur la propriété adjacente située à l'ouest.

Sud (présumé ni en amont ni en aval hydraulique) :

- Au moment de la visite du Site, les propriétés adjacentes situées au sud, incluant les quais 98 à 100 de l'APM, étaient occupées par Logistec, pour des activités d'arrimage et associées au terminal maritime. Des produits en vrac étaient empilés, à des fins présumées commerciales, sur une surface asphaltée et recouverts avec des toiles; et
- Les propriétés situées plus au sud du Site étaient occupées par le parc à réservoirs de Canterm.

Est (présumé en aval hydraulique) :

- Le fleuve Saint-Laurent est situé immédiatement à l'est du Site.



5.0 ENJEUX DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I

Selon les informations recueillies dans le cadre de la présente ÉES Phase I, laquelle a inclus une recherche historique, une revue des bases de données des agences gouvernementales, une revue des rapports antérieurs et une visite du Site réalisée par Golder le 27 novembre 2012, les enjeux suivants ont été identifiés.

Enjeux sur le Site

Selon les recherches historiques de Golder, le Site et ses environs ont été occupés durant 82 ans (de 1916 à 1998) par la Pétrolière Impériale, qui a exploité un terminal maritime pour l'entreposage et l'expédition de produits pétroliers. La configuration du Site a changé au fil des ans et la superficie occupée par le terminal a augmenté lorsque les baies 101 et 102 ont été remblayées. Les infrastructures anciennement présentes sur le Site ont inclus un garage, un immeuble à bureaux, une voie de service ferroviaire, huit (8) réservoirs hors sol de grande taille et d'autres de plus petite taille, un séparateur API, trois (3) séparateurs circulaires, un bassin de collecte des eaux pluviales et des pipelines hors sol.

La Pétrolière Impériale a cessé ses activités en 1998 et a procédé au démantèlement de ses installations ainsi qu'à une réhabilitation partielle du Site. Par la suite, comme décrit à la section 3.4.1, d'importants travaux de réhabilitation ont été effectués sur le Site. Cependant, des sols et de l'eau souterraine contaminés ainsi que des hydrocarbures en phase libre sont toujours présents dans certains secteurs du Site.

Selon la revue des documents effectuée par Golder, la qualité des sols sur le Site peut être résumée comme suit :

Secteur est (secteur des quais) :

- Une grande partie des sols laissés en place à la suite des travaux de réhabilitation dans le secteur des quais 101 et 102 excéderait les critères C du MDDELCC pour les HP C₁₀-C₅₀ et les HAP, ainsi que pour le plomb dans deux (2) secteurs localisés. En effet, les plus récents résultats analytiques obtenus pour les échantillons prélevés dans le cadre de travaux de caractérisation antérieurs effectués au centre du secteur est montrent que la qualité des sols au fond des excavations excérait les critères C du MDDELCC ou n'avait pas été évaluée. De plus, les sols plus profonds (sous la nappe phréatique) seraient aussi contaminés en excès des critères C.

Secteur central :

- Ce secteur a subi les plus importants travaux de réhabilitation puisque les infrastructures ont été enlevées, et les travaux d'excavation n'ont donc été limités que par la portée des équipements d'excavation et le niveau de la nappe phréatique. Les excavations ont couvert presque entièrement le secteur central. Les secteurs qui n'ont pas été réhabilités comprennent l'extrémité nord le long de la Baie 102, la portion sud (Section 100) et un secteur de la portion nord, où les échantillons de sols prélevés dans des tranchées d'exploration peu profondes respectaient les critères C du MDDELCC. Les échantillons prélevés sur les parois des excavations dans le secteur central ont montré que la qualité des sols de surface était inférieure aux critères C du MDDELCC. Cependant, la qualité des sols au fond des excavations étaient plus variables, avec certains échantillons montrant des concentrations inférieures aux critères C, et d'autres montrant des concentrations en excès de ces mêmes critères. De plus, les berges des anciennes baies



100 et 102 ont été remblayées avec des matériaux de qualité inconnue, et des sédiments contaminés pourraient être présents en profondeur sous le Site.

Secteur ouest :

- Le secteur ouest a fait l'objet de moins de travaux de caractérisation et de réhabilitation que les deux (2) autres secteurs vu la présence de conduites souterraines le long de la limite ouest du Site. Les excavations de réhabilitation ont été arrêtées à différentes distances des conduites pour des raisons de sécurité. La majorité des parois finales du côté ouest des excavations n'ont pas été échantillonnées, et, lorsqu'échantillonnées, les résultats analytiques excédaient les critères C du MDDELCC. De plus, la majorité des échantillons de sols prélevés dans les tranchées d'exploration situées dans des secteurs qui n'ont pas été réhabilités le long de la limite ouest du Site ont montré des concentrations excédant les critères C du MDDELCC. Il est à noter qu'aucune donnée sur la qualité des sols se trouvant à une profondeur de plus de 6 m n'est disponible.

Selon la revue de Golder, la qualité des eaux souterraines sur le Site peut être résumée comme suit :

- Les plus récents résultats, rapportés par TechnoRem en janvier 2009, pour les puits situés dans le secteur sud des quais 101 et 102 (où les sols profonds sont contaminés), ont montré des concentrations en excès des critères de RESIE du MDDELCC pour les HP C₁₀-C₅₀ dans quatre (4) puits d'observation (concentrations allant jusqu'à 340 000 µg/L) et pour les HAP dans deux (2) puits d'observation. De plus, un (1) échantillon prélevé au point de rejet de la conduite de drainage (reliée au bassin sur le Site) situé près de la Baie 102 a montré des concentrations de coliformes totaux et fécaux qui ne respectaient pas la réglementation municipale applicable; la source de la contamination bactérienne serait inconnue (TechnoRem, 2009).

De plus, il a été rapporté dans plusieurs rapports environnementaux antérieurs que du produit libre en phase flottante a été observé dans des puits d'observation ou à la surface de l'eau présente dans les tranchées d'exploration et dans les excavations de réhabilitation réalisées sur le Site. La résurgence de produit libre dans le fleuve Saint-Laurent a également été observée dans le passé. Deux (2) systèmes de récupération du produit libre ont été installés en 2001 dans le secteur des quais pour prévenir la résurgence de produit en phase libre dans le fleuve Saint-Laurent. Un des systèmes a été installé dans le secteur du Quai 102, et l'autre dans le secteur du Quai 101. Les systèmes ont été en exploitation entre juin 2001 et janvier 2003 (excepté durant l'hiver) et un volume d'environ 40 700 L d'hydrocarbures en phase libre a été récupéré. Bien que les deux (2) systèmes de récupération aient été arrêtés à la suite d'une diminution significative du volume d'hydrocarbures récupéré, du produit libre a depuis été observé dans plusieurs puits d'observation près du Quai 101, et la présence de produit sous forme résiduelle ou en phase libre a de nouveau été rapportée dans les forages/puits d'observation réalisés/installés en 2009 (Technorem, 2009).

Les enjeux environnementaux potentiels identifiés sur le Site et décrits ci-dessus sont présentés à la figure 3, lorsque possible.

Enjeux hors Site

Selon la revue effectuée par Golder des anciens rapports environnementaux, des photographies aériennes et des annuaires de rues, les propriétés adjacentes ont été développées à des fins industrielles dès 1916 avec des



activités liées principalement à l'entreposage en vrac et au raffinage de produits pétroliers. Les infrastructures actuellement ou anciennement présentes sur les propriétés adjacentes incluent des parcs à réservoirs, des pipelines souterrains ou hors sol, des bâtiments industriels ainsi que des voies ferrées.

La majorité des infrastructures situées immédiatement au sud du Site faisaient partie de l'ancienne raffinerie de Texaco et ont été démantelées entre 1983 et 2005. Selon la revue des rapports, des sols et de l'eau souterraines contaminés en hydrocarbures sont toujours présents immédiatement au sud du Site, sur l'ancienne propriété de Texaco.

La propriété située immédiatement à l'ouest du Site aurait été utilisée pour l'entreposage et le traitement de sols contaminés à partir d'au moins 2005 à 2008, et de nouveau en 2011 dans le cadre des travaux de réhabilitation effectués sur le Site et dans ses environs. Des sols contaminés ont été empilés sur une période de plusieurs années sur les propriétés adjacentes situées à l'ouest et au sud.

Des sols contaminés en excès des critères C du MDDELCC seraient présents dans l'emprise de pipeline située immédiatement à l'ouest et en amont hydraulique du Site. L'ancien parc à réservoirs de la Pétrolière Impériale situé à l'ouest de l'emprise de pipelines et en amont hydraulique du Site est listé dans le répertoire des terrains contaminés du MDDELCC. Selon le répertoire, les sols seraient contaminés par des HAP et des HP C₁₀-C₅₀, et la réhabilitation ne serait pas complétée. Finalement, la propriété située au 10515, rue Notre-Dame Est, à environ 130 m à l'ouest du Site, était listée comme un champ d'épandage de boues huileuses de Pétro-Canada. La nature des déchets est décrite de la façon suivante : « Boues, Mixte industriel » et ces déchets seraient contaminés en HP C₁₀-C₅₀ et en métaux.

Les activités hors Site décrites ci-dessus sont considérées comme des enjeux environnementaux potentiels pour les sols et l'eau souterraine du Site. Les enjeux environnementaux potentiels sont présentés à la figure 3, lorsque possible.

6.0 CONCLUSION

L'ÉES Phase I réalisée pour le Site a révélé des évidences d'impacts antérieurs et actuels aux sols et à l'eau souterraine sous le Site.

Bien que d'importants travaux de réhabilitation aient été réalisés sur le Site, les travaux et suivis environnementaux réalisés sur le Site depuis ont révélé qu'une grande partie des sols laissés en place à la suite des travaux de réhabilitation excède les critères C du MDDELCC ou n'a pas été caractérisée. De plus, les sols à proximité du pipeline souterrain (situé le long de la limite ouest du Site) ainsi que les sols plus profonds (sous le niveau de la nappe phréatique ou hors de la portée des équipements d'excavation) n'ont pas été enlevés lors des travaux de réhabilitation, et sont, par conséquent, susceptibles d'être également contaminés en excès des critères C. Les plus récents résultats pour l'eau souterraine, rapportés par TechnoRem en janvier 2009, ont montré des concentrations en excès des critères de RESIE du MDDELCC pour plusieurs puits d'observation installés à la suite des travaux de réhabilitation. De plus, du produit en phase libre a été observé dans plusieurs puits d'observation situés près du Quai 101, et la présence de produit sous forme résiduelle ou en phase libre a été rapportée dans les forages/puits d'observation réalisés/installés en 2009. Par conséquent, les informations



recueillies suggèrent que les sols et l'eau souterraine du Site étaient contaminés dans le passé et semblent être encore contaminés aujourd'hui malgré les travaux de réhabilitation menés sur le Site.

Les sources anciennement présentes sur le Site qui ont pu contribuer à la contamination des sols et de l'eau souterraine semblent être liées aux activités de l'ancien terminal maritime (c'est-à-dire entreposage et expédition de produits pétroliers). Néanmoins, il ne semble y avoir actuellement aucune source de contamination active sur le Site.

De plus, il y a des sources potentielles historiques et actuelles hors Site qui auraient également pu contribuer et qui pourraient contribuer dans le futur à la contamination des sols et de l'eau souterraine du Site. Celles-ci comprennent :

- deux (2) pipelines souterrains en exploitation (Pipe-lines Montréal Ltée et Canterm), situés le long de la limite ouest du Site, ainsi que l'ancien parc à réservoirs de la Pétrolière Impériale, les deux (2) situés immédiatement l'ouest du Site et en aval hydraulique; et
- l'ancienne propriété de Texaco, située immédiatement au sud du Site (associée à l'ancienne raffinerie de Texaco), sur laquelle des sols et de l'eau souterraine contaminés en hydrocarbures sont présents encore aujourd'hui.

7.0 LIMITATIONS ET UTILISATION DU RAPPORT

Les limitations de ce rapport sont présentées à l'annexe G.



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

PAGE SIGNATURES DE PROJET

GOLDER ASSOCIÉS LTÉE

Ariane Perras, M.Sc. Env.

Robert Ferri, B.Sc., géo.
Directeur de projet, associé principal

AP/RF/jlm/do

Golder, Golder Associés et le concept GA sur son logo sont des marques de commerce de Golder Associates Corporation.

\golder.gds\gal\montreal\actif\2012\1222\12-1222-0040 fsm_mifc eia_pom\3 technical-phase 2000 eia\task 2012 - french translation\008-12-1223-0024-1300-site 1-revB (phase i)\fr-rev0\008-12-1223-0024-1300-site1-fr_rev0.docx



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

RÉFÉRENCES

Les références générales sont présentées ci-dessous. Les références des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM sont présentées à l'annexe D.

Organisation	Information du contact / Référence	Commentaires
Administration Portuaire de Montréal (APM)	Administration Portuaire de Montréal Courriel : nuttallc@port-montreal.com 2100, avenue Pierre-Dupuy, aile 1 Montréal, Québec, H3C 3R5 (liste des documents fournis présentée à l'annexe D)	Rapports antérieurs
Atlas du Canada	Site internet : http://atlas.nrcan.gc.ca/toporama/fr/index.html	Carte topographique
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Annuaires Lovell de Montréal Site internet : http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/	Annuaires des rues
Clark, 1972	Clark, T.H., Région de Montréal, 1972	Carte
Environnement Canada	Accès à l'information Les Terrasses de la Chaudière 10, rue Wellington, 3e étage Gatineau, Québec, K1A 0H3	Dossiers des agences réglementaires
Géomathèque	Site internet : www.geomatheque.com Téléphone : 418-664-2376	Photographies aériennes
Golder, 2016	Évaluation environnementale de site Phase II du lot 1 250 985 (Site 1) à Montréal-Est (Québec)	Rapport
Inventaire des sites contaminés fédéraux	Inventaire des sites contaminés fédéraux et inventaire des décharges de déchets solides fédéraux Site internet : http://www.tbs-sct.gc.ca/fcsi-rscf/home-accueil-eng.aspx	Dossiers des agences réglementaires
Keyser and Prest, 1982	Map of Surficial Geology of the Island of Montréal, Map 1426A, Study 75-27, 1975	Carte



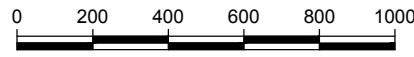
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Organisation	Information du contact / Référence	Commentaires
MDDEFP	<p>Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec Direction régionale Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860 Montréal (Québec) H1T 3X9 Téléphone : 514-873-3636 Courriel : montreal@mddefp.gouv.qc.ca</p> <p>Bases de données Répertoire des dépôts de sols et résidus industriels http://www.mddefp.gouv.qc.ca/sol/residus_ind/recherche.asp</p> <p>Répertoire des terrains contaminés (GTC) Site internet : http://www.mddefp.gouv.qc.ca/sol/terrains/terrains-contamines/recherche.asp</p>	Dossiers des agences réglementaires
MENV, 1999	<p>Ministère de l'Environnement du Québec, 1999a. Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés. Direction des politiques du secteur industriel, Service des lieux contaminés, 124 pages (dernière mise à jour : novembre 2001)</p>	Critères de contamination
RBQ	<p>Régie du bâtiment du Québec Équipements pétroliers et Appareils sous pression Télécopie : 418-646-4886</p> <p>Bases de données Registre des sites d'équipements pétroliers Site internet : http://www.r bq.gouv.qc.ca/equipements-petroliers/le-registre-des-sites-dequipements-petroliers.html</p> <p>Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé Site internet : http://www.r bq.gouv.qc.ca/equipements-petroliers/la-liste-des-titulaires-dun-permis-dutilisation.html</p>	Dossiers des agences réglementaires
Risk Management Services	<p>Site internet : http://www2.scm-rms.ca Téléphone : 514-735-3561 poste 3405</p>	Dossiers d'assurance incendie
Transports Canada	<p>Accès à l'information et protection des renseignements personnels Place de Ville, Tower C 330 Sparks Street Ottawa, Ontario, K1A 0N5</p>	Dossiers des agences réglementaires
Ville de Montréal	<p>Service du Greffe 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134 Montréal (Québec) H2Y 1C6 Télécopie : 514-872-5655</p>	Dossiers des agences réglementaires



SOURCE:

Ministère des Ressources naturelles
 Carte: 31H11-101, 31H11-201
 31H12-102, 31H12-202



Date:	<i>Janvier 2016</i>	Échelle:	<i>1 : 20 000</i>
Dessiné par:	<i>M. Binette</i>	Projeté par:	<i>A. Perras</i>
Révisé par:	<i>R. Ferri</i>	Approuvé par:	<i>R. Ferri</i>
Dessin no:	<i>1212220040-2000-2012-11</i>	Projet no:	<i>12-1223-0024-1300</i>



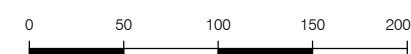


LÉGENDE:

- LIMITÉ DU SITE
- INFRASTRUCTURES ACTUELLES
- ANCIENNES INFRASTRUCTURES

[10515] ADRESSE SUR LA RUE NOTRE-DAME EST

1 PROPRIÉTÉS LISTÉES DANS LE RÉPERTOIRE DES TERRAINS CONTAMINÉS DU MDDELCC OU DANS LE RÉPERTOIRE DES DÉPÔTS DE SOLS ET DE RÉSIDUS INDUSTRIELS DU MDDELCC. CONSULTER LE RAPPORT POUR LES DÉTAILS.



SOURCES:

- PDF provided by Montreal Port Authority
- Texaco Canada Inc. Engineering Department Drawing no. P_4200-60M Rev.3
- Montreal Port Authority - Lease Project Drawing no. 12R0131210Q300



Golder Associés

9200, boul. de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2
Tél.: (514) 383-0990 Fax: (514) 383-5332

Date:	Janvier 2016	Échelle:	1 : 4000
Dessin par:	M. Binette	Projeté par:	A. Perrin
Révisé par:	R. Ferri	Approuvé par:	R. Ferri
Dessin no:	1212220040-2000-2012-12	Projet no:	12-1223-0024-1300

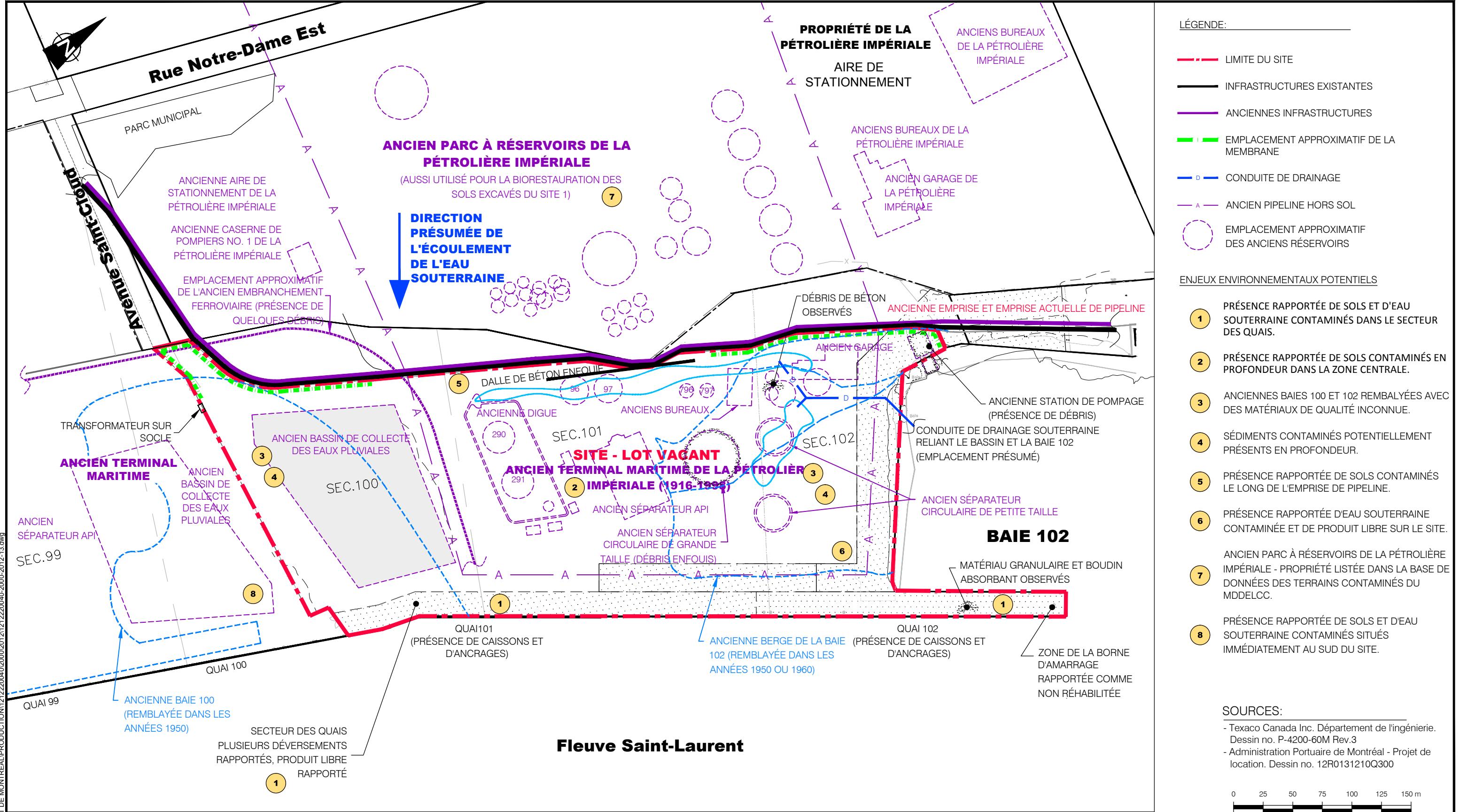


CIAM / Corporation Internationale
d'Avitaillement de Montréal
SOUS GESTION DU GROUPE FSM

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985
(SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

PLAN DU SITE ET USAGE DES PROPRIÉTÉS
AVOISINANTES

FIGURE
2





**ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985
(SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)**

ANNEXE A

Document photographique



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 1: Partial view of the Site and a portion of Bay 102, from the northwestern corner of the Site, near the Site's access gate, looking east.



Figure 2: Partial view of the Site including the gravel access road, from the northeastern corner of the Site, looking west.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 3: Partial view of the Site including the gravel access road, from the southeastern corner of the Site, looking northwest.



Figure 4: Partial view of the Site including Docks 101 and 102, from the southeastern corner of the Site, looking northeast.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 5: Partial view of the Site, from the northern end of Dock 102, looking southwest.



Figure 6: Partial view of the 200 m by 7 m drainage trench located along the western limit of the Site, looking north.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 7: Partial view of the 200 m by 7 m drainage trench and drainage pipe, located along the western limit of the Site, looking north.



Figure 8: Drainage pipe observed on the western side of the 50 m by 15 m drainage pond, inferred to connect with the adjacent drainage trench.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 9: Drainage pond covered by a thin layer of ice, no oily sheen observed.



Figure 10: Remains of a buried concrete slab located along the western Site limit, looking west.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 11: Remains of the former pumping station located at the northwestern corner of the Site, along Bay 102, looking west.



Figure 12: Concrete blocks and debris observed on the northwestern Site corner, looking east.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 13: Metal parts, stones, concrete blocks, and brick debris, observed in the northern portion of the Site.



Figure 14: Concrete debris, observed at the northwestern corner of the Site and inferred to be associated with the pumping station formerly present on the Site.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 15: Remains of a brick wall observed in the northwestern portion of the Site.



Figure 16: Metal pipe sticking out from the ground, observed in the northwestern portion of the Site.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 17: Drainage pipe observed on the northwestern corner of the Site, on Bay 102 shore.



Figure 18: Monitoring well observed on Dock 101.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 19: Unidentified granular material observed on Dock 102.



Figure 20: Pad-mounted transformer located along the southern Site limit, looking west.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 21: Control valves of two pipelines observed to be present along the western Site limit, and berms located on the vacant western adjacent property, looking north.



Figure 22: Sign indicating the presence of an underground pipeline owned by Pipe-lines Montréal Ltée, observed in the northwestern corner of the Site.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 23: Sign indicating the presence of an underground pipeline owned by Terminaux Canadiens Canterm Inc., observed along the western Site limit.



Figure 24: Northern Site limit located along Bay 102, looking west and drainage pipe inferred to be associated with the drainage trench and pond.



ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 25: Northern adjacent property observed from the Site's access gate, looking northeast.



Figure 26: Northern adjacent property observed from the northern end of Dock 102, looking northwest.



ANNEXE A

DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



Figure 27: View of the St. Lawrence River located along the eastern Site limit, looking south.



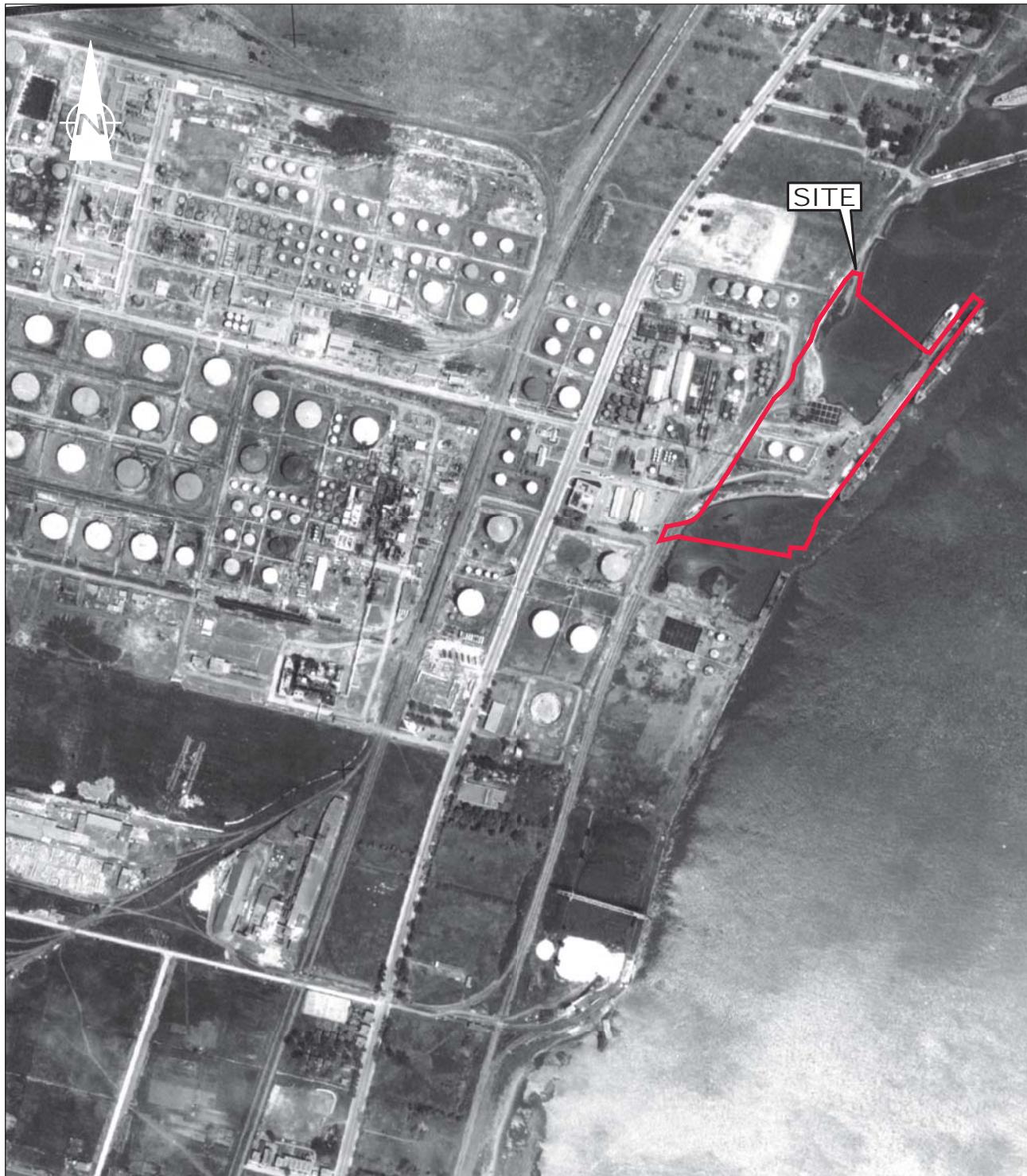
**ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985
(SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)**

ANNEXE B

Photographies aériennes

SCALE: 1 : 8 000

1950



Source:

PHOTOTHÈQUE NATIONALE DE L'AIR
numéro : A12584-125

008-12-1223-0024-1300

SCALE: 1 : 12 500

1954



Source:

008-12-1223-0024-1300

FLOWN APRIL 1954 - SHEET NO. 20

PHOTOGRAPHIC SURVEYS (QUÉBEC) LTD

Golder Associés



Source:

008-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q64514-204

© Gouvernement du Québec

SCALE: 1 : 20 000

1979



Source:

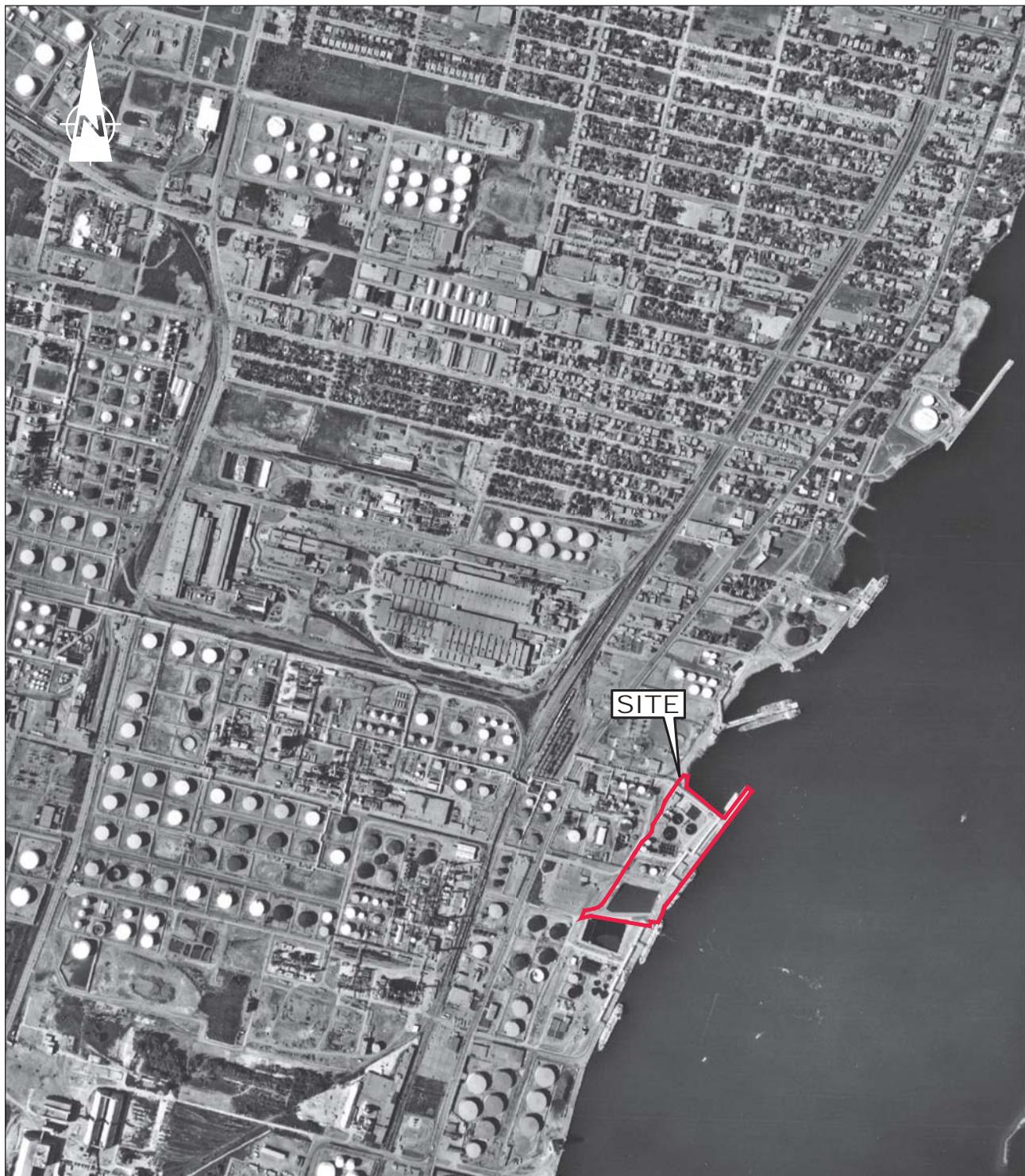
008-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q79814-74

© Gouvernement du Québec

Golder Associés



Source:

008-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q83306-117

© Gouvernement du Québec

Golder Associés



Source:

008-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: HMQ92106-71

© Gouvernement du Québec

Golder Associés



Source:

008-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: HMQ97108-130

© Gouvernement du Québec

Golder Associés



**ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985
(SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)**

ANNEXE C

Réponses de RMS et des agences gouvernementales

No de demande :	17064	DATE :	Le 29 novembre 2012
Client :	Golder Associés	Demandé par :	Ariane Perras
Adresse :	9200, boul. de l'Acadie Montréal (Québec)	No de Projet :	12-1223-0024-1300
No de téléphone :		Bon de commande :	12-1223-0024-1300-1
No de télécopieur :		Référence RMS :	na

Suite à votre demande, nous avons procédé à une recherche d'information pour l'établissement situé à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Adresse : Rue Notre-Dame Est
 Localité : Montréal-Est
 Code postal :

Comme suite à cette recherche, nous vous informons que :

- nous n'avons pas d'information pour l'établissement susmentionné (frais minimum s'applique)
- nous n'avons pas de plans d'assurance incendie pour l'établissement susmentionné
- nous avons un dossier contenant ce qui suit :

Rapport(s) d'inspection:

Nombre 0 Date (s)

Mode de chauffage :

Année de construction :

Rajouts (années) :

Votre secteur n'apparaît pas sur le plan assurance incendie

Plan(s)

- Plan 8 ½ x 11 (inclus avec le(s) rapport(s) d'inspection)
- Grand plan
- Plan d'assurance incendie (Underwriters' Survey Bureau)

Date :

Date :

COÛT TOTAL (taxes en sus)

50\$

NB : les frais d'expédition et de reproduction de grand plan seront ajoutés au coût total sur la facture officielle.

Demande traitée par : Dominique Arseneau **Date :** Le 12 décembre 2012

Veuillez noter que ce document n'est pas une facture. Voir Conditions de Services sur la page 2.

CONFIRMATION DE SERVICES :

Retourner à SCM Gestion de risques inc. par : Fax : (514) 844-0777 OU COURRIEL À inspections-quebec@scm.ca

Le demandeur a lu et accepté les conditions de services énumérées à la page 2 de ce document.

- Veuillez me faire parvenir les documents
- Je ne désire aucun document

Suite à une recherche avec, le cas échéant, des documents disponibles, j'accepte que des frais minimum de 50,00\$ soient facturés après 30 jours d'attente.

Adresse d'expédition pour les documents : Même que susmentionnée

Autre : Adresse :

Municipalité : Code postal :

Signature du demandeur :

Date :

RAPPORTS

Les pièces indiquées à la première page de la soumission comme devant faire partie du rapport destiné au demandeur de services constituent des pièces du dossier de SCM Gestion des risques inc. sur les biens désignés. Celles-ci ne s'accompagnent d'aucune déclaration ni garantie de la part de SCM Gestion des risques inc., notamment en ce qui concerne leur exhaustivité, leur exactitude ou leur utilité, et SCM Gestion des risques inc. ne saurait non plus déclarer ou garantir qu'il n'existe pas d'autres rapports ou plans relativement aux biens désignés. Les pièces sont à jour à la date qu'elles portent. Au besoin, leur interprétation se fera par inférence à partir des renseignements qui y figurent et rien d'autres, mais SCM Gestion des risques inc. ne saurait déclarer ou garantir qu'il n'y a pas d'autres interprétations possibles. Le rapport est à l'usage exclusif du demandeur de services nommé à la première page de la soumission.

EXONERATION

SCM Gestion des risques Inc. décline toute responsabilité pour les sinistres, quelles qu'en soient la nature ou la cause, résultant directement ou indirectement des services fournis (notamment la rédaction du rapport susdit), y compris, entre autres, les préjudice subi directement ou indirectement du fait de toute inexécution de contrat, fondamentale ou non, de la foi accordée aux rapports de SCM Gestion des risques inc. ou encore d'actes ou omissions délictuels imputables aux mandataires, membres du personnel ou représentants de SCM Gestion des risques Inc..

INTEGRITE DU CONTRAT

Les parties acceptent les conditions énoncées dans le présent formulaire de demande de services. Celui-ci matérialise toutes les ententes intervenues entre les parties sur son objet et remplace toutes ententes, négociations et discussions antérieures ou actuelles, verbales ou écrites. Par ailleurs, il n'y a pas entre les parties d'autres déclarations, engagements ou ententes que ceux expressément stipulés dans ledit formulaire. En outre, aucun ajout ni aucune modification, dérogation ou résiliation de la demande de services ne sont opposables aux parties à moins d'être confirmés par elles dans un écrit.

DOCUMENT FAISANT LOI

En cas de contradictions ou de divergences entre les rapports et les dispositions du présent formulaire, les droits et obligations des parties sont réputés régis par ce dernier, qui constitue le document faisant foi.

DISPOSITIONS LEGALES

La présente entente est régie par les lois du Québec ainsi que par les lois du Canada qui y sont applicables.

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION DU GREFFE

DIVISION DE LA GESTION DES DOCUMENTS, DES
ARCHIVES ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Montréal, le 12 décembre 2012

Madame Ariane Perrin
Golder Associés Ltée
9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2

Objet : Accès aux documents – demande de 2012
Évaluation environnementale –lots 1 250 985, 1 251 214 et 1 215 217, Montréal
Votre dossier : 12-1223-0024 (1300)
Notre dossier : 52-2012-1636-00

Madame,

Conformément à l'article 46 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, ci-après désignée « la loi », nous accusons réception en date du 11 décembre 2012 de votre demande d'accès aux documents datée du même jour qui avait pour objet l'évaluation environnementale pour les lots mentionnés en titre.

C'est toutefois à regret que nous devons vous informer que votre demande n'est pas recevable. En effet, comme l'indique l'article 42 de la loi, une demande d'accès à un document doit, pour être recevable, être suffisamment précise pour permettre de le trouver. Tel qu'elle est libellée, il nous est impossible de trouver le ou les documents que vous recherchez. Nous vous invitons donc à préciser votre demande, et ce, afin que nous puissions la traiter en nous indiquant une adresse précise ou entre quelle et quelle adresse d'une rue précise.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Lebel, chef de division
Responsable substitut de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

ML/lt

p.j. : Note explicative
Document n° 14.1

AVIS DE RE COURS

SUITE À UNE DÉCISION RENDUE EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, LES RECOURS SUIVANTS SONT DISPONIBLES :

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin
575, rue Saint-Amable
Bureau 1.10
Québec (Québec)
G1R 2G4

Tél. : 418 528-7741
Téléc. : 418 529-3102

MONTRÉAL

500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7

Tél. : 514 873-4196
Téléc. : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : 1 888 528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Montréal

Direction générale

Direction du greffe

Division de la gestion des documents, des
archives et de l'accès à l'information

275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

RÉÇU 01 FEV. 2013

Montréal, le 29 janvier 2013

Madame Ariane Perras, M.Sc.Env.

Golder Associés Ltée

9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2

Objet : Accès aux documents – demande de 2012
 Évaluation environnementale – 10800, rue Notre-Dame Est à Montréal-Est
 Votre dossier : 12-1223-0024 (1300)
 Notre dossier : 52-2012-1662-00

Madame,

Pour faire suite à la nôtre du 15 janvier dernier et à la réception de votre paiement au montant de 27,96 \$, il nous fait plaisir de vous transmettre les documents que vous avez demandés.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.


Marc Lebel, chef de division
Responsable substitut de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

ML/fdv

p.j.

Montréal

Direction générale

Direction du greffe

Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information

275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Montréal, le 17 janvier 2013

Madame Ariane Perras
Golder Associés Ltée
 9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10
 Montréal (Québec) H4N 2T2

Objet : Accès aux documents -- demande de 2013
 Lettres datées de 2003 du MDDEFP
 Dossier 7610-06-01-07540-10 et dossier 7610-06-01-05621-10
 Votre dossier : 12-1223-0024 (1300)
 Notre dossier : 52-2013-0063-00

Madame,

En réponse à votre demande d'accès aux documents datée du 14 janvier 2013, reçue à nos bureaux le même jour, relativement à l'objet mentionné en titre, il nous fait plaisir de vous transmettre une copie des documents qui a été retracée par le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement de la Ville.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Lebel, chef de division
 Responsable substitut de l'accès aux documents
 et de la protection des renseignements personnels
 Téléphone : 514 872-3142
 Télécopieur : 514 872-5655

ML/l

p.j. : Note explicative



Le 21 mars 2013

Madame Ariane Perras
Golder Associés
690, boul. Laure, bureau 112
Sept-Îles (Québec) G4R 4N8

Objet : Demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels – 10800, rue Notre-Dame et 10175, rue Notre-Dame – Vérification environnementale

Madame,

Le 1^{er} mars dernier, nous accusions réception à nos bureaux de votre demande relative à l'objet ci-haut mentionné.

Nous avons fait faire les recherches pertinentes auprès des directions concernées. Il appert que nous n'avons trouvé aucun document pertinent à votre demande. Comme demandé, nous joignons la grille de zonage et la liste des usages.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Roch Sergerie, avocat et OMA
Greffier
p.j.

	Multifamiliale jumelée de 3 à 6 logements	
	Multifamiliale isolée de 7 logements et plus	
	Multifamiliale jumelée de 7 logements et plus	
	Habitation communautaire	
Commerce et service	Service professionnel associable à l'habitation	
	Commerce de voisinage	
	Commerce et service local	
	Commerce et service régional	
	Commerce et service d'appoint	
	Détaillant de véhicules moteurs et de pièces de rechange	
	Réparation de véhicules moteurs et station-service	
	Hébergement et restauration	
	Parc de stationnement	
	Commerce en gros et entreposage	
	Commerce lourd	
Public et institutionnel	Public et institutionnel	
Récréation	Récréation intensive	
	Récréation extensive (Plein Air)	
Industrie	Artisanat associable à l'habitation	
	Entreposage extérieur	
	Industrie artisanale non-associable à l'habitation	
	Industrie légère	
	Industrie lourde	
	Site d'utilité publique	•
	Entreposage et recyclage de pièces de véhicules moteurs	
Exploitation primaire	Carrière et sablière	
	Agriculture	
	Sylviculture	
Conservation	Conservation environnementale	
Usage spécifiquement exclu		Note 4
Usage spécifiquement autorisé		
NORMES D'IMPLANTATION (en m)		
	Hauteur minimale	3
	Hauteur maximale	4
	Marge de recul avant minimale	5
	Marge de recul arrière minimale	8
	Marge de recul latérale minimale	3
	Coefficient d'occupation du sol minimum	.2
	Coefficient d'occupation du sol maximum	.5

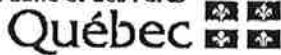
4. Pomper ou filtrer de l'eau;
5. Effectuer la transmission des télécommunications.

Extrait intégrale du règlement 713
Appliqué sur le territoire de la ville de Montréal-Est

Notes

Note 4 Tout usage relatif à la vente d'articles érotiques, à des spectacles érotiques ou à des services de massage est spécifiquement prohibé.

**Ministère du
Développement durable,
de l'Environnement,
de la Faune et des Parcs**



Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

PAR TÉLÉCOPIEUR : 514 383-5332

Montréal, le 8 janvier 2013

**Madame Ariane Perrin
Golder & Associés
9200, Boulevard de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2**

**Objet : Demande d'accès aux documents pour les lots 1 250 985, 1 251 214, 1 251 217
Cadastre du Québec, Montréal (Québec)**

V/Réf

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du 11 décembre dernier, concernant l'objet précité.

Les documents suivants sont accessibles. Ce sont :

Pour le lot 1 251 217, dossier 7316-06-01-65260-15

1. Rapport de caractérisation de Soprini ADS inc, daté décembre 1997; 220 pages

Pour le lot 1 250 985 (section 100-101-102 du port)

Dossier 7610-06-01-07540-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 28 avril 2010; 2 pages

Dossier 7610-06-01-05934-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 17 décembre 2003; 2 pages
2. Rapport de suivi environnemental de Terrapex (partie 1 de 2), daté mars 2005; 402 pages plus 4 cartes

Bureau de Montréal
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec) H1T 3X9
Téléphone : 514 873-3656
Télécopieur : 514 873-5662
Courriel : isabelle.tremblay@mddep.gouv.qc.ca
Internet : www.mddep.gouv.qc.ca

Bureau de Laval
850, boulevard Vanier
Laval (Québec) H7C 2M7
Téléphone : 450 661-2008
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220
Télécopieur : 450 433-1315

Dossier 7610-06-01-05621-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 26 juin 2002; 2 pages
2. Rapport pour le quais 101 et 102 du terminal d'Esso Par Dessau-Soprin, avril 2003; 269 pages plus 5 cartes
3. lettre du ministère, 18 juillet 2003; 1 page

Dossier 7610-06-01- 05621-01

1. Rapport d'inspection, 15 juin 2009; 2 pages
2. Rapport d'inspection, 5 novembre 2009; 2 pages
3. Rapport d'inspection, 8 janvier 2010; 2 pages
4. Rapport d'inspection, 4 octobre 2010; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 12 novembre 2010, 3 pages

Dossier 7610-06-01- 05621-11

1. Rapport d'inspection, 5 août 2003; 4 pages
2. Rapport d'inspection, 10 décembre 2004; 3 pages
3. Rapport d'inspection, 4 octobre 2005; 3 pages
4. Rapport d'inspection, 5 septembre 2006; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 6 novembre 2006; 4 pages avec croquis
6. Rapport d'inspection, 9 février 2007; 2 pages
7. Rapport final pour pétrolière Impériale par Dessau-Soprin, décembre 2001; 413 pages plus 7 plans.
8. Rapport de caractérisation complémentaire par Biogénie, avril 2004, 248 pages plus 5 plans.
9. Projet de réhabilitation par Dessau-Soprin, avril 2003; 48 pages
10. Plan de réhabilitation par Dessau-Soprin, avril 2003; 25 pages plus 4 cartes
11. Certificat d'autorisation, 21 juin 2005; 2 pages
12. Modification; 28 mars 2007; 2 pages
13. Annexe # Rapports de sondage , juin 2007; 60 pages
14. lettre de Dessau-Soprin; 5 juin 2007; 4 pages
15. Rapport d'inspection, le 26 juillet 2007; 2 pages
16. Avis d'infraction, le 19 décembre 2008; 2 pages
17. Modification, le 2 février 2009; 2 pages
18. Modification, le 14 octobre 2009; 2 pages
19. Modification, le 1 mars 2010; 2 pages
20. Rapport d'inspection, le 10 août 2011; 3 pages
21. Rapport d'inspection, le 15 septembre 2011; 2 pages

Vous noterez que dans certains documents, des renseignements ont été masqués, et ce, en vertu des articles 23, 24, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

En vertu du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels, des frais de 744,60 \$ sont applicables, soit 1744 pages à 0,36 \$ chacune et 26 plans à 1,60 \$ chacune. De ce montant, une franchise de 7,15 \$ est soustraite, réduisant les frais à 660,69 \$. À la réception de votre chèque de 660,69 \$ fait à l'ordre du ministre des Finances, adressé à la soussignée et posté au 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860, Montréal, Québec, H1T 3X9, nous vous ferons parvenir les documents demandés.

Par ailleurs, pour le dossier 7610-06-01-0593410, une lettre datée du 24 novembre 2003, et 2 lettres en 2003 pour le dossier 7610-06-01-05621-10, relèvent de la Ville de Montréal. En vertu de l'article 48 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), nous vous référons à la responsable de l'application de cette loi au sein de cette municipalité :

Me Yves Saindon, Greffier
275, rue Notre-Dame E. #R-134
Montréal (QC) H2Y 1C6
Tél. : 514 872-3142, Téléc. : 514 872-5655
ysaindon@ville.montreal.qc.ca

Après vérification, nous sommes informés que le Ministère ne détient aucun document pour le lot 1 251 214 cadastre du Québec permettant de répondre à votre demande.

Vous avez droit de recours de cette décision devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez vous adresser à la soussignée, au numéro 514 873-3636, poste 241.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

JL/jl

p.j.


Josée Longpré
Répondante de la Loi sur l'accès
aux documents

AVIS DE RE COURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	575, rue St-Amable Bureau 1.10 Québec (Québec) G1R 2G4	Tél.: (418) 528-7741 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (418) 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél.: (514) 873-4196 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (514) 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

L.R.Q., chapitre A-2.1

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE II
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

**SECTION II
RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS**

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

L.R.Q., chapitre A-2.1

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE III
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**SECTION I
CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

L.R.Q., chapitre A-2.1

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE II
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

**SECTION III
PROCÉDURE D'ACCÈS**

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas.

Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

1982, c. 30, a. 48.



Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

FIRE ÇU 15 JAN. 2013

PAR COURRIER

Montréal, le 11 janvier 2013

Madame Ariane Perras
Golder & Associés
9200, Boulevard de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2

**Objet : Révision à votre demande d'accès aux documents pour les lots
1 250 985, 1 251 214, 1 251 217 Cadastre du Québec, Montréal (Québec)**
V/Réf

Madame,

La présente donne suite à nos conversations téléphoniques et de nos échanges courriels, concernant l'objet précité. Vous trouverez ci-joint les documents demandés.

Pour le lot 1 250 985 (section 100-101-102 du port)

Dossier 7610-06-01-07540-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 28 avril 2010; 2 pages

Dossier 7610-06-01-05934-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 17 décembre 2003; 2 pages
2. l'annexe 1 et 2 du Rapport de suivi environnemental de Terrapex (partie 1 de 2), daté mars 2005; 28 pages plus les 4 cartes. Tel que mentionné, vous ne voulez pas l'annexe 3 de ce rapport.

Dossier 7610-06-01-05621-10

1. Certificat d'autorisation, daté du 26 juin 2002; 2 pages
2. lettre du ministère, 18 juillet 2003; 1 page

Bureau de Montréal
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec) H1T 3X9
Téléphone : 514 873-3636
Télécopieur : 514 873-5662
Courriel : isabelle.tremblay@mddep.gouv.qc.ca
Internet : www.mddep.gouv.qc.ca

Bureau de Laval
850, boulevard Vanier
Laval (Québec) H7C 2M7
Téléphone : 450 661-2008
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220
Télécopieur : 450 433-1315

Dossier 7610-06-01- 05621-01

1. Rapport d'inspection, 15 juin 2009; 2 pages
2. Rapport d'inspection, 5 novembre 2009; 2 pages
3. Rapport d'inspection, 8 janvier 2010; 2 pages
4. Rapport d'inspection, 4 octobre 2010; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 12 novembre 2010, 3 pages

Dossier 7610-06-01- 05621-11

1. Rapport d'inspection, 5 août 2003; 4 pages
2. Rapport d'inspection, 10 décembre 2004; 3 pages
3. Rapport d'inspection, 4 octobre 2005; 3 pages
4. Rapport d'inspection, 5 septembre 2006; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 6 novembre 2006; 4 pages avec croquis
6. Rapport d'inspection, 9 février 2007; 2 pages
7. Certificat d'autorisation, 21 juin 2005; 2 pages
8. Modification; 28 mars 2007; 2 pages
9. lettre de Dessau-Soprin; 5 juin 2007; 4 pages
10. Rapport d'inspection, le 26 juillet 2007; 2 pages
11. Avis d'infraction, le 19 décembre 2008; 2 pages
12. Modification, le 2 février 2009; 2 pages
13. Modification, le 14 octobre 2009; 2 pages
14. Modification, le 1 mars 2010; 2 pages
15. Rapport d'inspection, le 10 août 2011; 3 pages
16. Rapport d'inspection, le 15 septembre 2011; 2 pages

Espérant le tout à votre entière satisfaction, veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

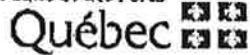
JL/jl

p.j.



Josée Longpré
Répondante de la Loi sur l'accès
aux documents

Ministère du
Développement durable,
de l'Environnement,
de la Faune et des Parcs



Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides

Le 16 janvier 2013

Madame Ariane Perrin
Goldcr Associés ltée
9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2

Par télécopieur : 514 383-5332

Objet : Demande d'accès aux documents en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2. 1) :
Lots : 17-1-10, 76-912, 77-31, 77-1869, 267-1, Montréal (Québec)

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du jour, concernant l'objet précité.

Après vérification, nous vous informons que le Ministère ne détient aucun document permettant de répondre à votre demande.

Vous avez droit de recours de cette décision devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-annexée une note explicative concernant l'exercice de ce recours. Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez vous adresser au soussigné, au numéro 514 873-3636, poste 221.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Chagnon pour :

Josée Longpré
Responsable
Loi d'accès aux
documents

p.j.

Bureau de Montréal
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec) H1T 3X8
Téléphone : 514 873-3636
Télécopieur : 514 864-0856
Internet : www.mddfp.gouv.qc.ca

Bureau de Laval
850, boulevard Vanier
Laval (Québec) H7C 2M7
Téléphone : 450 661-2008
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220
Télécopieur : 450 433-1315

AVIS DE RE COURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	575, rue St-Amable Bureau 1.10 Québec (Québec) G1R 2G4	Tél.: (418) 528-7741 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (418) 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél.: (514) 873-4196 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (514) 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

REÇU 25 JAN. 2013



Access to Information and Privacy Division
Division de l'accès à l'information et de la
protection des renseignements personnels

Place de Ville, Tower C
330 Sparks Street
Ottawa, ON K1A 0N5

Fax: (613) 991-6594

Your File Votre référence
12-1223-0024 (1300)

Our File Notre référence
A-2012-01185 / RB

JAN 21 2013

Ms. Ariane Perras
Golder Associés Ltée
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10
Montréal, Québec H4N 2T2

Dear Ms. Perras:

This letter is in response to your request made under the *Access to Information Act* for documentation pertaining to information regarding a property located along Notre-Dame Street East, Montreal-East, which are under management of the Montreal Port Authority (sector 98 to 102).

I wish to inform you that no records were found that contain the information that you are seeking.

You are entitled to file a complaint within 60 days of receipt of this notice by writing to:

Office of the Information Commissioner of Canada
Place de Ville, Tower B,
112 Kent Street, 7th Floor,
Ottawa, Ontario K1A 1H3

Should you have any questions, you may contact Robert Bougard at (613) 991-6406 or via e-mail at robert.bougard@tc.gc.ca. Please quote the file number listed above in all correspondence pertaining to this request.

Yours sincerely,

Sylvie Plourde
ATIP Coordinator



Environment Environnement
Canada Canada
Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, 4^{ième} étage
Gatineau (Québec)
K1A 0H3

Your File Votre référence
12-1223-0024 (1300)
Our File Notre référence
A-2012-01946 / TM

5 février 2013

Madame Ariane Perras
Golder Associés Ltée
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10
Montréal, Québec H4N 2T2

Madame Perras,

Par la présente, nous accusons réception de votre demande effectuée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, laquelle nous est parvenue le 5 février 2013. Votre demande stipule que vous désirez :

'Propriétaire: Administration portuaire de Montréal

Adresse: 10800, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est, Québec, H1B 2T7

Lots 1 250 985 et 1 251 214, aux secteurs 100 à 102 du Port de Montréal

Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de
- toute correspondance générale.

Autorisation: {Marie-Claude Leroux} "

Nous commençons dès maintenant le traitement de votre demande et nous communiquerons avec vous le plus tôt possible. Veuillez noter que vous trouverez ci-joint nos principes sur l'assistance de votre demande.



Environnement
Canada Environment
Canada

Terrasses de la Chaudière
10 rue Wellington, 27^e étage
Gatineau, Québec K1A 0H3

27 JUIN 2013

REÇU 03 JUIL. 2013

Votre référence Your File

12-1223-0024 (1300)

Notre référence Your File

A-2012-01946 / TM

A-2012-01947 / TM

Madame Ariane Perras
Golder Associés Ltée
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2

Madame Perras,

La présente fait suite à vos demandes effectuées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) pour :

A-2012-01946

“Propriétaire: Administration portuaire de Montréal

Adresse: 10800, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est, Québec, H1B 2T7

Lots 1 250 985 et 1 251 214, aux secteurs 100 à 102 du Port du Montréal

Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de
- toute correspondance générale.

Autorisation: {Marie-Claude Leroux} ”

A-2012-01947

“Clarification 12/03/2013:

Adresse: 10,175 Notre-Dame Est

Propriétaire: Administration portuaire de Montréal

Adresse: Aucune adresse n'est disponible pour la propriété, qui était inclus dans l'ancienne raffinerie de Texaco.

.../2

Canada

Lot 1 251 217, aux secteurs 98 à 99 du Port du Montréal

Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de
- toute correspondance générale.

Autorisation: {Marie-Claude Leroux} "

Veuillez trouver ci-joint la documentation ayant trait à vos demandes. Veuillez noter que certaines parties ont été prélevées conformément aux alinéas 19(1) et 20(1)(b) de la Loi. Une copie des articles est jointe.

Tel qu'entendu, les documents comprenant des sections touchant à d'autres propriétés et qui ne sont daucun intérêt pour vous, ont été prélevées sous la disposition "non pertinent".

Soyez avisée que vous êtes en droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information à ce propos dans les 60 jours suivant la date à laquelle vous avez reçu cet avis. Si vous vous prévalez de ce droit, vous devez faire parvenir votre plainte à l'adresse suivante :

Commissaire à l'information du Canada
Place de Ville, Tour B
112, rue Kent, 7e étage
Ottawa (Ontario) K1A 1H3

Si vous désirez obtenir de plus amples informations concernant le traitement de votre demande, n'hésitez pas à communiquer avec Thérèse Morin au 819-994-5315.

Veuillez agréer, Madame Perras, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Nancy Hamzawi

Coordonnatrice de l'accès à l'information et de
la protection des renseignements personnels

Pièces jointes



Pêches et Océans
Canada

200, rue Kent
Ottawa, Canada
K1A 0E6

Fisheries and Oceans
Canada

200 Kent Street
Ottawa, Canada
K1A 0E6

REÇU 15 MAI 2014

PROTÉGÉ

MAY 07 2014
MAI /

Votre référence - Your file

Notre référence - Our file

A-2013-00847 / PA

Madame Ariane Perrin
Golder Associates Ltée
9200, boul. de l'Acadie
Montréal (Québec) H4N 2T2

Madame,

Nous avons complété le traitement de la demande que vous avez présentée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, pour :

« Copie du dossier que Pêches et Océans Canada est susceptible de détenir relativement à une propriété constituant une partie du Lot 1 250 985, sise au 10800 Notre-Dame Est (H1B 2T7) sur les quais des secteurs 100 à 102 du Port de Montréal (voir plan joint). »

Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir une copie de tout document relativement à cette propriété tel que :

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP) et les déversements survenus en relation avec la propriété;
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de correspondance; etc. »

Veuillez trouver ci-joint tous les documents ayant trait à votre demande.

Soyez avisé(e) que vous êtes en droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information du Canada concernant le traitement de votre demande dans les soixante jours suivant la date à laquelle vous avez reçu cet avis. Si vous vous prétez de ce droit, votre plainte devrait être acheminée à l'adresse suivante :

Commissaire à l'information du Canada
30, rue Victoria
Gatineau, QC K1A 1H3

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec Prince Afram, au 613-991-9605 ou par courriel, à prince.afram@dfo-mpo.gc.ca.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marlene Soulier
Caroline Douglas
Directrice
Secrétariat de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

Pièce jointe :

1. Dernière partie de la divulgation: 234 pages

Canada



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

ANNEXE D

Liste des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
Cartier Monenco 1985	180-1120 /180-1121	SITE INVESTIGATIONS FOR THE ELABORATION OF A DECOMMISSIONING PLAN FOR THE TEXACO MONTREAL PLANT - VOLUME 1, VOLUME 2	Cartier Monenco	1985-10	Texaco Canada Inc.
ADS 1995	180-3207	CONFINEMENT ET RECUPERATION DE LA PHASE FLOTTANTE D'HYDROCARBURES DANS LE SECTEUR DU QUAI DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO - SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET TECHNIQUE - FEVRIER 1994 A FEVRIER 1995	ADS GROUPE- CONSEIL INC.	1995-03	N/D (consulted at MPA)
Biogénie 1996a	180-1106 /180-1107 /180-1108	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - RESTAURATION DU TERRAIN DE 25 ACRES ET D'UNE PORTION DU TERRAIN DU TERMINAL MARIN (1995) - VOLUME 1, VOLUME 2, VOLUME 3	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1996-03	Pétrolière Impériale
Biogenie 1996b	180-3575	CONFINEMENT ET RECUPERATION DE LA PHASE FLOTTANTE D'HYDROCARBURES - TERMINAL MARIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1996-03	Pétrolière Impériale
Biogénie 1997a	180-3868	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - RESTAURATION DU TERMINAL MARIN ET DES TERRAINS DE 25 ET 43 ACRES (1996) - VOLUME 1	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1997-02	Pétrolière Impériale
Soprin ADS 1997a	2240-2326	SYNTHESE DES RAPPORTS DE CARACTERISATION ET DE RESTAURATION AINSI QUE LE PROGRAMME DE CARACTERISATION PROPOSE - ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - PARCELLES 76-911, 76-912, 77- 1868 ET 77-1869 - ENVIRONNEMENT	SOPRIN ADS INC.	1997-06	Société du Port de Montréal
Biogenie 1997b	180-379	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE QUAI ESSO A MONTREAL-EST	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1997-09	Pétrolière Impériale

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
Soprin ADS 1997b	2240-1140	ACQUISITION D'UNE PARTIE DU TERRAIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - ETUDE DE CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS ET DE L'EAU SOUTERRAINE - RAPPORT FINAL	SOPRIN ADS INC.	1997-12	Société du Port de Montréal
Biogénie 1997c	180-2209	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - TERMINAL MARIN ET TERRAIN DE 25 ACRES (1997) - VOLUME 1	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1997-12	Pétrolière Impériale
Breco 1998	180-600	AUDIT DES INSTALLATIONS DE ESSO POUR L'ANNEE 1997 ET ENREGISTREMENT DES SYSTEMES DE STOCKAGE	CONSULTANTS BRECO INC.	1998-04	ESSO L'Impériale
Dessau-Soprin 1998	2240-2898 /2240-0183	ACQUISITION D'UNE PARTIE DU TERRAIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTREAL-EST - SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE LA QUALITE DE L'EAU SOUTERRAINE - RAPPORT PRÉLIMINAIRE, RAPPORT FINAL	DESSAU-SOPRIN INC.	1998-11	Société du Port de Montréal
TechnoRem 1999	2240-3916	DETERMINATION DE LA QUALITE DE L'EAU SOUTERRAINE PRELEVEE DES ANCIENS PUITS D'OBSERVATION REALISES PAR SOPRIN ADS INC. (1997) DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION	TECHNOREM INC.	1999-02	Port de Montréal
Biogenie 1999	180-6123	CARACTERISATION DES SOLS DU CAISSON NO 8	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1999-10	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2000	180-4032	EVALUATION TECHNIQUE DES RAPPORTS FOURNIS PAR LA PETROLIERE IMPERIALE POUR LES TRAVAUX DE CARACTERISATION ET DE RESTAURATION A L'ANCIEN TERMINAL MARIN DE PETROLIERE IMPERIALE, SECTIONS 98 A 100	TECHNOREM INC.	2000-05	Administration Portuaire de Montréal
Terrapex 2000	180-4091	PRE-CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE PHASE II - CORRIDOR DES PIPELINES, CANTERM, MONTREAL-EST (QUEBEC)	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2000-08	Groupe Pétrolier Olco

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
DDH 2000a	180-4285	CARACTERISATION DU CORRIDOR DU PIPELINE ESSO-OLCO RAPPORT - PORTION DU PIPELINE ESSO-OLCO (SECTION 101) 44-095 - D.U.M.E. - 10 800 NOTRE-DAME EST MONTREAL-EST	DDH ENVIRONNEMENT INC.	2000-12	Pétrolière Impériale
DDH 2000b	180-4252	CAMPAGNE D'ECHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE DE L'EAU SOUTERRAINE AU DEPOT-USINE DE MONTREAL-EST - CARACTERISATION DE L'EAU SOUTERRAINE	DDH ENVIRONNEMENT INC.	2000-12	Pétrolière Impériale
DDH 2001	180-4284	VERIFICATION DE CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE - TERRAINS LOUES DU PORT DE MONTREAL - SECTIONS 100 A 102 - RAPPORT FINAL	DDH ENVIRONNEMENT INC.	2001-01	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2001	180-4624	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE - SOMMAIRE DES SOLS PRES DE L'EMPRISE DE LA RUE ST-CLOUD	TECHNOREM INC.	2001-07	N/D (consulted at MPA)
Dessau-Soprin 2001	180-4774	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE PHASE II - TERRAIN LOUE DU PORT DE MONTREAL AUX QUAIS 101 ET 102 10800 NOTRE-DAME EST MONTREAL-EST - RAPPORT FINAL	DESSAU-SOPRIN INC.	2001-12	Pétrolière Impériale
Terrapex 2001	180-4353	RAPPORT DE GESTION ENVIRONNEMENTALE - PROJET DE DEMANTELEMENT DE LA CONDUITE INTER-RAFFINERIE (SECTIONS 100 A 104 DU PORT DE MONTREAL) MONTREAL-EST (QUEBEC)	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2001-12	Ultramar
Terrapex 2002a	180-4391	RAPPORT DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL - CORRIDOR DE LA NOUVELLE CONDUITE CANTERM - SECTIONS 95 A 105 DU PORT DE MONTREAL - MONTREAL-EST	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2002-02	Terminaux Canadiens Canterm
Terrapex 2002b	180-4460	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE COMPLEMENTAIRE - RAPPORT-LETTRE - ADDENDA AU RAPPORT DE GESTION ENVIRONNEMENTALE - ANCIEN EMPLACEMENT DE LA CONDUITE INTER-RAFFINERIE D'ULTRAMAR SUR LES TERRAINS EXPLOITES PAR LA PETROLIERE IMPERIALE - PORT DE MONTREAL	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2002-05	Ultramar

Golder Associés

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
TechnoRem 2003	180-4607	SYNTHESE DES ETUDES ENVIRONNEMENTALES ET SITUATION ENVIRONNEMENTALE ACTUELLE AUX SECTIONS 98 A 100 DU PORT DE MONTREAL RAPPORT FINAL - DOCUMENT CONFIDENTIEL ET PRIVILEGIE	TECHNOREM INC.	2003-01	Administration Portuaire de Montréal
Dessau-Soprin 2003a	180-4669	EVALUATION DU POTENTIEL DE LA TECHNOLOGIE D'OXYDATION CHIMIQUE IN SITU POUR LE TRAITEMENT DES SOLS SATURES AU QUAI 101 - ENVIRONNEMENT - RAPPORT FINAL	DESSAU-SOPRIN INC.	2003-04	N/D (consulted at MPA)
Dessau-Soprin 2003b	180-4771	PROJET DE REHABILITATION DU TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST AUX SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - RAPPORT D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE PREALABLE RAPPORT FINAL	DESSAU-SOPRIN INC.	2003-04	Pétrolière Impériale
Dessau-Soprin 2003c	180-4666	RECUPERATION DE PHASE LIBRE D'HYDROCARBURES AUX QUAI 101 ET 102 DU TERMINAL ESSO DE MONTREAL-EST - PETROLIERE IMPERIALE - RAPPORT CONFIDENTIEL	DESSAU-SOPRIN INC.	2003-04	Pétrolière Impériale
Dessau-Soprin 2003d	180-4772	PLAN DE REHABILITATION DU TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST - SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - ENVIRONNEMENT - PETROLIERE IMPERIALE	DESSAU-SOPRIN INC.	2003-04	Pétrolière Impériale
Gartner 2003	180-4759	VERIFICATION DE CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE - SECTIONS 98 A 100 - SECTIONS 46 ET 47 (PARCELLE A) - SECTIONS 47 A 49 (PARCELLES A ET B) - RAPPORT FINAL	GARTNER LEE LTEE	2003-11	N/D (consulted at MPA)
Biogenie 2004	180-4834	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE COMPLEMENTAIRE - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO - SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - 10800, RUE NOTRE-DAME EST, MONTREAL-EST - VERSION FINALE	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2004-04	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2004	180-4835	SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE AUX SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2004-04	Administration Portuaire de Montréal

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
Robert Hamelin 2004	180-4863	PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX CONDUITES DE 30 CM DE DIAMETRE POUR LE TRANSFERT DE PRODUITS PETROLIERS - SECTIONS 95 A 109 DU PORT DE MONTREAL - EXAMEN PREALABLE AU SENS DE LA LCEE	ROBERT HAMELIN ET ASSOCIES INC.	2004-05	Paul Pichette & associés
Sanexen 2004	180-4931	ESSAIS PILOTES EN LABORATOIRE DE LA TECHNOLOGIE D'OXYDATION CHIMIQUE DE SOLS CONTAMINÉS DU TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST - VERSION FINALE	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	2004-10	N/D (consulted at MPA)
Laboratoire de Construction 2004	180-4988	ASSISTANCE TECHNIQUE LORS DES TRAVAUX DE REMBLAYAGE - RAPPORT PERIODIQUE ET FINAL: 1ER NOVEMBRE AU 9 DECEMBRE 2004 - PROJET DU TERMINAL ESSO AU 10 800, RUE NOTRE-DAME, MONTREAL	LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000 INC.	2004-12	Laboration de Construction 2000 inc.
Biogenie 2005	180-5319 a	TRAVAUX 2004 - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST - SECTION QUAI 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - 10800, RUE NOTRE-DAME EST A MONTREAL-EST - SUIVI ENVIRONNEMENTAL	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2005-02	TechnoRem Inc.
Terrapex 2005a	180-5254 a /180-5256 b /1805254 c	RAPPORT DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL TERMINAUX CANADIENS CANTERM - PROJET: CPC TRANSFER LINE - VOLUME 1, VOLUME 2, VOLUME 3	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2005-03	Terminaux Canadiens Canterm
Terrapex 2005b	180-5595	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS ET DE L'EAU SOUTERRAINE - PROJET: CPC TRANSFER LINE	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2005-09	N/D (consulted at MPA)
TechnoRem 2005	180-5217 a	SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE AUX SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - VOLUME 1 - SOMMAIRE 2003-2004 - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2005-12	Administration Portuaire de Montréal
Biogenie 2006a	180-5319 b	TRAVAUX 2005 - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST - SECTION QUAI 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL 10800, RUE NOTRE-DAME EST A MONTREAL-EST - RAPPORT D'ETAPE	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2006-06	TechnoRem Inc.

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
Biogenie 2006b	180-5413	CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE COMPLEMENTAIRE - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO - SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL SITUÉES AU 10800, RUE NOTRE-DAME EST A MONTREAL -EST - RAPPORT FINAL	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2006-09	Pétrolière Impériale
QSAR 2006	180-5412	EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ASSOCIES A LA CONTAMINATION RESIDUELLE AUX HYDROCARBURES PETROLIERS DANS LA ZONE SATURÉE - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL	QSAR INC. - BIOGENIE S.R.D.C.	2006-12	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2007a	180-5217 b	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE LORS DES TRAVAUX DE CARACTÉRISATION ET DE RESTAURATION IN SITU ET EX SITU A L'ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO, SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - VOLUME 1 - SOMMAIRE 2005 - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2007-04	Administration Portuaire de Montréal
Biogenie 2007a	180-5319 c	TRAVAUX 2006 - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO DE MONTREAL-EST - SECTION QUAIS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - RAPPORT D'ETAPE FINALE	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2007-05	Pétrolière Impériale
Biogenie 2007b	180-5920 a	REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE A L'ENDROIT DU TERRAIN DU PORT DE MONTREAL AUX QUAIS 101 ET 102 A MONTREAL-EST - ECHANTILLONNAGE DE CONTRÔLE DU TRAITEMENT BIOLOGIQUE ET DU COMPACTAGE - RAPPORT D'ETAPE (NOVEMBRE 2006)	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2007-06	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2007b	180-5217 c	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE LORS DES TRAVAUX DE RESTAURATION EX SITU A L'ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO, SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - VOLUME 1 - SOMMAIRE 2006 - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2007-06	Administration Portuaire de Montréal

ANNEXE D
TABLEAU RÉSUMÉ

REFERENCE DESIGNATION	MPA No.	TITLE	AUTHOR	YEAR	CLIENT
Divex 2007	4080-5564	RAPPORT D'INSPECTION SOUS-MARINE RELEVE DES AFFOUILLEMENTS - SECTION 102	DIVEX MARINE INC.	2007-11	Port de Montréal
TechnoRem 2007c	180-6160	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DES TRAVAUX DE RESTAURATION EX SITU A L'ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO, SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL - SOMMAIRE 2007 - PROJET DE RAPPORT	TECHNOREM INC.	2007-12	Administration Portuaire de Montréal
Divex 2008	4080-5562	INSPECTION SOUS-MARINE DE L'EMPIERREMENT SECTIONS 102 ET 104	DIVEX MARINE INC.	2008-01	Dessau Inc.
Biogenie 2008a	180-5701 a /180-5701 b	REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE 2003-2006 - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO (QUAIS 101 ET 102 DU PORT DE MONTREAL) SITUE AU 10800, RUE NOTRE-DAME EST A MONTREAL-EST - RAPPORT FINAL - VOLUME 1 DE 2, VOLUME 2 DE 2	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2008-05	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2008	180-5598	ECHANTILLONNAGE DES REJETS D'EAUX USEES AUX SECTIONS 98 A 100 (LOGISTEC), PORT DE MONTREAL - SUIVI 2007 - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2008-05	N/D (consulted at MPA)
Biogenie 2008b	180-5920 b	REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE - TERRAIN DU PORT DE MONTREAL - QUAIS 101 ET 102 A MONTREAL-EST - ECHANTILLONNAGE DE CONTROLE DU TRAITEMENT BIOLOGIQUE ET DU COMPACTAGE REALISES PAR DESSAU - RAPPORT D'ETAPE FINAL - MAI A JUILLET 2007	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2008-07	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2009	180-5793	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE II - ZONES DE CONTAMINATION RESIDUELLE SECTIONS 98-102, PORT DE MONTREAL - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2009-07	Administration Portuaire de Montréal
MPA 2010	180-5943	PROJET DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE - ANCIEN TERMINAL MARIN DE LA PETROLIERE IMPERIALE - SECTIONS 101-102, PORT DE MONTREAL - DOCUMENT SYNTHESE	PORT DE MONTREAL ENVIRONNEMENT	2010-07	Administration Portuaire de Montréal



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

ANNEXE E

Tableau récapitulatif des infrastructures sur le Site

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
1	Tank #096 - vertical steel 2,600,000 L (2,673.97 m ³) AST	Western portion of Section 101	Installed between 1975 and 1979 (based on aerial photographs and the 1975 figure included in MPA 2010), or installed in 1957 (based on Breco 1997); Dismantled in 2002	No	Steel AST, single-walled steel-lined; Constructor unidentified ; Piping in steel; Corrosion protection: paint; Air pumps; VOCs reduction system type: fixed roof (non volatile products)	1998: Storage of wastewater extracted from the Imperial's tanks bottoms; 2000: Storage of oily wastewater from the emptied recovery wells present on MPA's property - the wastewater was then treated on Site or disposed of off-Site by specialised contractors	Imperial Oil	Oily / contaminated wastewater storage	Frequent visual inspection (every 2h); Record of the tank level (3 times per day); Secondary containment: possibly by gravel Merlon #096-097 (see below), surrounded by a paved surface which drains toward the API separator; Three (3) monitoring-wells within 50m; Overflowing detection system in place, including alarms and overflow pipe connected to the API separator	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; DDH 2001; Dessau-Soprin 2001; Dessau-Soprin 2003c; Montréal permit dated Sept.13 1990
2	Tank #097 - vertical steel 2,600,000 L (2,673.62 m ³) AST	Western portion of Section 101	Installed between 1975 and 1979 (based on aerial photographs and the 1975 figure included in MPA 2010), or installed in 1948 (based on Breco 1997); Dismantled in 2002	No	Steel AST, single-walled steel-lined; Constructed by Horton Steel; Piping in steel; Corrosion protection: paint; Air pumps; VOCs reduction system type: fixed roof (non volatile products)	1998: Storage of wastewater from recovery/remediation wells of the adjoining property occupied by the former Texaco refinery; 2000: Out of use, empty and clean	Imperial Oil	Contaminated wastewater storage	Frequent visual inspection (every 2h); Record of the tank level (3 times per day); Secondary containment: possibly by gravel Merlon #096-097 (see below), surrounded by a paved surface which drains toward the API separator; Three (3) monitoring-wells within 50m; Overflowing detection system in place, including alarms and overflow pipe connected to the API separator	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; DDH 2001; Dessau-Soprin 2001; Dessau-Soprin 2003c; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990
3	Tank #290 - vertical steel 2,004,000 L (2,171 m ³) AST	Southern portion of Section 101	Installed in 1948; Dismantled in 2002	No	Steel AST, single-walled steel-lined; Constructed by Horton Steel; Piping in steel; Corrosion protection: paint; Electrical pumps; VOCs reduction system type: fixed roof	1998: Diesel storage; 2000: Out of use, empty and clean	Imperial Oil	Diesel storage	Frequent visual inspection (every 2h); Record of the tank level (3 times per day); Secondary containment: gravel Merlon #290-291; Four (4) monitoring-wells within 50m; Overflowing detection system in place, including alarms and automatic shut-down of inlet valves	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; DDH 2001; Dessau-Soprin 2003c; Montréal permit dated Sept.13 1990
4	Tank #291 - vertical steel 2,019,000 L (2,473.21 m ³) AST	Southern portion of Section 101	Installed in 1948; Dismantled in 2002	No	Steel AST, single-walled steel-lined; Constructed by Horton Steel; Piping in steel; Corrosion protection: paint; Electrical pumps; VOCs reduction system type: fixed roof	1998: Mazout storage 2000: Heavy mazout storage, used for the cleaning of on-Site conducts during the dismantlement operations	Imperial Oil	Fuel oil storage	Frequent visual inspection (every 2h); Record of the tank level (3 times per day); Secondary containment: gravel Merlon #290-291; Four (4) monitoring-wells within 50m; Overflowing detection system in place, including alarms and automatic shut-down of inlet valves	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; DDH 2001; Dessau-Soprin 2003c; Montréal permit dated Sept.13 1990
5	Tanks #796 and #097 - vertical 1,375,000 L (1,375 m ³) ASTs	Western portion of Section 101	Installed between 1954 and 1964; Dismantled between 1975 and 1983, based on the aerial photographs and the 1975 figure included in MPA 2010, but presence and use mentioned in Montréal Permit dated Sept.13 1990	No	Large ASTs, each including an articulated skimmer with adjustable level, and connected to an oblique plate separator	Used for oil recovery from ballast water and wastewater from the Docks	Unknown	Unknown	No merlon visible on the aerial photographs However, Montréal permit dated Sept.13 1990 indicated the obligatory presence of merlons for each tanks of group of tanks, as well as the obligation to perform a daily verification	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Aerial photographs; Dessau-Soprin 2001; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
6	4 th Tank couple and associated infrastructures	At the limit of Section 101 and 102 (west of the small circular separators)	Installed between 1975 and 1979; Dismantled between 1988 and 1992 (photo not clear) or 1997	No	Two large ASTs and some infrastructures possibly including a merlon	Storage of unknown product	Unknown	Unknown	No merlon visible on the aerial photographs However, Montréal permit dated Sept.13 1990 indicated the obligatory presence of merlons for each tanks of group of tanks, as well as the obligation to perform a daily verification	YES: On-Site remediation work: no contamination reported at its location	Dessau-Soprin 2001; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990
7	1,135 L (250-gallon) diesel AST	Outside on the northwestern side of the "Bureau du quai" building	Reportedly in use at least from 1997 to 2000	No	Steel construction	Supply the sprinkler system	Imperial Oil	Diesel storage	Retention basin reportedly not required		Breco 1998; DDH 2001
8	Two drums of used motor oil	Quai 102, near a "lookout building"	January 1998	No	Drums, size unspecified	Operation transfer undertaken by the "marine" regarding the Impérial Lachine ship	Left on Site by the "marine"	A 8 L spill occurred when one was hit by a plough during snow removal	–	YES: The incident was reported, and all 8L were reportedly recovered	Breco 1998
9	Merlon #096-097	May have been present, surrounding Tanks #096 and #097	Only mentioned in Breco 1998, but not included in any figures, and not visible on the aerial photographs - Montréal Permit dated Sept.13 1990 indicated the obligatory presence of a merlon for each tanks of group of tanks	No	Gravel dyke; Area not specified	Secondary containment for Tanks #096 and #097	Imperial Oil	–	Surrounded by a paved surface, and connected to the API separator; Montréal permit dated Sept.13 1990 indicated the obligatory presence of protection valves, closed except for storm water drainage operations	–	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; Dessau-Soprin 2001; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990
10	Merlon #290-291	Surrounding Tanks #290 and #291	Constructed prior to 1950; Dismantled in 2002	No	Gravel dyke; Approximate area: 1,450 m ² (58 x 25 m)	Secondary containment for Tanks #290 and #291	Imperial Oil	–	Montréal permit dated Sept.13 1990 indicated the obligatory presence of protection valves, closed except for storm water drainage operations	–	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Breco 1998; Dessau-Soprin 2001; Montréal permit dated Sept.13 1990
11	Fuel oil mixer	Directly east of merlon #290-291	At least in 2000	No	Unknown	Fuel oil mixing (no details provided)	Imperial Oil	Fuel oil containing	Unknown	–	DDH 2000a
12	Storm water retention pond	Section 100	Constructed between 1964 and 1969 (two undefined ponds visible on the 1964 photograph); Dismantled in 2003	No	Structure including steel sheet piles, surrounded by a network of sheet piles deeply dug in the ground (depth of 11.2 to 15.0 m); Approximate area: 4,675 m ² (85 x 85 m); Capacity of 32,200 m ³	Retention of surficial water and storm water; Collect the Imperial's wastewater after the dismantlement of the API separator	Imperial Oil	Potentially contaminated wastewater containing	–	–	Aerial photographs; Biogenie 1997b; DDH 2001; Dessau-Soprin 2003d; Montréal permit dated Sept.13 1990; Montréal permit dated March 8 2002

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
13	API separator	Center of Section 101	Constructed prior to 1936; Dismantled in 2003	No	Concrete structure including several square boxes, and including a skimmer and monitoring wells, connected to oil tanks; Approximate area: 792 m ² (36 x 22 m); Bottom slab at an elevation of 6,2 m, i.e. at 3.3 to 4.3 m below adjacent property;	Oil/water separator consisting of a wastewater treatment system: collection of contaminated effluents from the Imperial Oil refinery, transferred to it through conduits or by truck	Imperial Oil	Contaminated wastewater containing	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Dessau-Soprin 2001; Technorem 2005; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990
14	Sludge basin	Directly west of the API separator (based on Dessau-Soprin 2001, it was previously located slightly north from its final location)	Constructed prior to 1950; Dismantled in 2003	No	Steel containment basin	Collect waste sludge	Imperial Oil	Contaminated sludge temporary disposal	—	Was cleaned prior to dismantlement	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Dessau-Soprin 2001
15	Industrial landfill	West of the former API separator	Unknown	Debris along the western Site limit	Inferred presence based on the nature of encountered debris and the high level of contamination of the soils; May correspond to the Sludge basin	Collect industrial wastes	Unknown	Contaminated industrial wastes disposal	—	Debris and soil contamination still present along western site limit	TechnoRem 2005
16	Large circular separator	Section 101, directly north of the API	Constructed between 1954 and 1964; Partly dismantled between 1988 and 1992, and not visible after 1997	Sheet piles were cut and buried during the remediation work undertaken at the Site from 2003 to 2007	Circular separators, with a structure including sheet piles	Served specifically as a separator	Imperial Oil	—	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; MPA 2010
17	Two Small circular séparateur	Section 101, directly north of the large circular separator	Constructed between 1975 and 1979; Dismantled between 1988 and 1992	No	Circular separators placed in series	Treat the wastewater before to discharge it to the municipal sewer	Imperial Oil	—	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; MPA 2010; Montréal permit dated Sept.13 1990

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
18	Pumping station, and associated shed	Northwestern corner of the Site, along Bay 102	Constructed between 1954 and 1964; Partly dismantled in 2003	Sheet piles were cut (shed to 1-2 m bgs; along Bay 102 to higher water lever), and concrete parts were crushed and buried within the rectangle area (former shed) bounded by the sheet piles	Building construction with sheet piles and concrete structure; included pipes and turbines, and a chlorination room	Pumping of water from the St.Lawrence River, at Bay 102, and perform water chlorination operations	Imperial Oil	Chlorination	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; DDH 2001; Dessau-Soprin 2003d; MPA 2010; Site visit
19	Separator pump house	Between the API separator and Tank #291	Constructed prior to 1936; Dismantled between 1969 and 1979	No	Building (no details provided)	Pumping (no details provided)	Imperial Oil	Unknown	Unknown	—	Aerial photographs; Dessau-Soprin 2001; MPA 2010
20	Dock pump house	Along Dock 101, directly south of the API separator	Constructed prior to 1936; Dismantled between 1950 and 1964 (unclear on the 1954 photograph)	No	Building (no details provided)	Pumping (no details provided)	Imperial Oil	Unknown	—	—	Aerial photographs; MPA 2010
21	Storm water final discharge area	Southeastern corner of the Site	Constructed in about 1953 (inferred); A concrete outflow block left in place	One concrete outflow block left in place at the crib cell 59-18 of Dock 101, to the southeastern corner of the Site	Concrete structure placed on concrete dock crib, including a 48 inches concrete outflow block connected to two entry conducts associated with on-Site pump house(s)	Associated with the effluent discharges to the St. Lawrence River, and associated to the on-Site pumping and/or separating operations	Imperial Oil	—	—	During the Site remediation, the two entry conducts of the remaining concrete outflow block were cut and blocked with steel plates	Biogénie 1997b; MPA 2010
22	Dock office	Along Dock 101, directly south of the API separator	Constructed prior to 1936; Dismantled prior to 1950	No	Unknown	Unknown	Imperial Oil	Unknown	—	—	MPA 2010
23	Locker room	Along Dock 101, directly south of the API separator	Constructed prior to 1936; Dismantled prior to 1950	No	Unknown	Unknown	Imperial Oil	Unknown	—	—	MPA 2010
24	Bureau du quai (building)	Along Dock 101, directly south of the API separator (former location of the dock office and locker room)	Constructed prior to 1950 - additions/building replacement performed between 1979 and 1983; Out of use in November 2000; Dismantled in 2003	No	Building (no details provided)	Unknown	Imperial Oil	—	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; DDH 2001; Dessau-Soprin 2001; Dessau-Soprin 2003d
25	Garage (building)	Northwestern corner of the Site	Constructed prior to 1983 (unclear on the 1979 photograph); Dismantled in 2003	No	Building including two sections; the western section appears to include lower storeys (no details provided)	Electrical substation and mechanical workshop; also designated as the laboratory (no details provided)	Imperial Oil	Mechanical workshop operations and other unknown activities	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; Dessau-Soprin 2003d

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
26	Large rectangle-shaped building	Northern portion of the Site, along Bay 102	Constructed prior to 1983 (unclear on the 1979 photograph); Dismantled between 1988 and 1992	No	Elongated rectangular building including three subsections (no details provided)	Unknown	Imperial Oil	–	–	–	Aerial photographs; Dessau-Soprin 2001
27	Small rectangle-shaped building	South of the 4 th Tank couple	Constructed between 1969 and 1979; Dismantled between 1992 and 1997	No	Building (no details provided)	Unknown	Imperial Oil	–	–	–	Aerial photographs; Dessau-Soprin 2001
28	Free-phase recovery systems	Along the eastern Site limit, at Docks 101 and 102	Operated at the Site between 2001 and 2003: - Dock 101: between June 2001 and January 2003 - Dock 102: between June 2001 and July 2002	No	Two aspiration units, including pumps connected to recovery wells, with liquide/gas phases separator and air cooler; Associated with two 6800 L separator tanks placed in series and the on-Site API separator; products stored in a 4540 L tank (unspecified location)	Recovery of hydrocarbon free-phase products present at the Site: -36,457 L recovered at Dock 101 - 4,200 L recovered at Dock 102	Imperial Oil	Extraction and separation of hydrocarbon free-phase products present at the Site	Unknown	Free-phase were extracted or pumped for off-Site disposal; Free-phase products are reportedly still present at the Site	Dessau-Soprin 2003c; Biogénie 2004; Biogénie 2006a; TechnoRem 2009; MSDEWP C-of-A dated June 26 2002; Montréal permit dated March 8 2002
29	Pad-mounted transformed	Along the southern Site limit	Installed between 1997 and 2002; Still present	Yes	Pad-mounted transformer, surrounded with closed fences	Electricity transformer	Unknown	Based on the year of installation, it is inferred not to contain PCBs	Pad-mounted	–	Aerial photographs; Site visit
30	Poste 103-5	At the southwestern corner of the Garage	At least in 2000	No	Apparently a building section (no details provided)	May consist of the Garage electrical substation	Imperial Oil	Unknown	–	–	DDH 2000b
31	Poste 103-3	Directly southeast of merlon #290-291	At least in 2000	No	Apparently a small building (no details provided)	Electrical substation	Imperial Oil	Unknown	–	–	DDH 2000a; DDH 2000b
32	Poste 103-303	At the northwestern corner of the "Bureau du quai"	At least in 2000	No	Apparently a building section (no details provided)	Electrical substation	Imperial Oil	Unknown	–	–	DDH 2000a; DDH 2000b
33	Electrical conducts	Various locations (unspecified)	Removed between 2003 and 2007, in the context of the Site remediation	No	Electrical conducts	Site electrical supply	Unknown	–	–	–	Biogénie 2008a

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
34	Dock 101 and Dock 102	Eastern Site limit, along the St.Lawrence River	Constructed progressively: - Wooden cribs in 1915 and 1922; - Concrete cribs in 1937, 1958 and 1959; Still present	Yes	Structural reinforced cribs: - Five (5) wooden cribs: located between the series of concrete cribs at Dock 101 - Five (5) concrete cribs: three (3) at Dock 101 and two (2) at Dock 102 Including anchor rods and concrete anchor blocks to retain the face of the Docks (circular 24 inches concrete pillars, steel sheet piles and concrete cope wall)	-	Imperial Oil	Known presence of contaminated soils exceeding the C criteria in the vicinity of the wooden and concrete cribs, including in the crib cells, at deep levels; Some excavated wooden beams from the cribs of the Docks showed a contamination in PH C ₁₀ -C ₅₀ and PAHs	-	NO: The crib structure limits the Site remediation as it would not bear the soil excavation beyond a given depth; The planned <i>in situ</i> soil treatment tested in 2005 was inconclusive: Contamination still present	Dessau-Soprin 2001; Dessau-Soprin 2003a; Dessau-Soprin 2003d; Biogénie 2004; Sanexen 2004; Technorem 2007a; Biogénie 2008b; MPA 2010; Site visit
35	Concrete massive	Between crib cells 59-19 and 59-21 of Dock 101, near to the southeastern corner of the Site	Installed prior to 2003; Still present	Yes (buried under grade)	Large concrete block	Use reportedly undetermined	Unknown	None	-	-	Technorem 2007b; MPA 2010
36	Gasoline and Oil Lines	Along Docks 101 and 102	At least 1936	No	Conduct (aerial or underground), including at least four valve boxes	Used for the transfer of petroleum products, inferred to be associated with the transshipment activities	Imperial Oil	Transfer of petroleum products	Unknown	NO: Contaminated soils (deep) and free-phase products still present at Docks 101 and 102, following the Site remediation	MPA 2010
37	Aerial conducts	Along Docks 101 and 102, and towards the west in line with Gamble Avenue and along Bay 102	Installed in: - Southern portion between 1954 and 1964; - Northern and eastern portions between 1969 and 1979; Dismantled between 2002 and 2005	No	Aerial petroleum conducts, leading to the five (5) clarinettes	Used for the transfer of petroleum products associated with the transshipment activities	Imperial Oil	Transfer of petroleum products	Unknown	NO: Contaminated soils (deep) and free-phase products still present at Docks 101 and 102, following the Site remediation	Aerial photographs; Biogenie 1997b; DDH 2000a; DDH 2001; Dessau-Soprin 2001
38	Five (5) clarinettes	Eastern Site limit, along the St.Lawrence River, on Docks 101 and 102	Inferred to have been present in parallel with the on-Site aerial conducts	No	Pipe-connecting stations	Transshipment of petroleum products: tubes used to transfer the products from the on-Site aerial conducts to anchored ships	Imperial Oil	Open pipes used for the transshipment of petroleum products, which may have caused spills	Unknown	NO: Contaminated soils (deep) and free-phase products still present at Docks 101 and 102, following the Site remediation	Biogenie 1997b; DDH 2001

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
39	Western aboveground conduct	From the northwestern corner of the Site to the northwestern corner of Tank #097	Installed between 1969 and 1979; Dismantled between 2002 and 2005	No	Unidentified conduct	Inferred to be for the transport of unknown products from the farm tank located on the western adjacent property, towards Tanks #096 and #097 or the API separator	Imperial Oil	Transfer of petroleum products or other potentially contaminated products	Unknown	NO: Contaminated soils left in place along the western Site limit, following the Site remediation	Aerial photographs; DDH 2000a; DDH 2001
40	Underground pipeline - Canterm A	Along the western Site limit, from Section 95 (Canterm terminal) to Section 105 (Utramarc terminal)	Installed in October to December 2000; Still present	Yes	300 mm underground conduct of 2070 linear meters on property of MPA	Transfert of petroleum products	Canterm	Transfer of petroleum products	Unknown; Possibly one of the two control valves observed at the time of the Site visit	NO: Contaminated soils left in place along the western Site limit, following the Site remediation	Terrapex 2000; DDH 2001; Terrapex 2002a; Technorem 2004; Biogenie 2008a; MPA 2010; Site visit
41	Underground pipeline - Canterm B	Along the western Site limit, from Section 95 (Canterm terminal) to Section 109 (Dock of Petro-Canada refinery)	Installed in May to August 2004; Still present	Yes	254 mm underground conduct over a distance of 2665 meters on property of MPA	Transfert of petroleum products	Canterm	Transfer of petroleum products	Unknown; Possibly one of the two control valves observed at the time of the Site visit	NO: Contaminated soils left in place along the western Site limit, following the Site remediation	Terrapex 2000; Terrapex 2005a; Biogenie 2008a; MPA 2010; Site visit
42	Underground pipeline - Imperial Oil	Western Site limit, from the western adjacent property and towards the north	Constructed prior to 2003; Still present	Yes	254 mm underground conduct	Transfert of petroleum products	Imperial Oil	Transfer of petroleum products	Unknown; Possibly one of the two control valves observed at the time of the Site visit	NO: Contaminated soils left in place along the western Site limit, following the Site remediation	Dessau-Soprin 2003d; Technorem 2004; Biogenie 2008a; MPA 2010
43	Underground pipeline - Montréal Pipeline A	Western Site limit, from the southwestern corner of the Site and towards the north	Constructed prior to 2003; Still present	Yes	610 mm underground conduct	Transfert of petroleum products	Montréal Pipeline	Transfer of petroleum products	Unknown; Possibly one of the two control valves observed at the time of the Site visit	NO: Contaminated soils left in place along the western Site limit, following the Site remediation	Dessau-Soprin 2003d; Technorem 2004; Biogenie 2008a; MPA 2010; Site visit
44	Underground pipeline - Montréal Pipeline B	Along the southern Site limit, towards the St. Lawrence River	Constructed prior to 2001; Cut and cleaned prior to 2008	Yes (out-of-use)	254 mm underground conduct, presently cut (location unspecified) and blocked with a melded sleet plate on its downstream portion	Transfert of petroleum products	Montréal Pipeline	Transfer of petroleum products	At the time of the Site remediation: not knowing if the end abandoned in the St.Lawrence River was blocked, the pipeline was cut (location unspecified) and the downstream side of the conduct was blocked with a melded steel plate	The conduct was cut at the Site (location unspecified), and the upstream side of the conduct remained open, which may be associated with possible PHs spills	DDH 2001; MPA 2010

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
45	Underground pipeline - Ultramar (partly aboveground)	Along the western Site limit from Sections 95 to 104	Installed in 1966 (Complete conduct) Shut-down in 1995 and Dismantled in 2000 (Sections 100 to 104)	Two (2) segments of conduct left in place (respectively 15 and 12 meters long)	Inter-refinery conduct of a diameter of 20cm (8"); Was mostly underground, except for a part that was relocated in 1978: - an approximately 9 meters underground segment was dismantled in 1976 or 1978, and replaced by an aboveground conduct	Transfert of petroleum products including gasoline and distillate fuel, between the Ultramar refinery and the terminals of the east of Montréal (Spur, Texaco, Pétrolière Impériale, Shell Canada, Sunoco, Gulf and Pétro-Canada).	1966 to Feb. 1985: Texaco Canada Inc. February to July 1985: Petroleum Canada Inc. After July 1985: Ultramar Canada Inc.	Transfert of petroleum products including gasoline and distillate fuel	Unknown	The conduct was removed in 2000, except for two (2) segments which were cleaned and cut before to fill in the excavation Contaminated soils >C was left in place (2000)	Biogenie 1997b; DDH 2001; Terrapex 2001; Terrapex 2002b
46	Several underground conducts	Across the Site	Remains of several out-of-use underground conducts were planned to be removed in 2003	No	Underground conducts	Unknown	Imperial Oil	Unknown	Unknown	–	Dessau-Soprin 2003d
47	Unidentified underground infrastructures	Southeastern and northwestern corners of the Site	Dismantled prior to 1984	Possibly remains (encountered prior in 1984)	Presence of unidentified former underground infrastructures inferred by the presence of filling material of variable thickness and of wood debris	Unknown	Unknown	Unknown	Unknown	–	Dessau-Soprin 2001 (including a review of a 1984 report by Compagnie Nationale de Forage et Sondage)
48	Drainwater sewer pipes	Across the Site (unspecified location)	Discovered and dismantled in 2006	No	A 23 meters long, 300 mm pipe with a slope toward the St. Lawrence River	Inferred to be associated with a drain water sewer system	Unknown	None	unknown	–	Technorem 2007b
49	Concrete sewer and water lines	Connecting the infrastructures, towards water discharge points (various locations)	Installed progressively since at least 1936; Dismantled by 2006 during the on-Site remediation work	No	Concrete sewer, water lines and effluent pressure pipes; One sewer was connected to the Imperial's oil/water separator	Associated with the water discharges and the on-Site pumping operations; Associated with the transfer of contaminated water and hydrocarbon free-phase products and the on-Site oil/water separating operations	Imperial Oil	Transfer of wastewater, contaminated wastewater and hydrocarbon free-phase products	–	–	Terrapex 2002a; Biogénie 2008a; MPA 2010
50	Remains of pipes and construction debris	Underground, along the western Site limit - 0 to 4 meters	Left on Site prior to 2002; Not reportedly removed	Remains	Pipe debris and construction debris, as well as remains of a buried concrete slab present along the on-Site retention trench	Unknown	Unknown	–	–	–	Terrapex 2002a; Site visit
51	Railway tracks	Directly south of Tanks #290 and #291, and towards the northwestern corner of the Site	Installed prior 1950; Dismantled between 1954 and 1964	Railway track remains were observed (in 2000) underground, along the western Site limit - at depth of approximately 50 cm	Railway tracks	Inferred to be for the transport of petroleum products (after the tracks dismantlement, an aerial conduct is visible on the 1964 photograph)	Unknown	–	–	–	Aerial photographs; DDH 2000a; Terrapex 2002a

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
52	Oil fuel barge	Anchored to interior face of Dock 102 (inside Bay 102)	At least anchored between 1979 and 2002	No	Unknown	Used to supply the ships in the MPA; The barge is supplied at the Carterm Dock (Olco)	Inferred to be MPA or Canterm	Mazout containing	—	—	Aerial photographs; Biogenie 1997b; DDH 2001
53	Bay 102	Part of MPA's Sections 101 and 102, or directly north of the Site	Present on Site prior to 1950; Partly filled between 1954 and 1964; Completed in its current configuration by 1979	Contaminated sediments at depth	Port bay, surrounded by docks and natural/earth shore line	Navigation	Inferred to be MPA	Fill material of unknown quality; Contaminated sediments present at the bottom of the former Bay 102: reported as the cause of deeper contamination still present in the northwestern portion of the Site	—	NO: On-Site remediation work: residual contamination of deeper soils of the northwestern portion of the Site, associated with sediments of Bay 102	Aerial photographs; Biogénie 2004; Biogénie 2008a; MPA 2010
54	Bay of Section 100	Part of MPA's Sections 99 and 100	Present on Site prior to 1950; Completely filled in between 1954 and 1964	Possibly contaminated sediments at depth	Port bay, surrounded by docks and natural/earth shore line	Navigation	Inferred to be MPA	Fill material of unknown quality; Possibly contaminated sediments may be present at the former bottom of the bay	—	—	Aerial photographs
55	Pond - Retention trench	Along the western Site limit	Created in 2003, prior to the performed excavation work, in the context of the Site remediation; Still present	Yes	Approximately 200 meters by 7 meters trench; Bottom including clear water and grass	Facilitate the drainage of the soils at the Site	Unknown	—	—	—	Aerial photographs; TechnoRem 2005; TechnoRem 2007c; Site visit
56	Pond - Retention basin	On the northwestern portion of the Site	Created in the context of the Site remediation undertaken from 2003 to 2007; Still present	Yes	Approximately 50 meters by 15 meters; Bottom including clear water and grass	Facilitate the drainage of the soils at the Site	Unknown	—	—	—	Aerial photographs; TechnoRem 2007c; Site visit
57	Drainage pipes	Installed at the Site at unspecified locations; Observed to be present along the two on-Site ponds; Observed in the vicinity of the pumping station	Installed in 2007, in the context of the Site remediation; Still present	Yes	Includes PVC pipes	Redirect the rainwater to the St. Lawrence River	Unknown	—	—	—	Aerial photographs; TechnoRem 2007c; Technorem 2009; Site visit
58	Protection membrane	North of the western Site limit, and along the southern Site limit	Installed between 2003 and 2007, in the context of the Site remediation	Yes	Membrane	Retain migration of contaminant	Unknown	None	—	—	TechnoRem 2007b; Biogénie 2008a

ANNEXE E
TABLEAU RÉSUMÉ

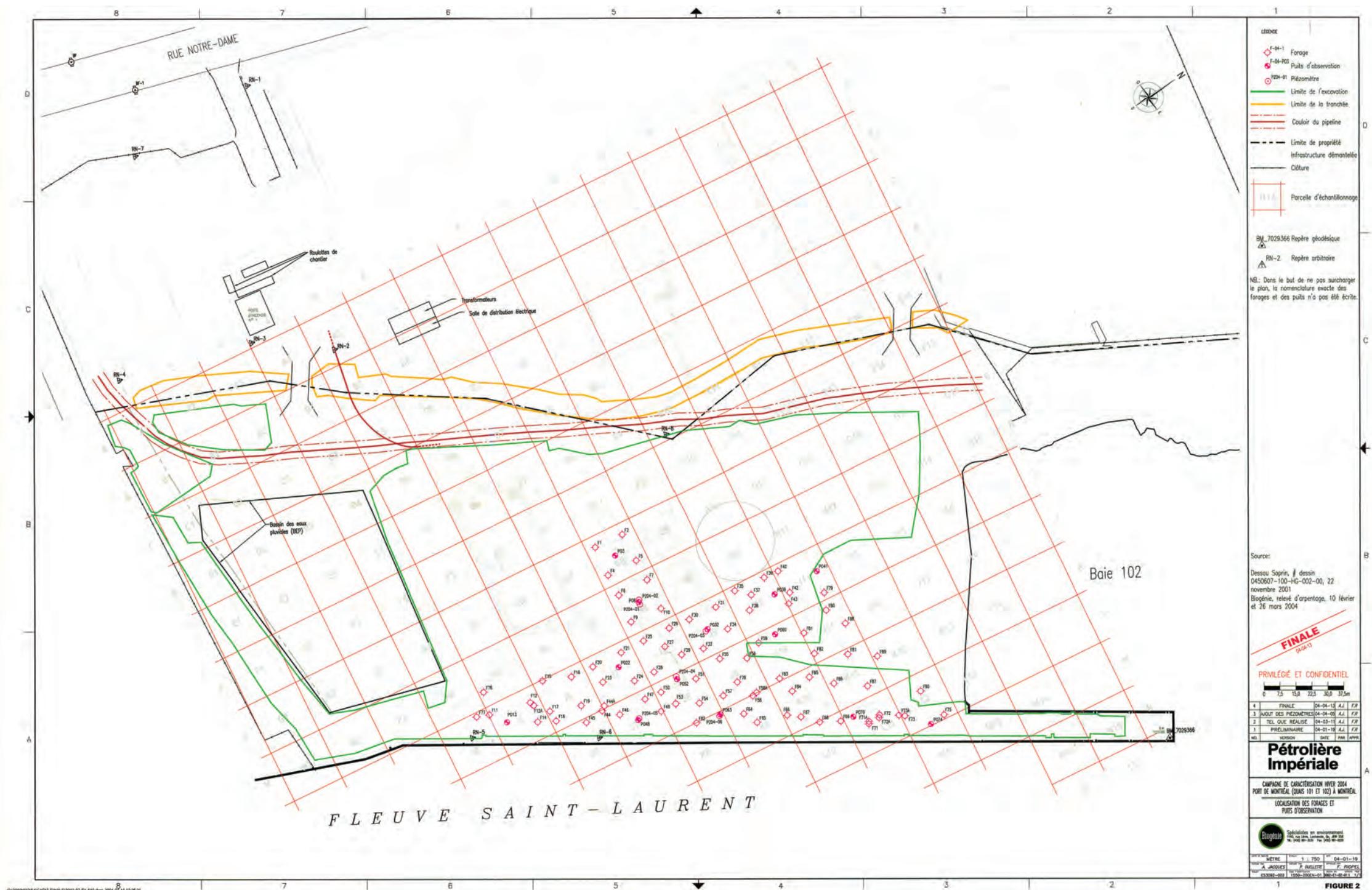
ID	ON-SITE INFRASTRUCTURE DESIGNATION	LOCATION (Approximate)	PERIOD of REPORTED ON-SITE PRESENCE	STILL PRESENT ON-SITE	GENERAL CONSTRUCTION DESCRIPTION	ASSOCIATED OPERATIONS	PARTY RESPONSIBLE	ASSOCIATED ENVIRONNEMENTAL ISSUE	CONTROL/PROTECTION SYSTEM in PLACE	Was the environmental issue addressed? (Y/N)	REFERENCE
59	Dirt access roads	Across the Site, including connection to Richard Avenue and Gamble Avenue	Present between 2003 and 2007, in the context of the Site remediation	No	Roads made with the soils of the Site	Circulation	Imperial Oil	–	–	–	Aerial photographs; Technorem 2007a
60	Gravel access road	Along the northern, eastern and southern Site limit, including a connection to Richard Avenue (current Site access gate)	Northern portion created between 2005 and 2008, or after the completion of the Site remediation in 2007; Eastern and southern portion created between 2008 and 2010; Still present	Yes	Roads finished with gravel which may have off-Site origin or consist of material formerly excavated from the Site	Circulation	Unknown	–	–	–	Aerial photographs; Site visit



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985 (SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

ANNEXE F

**Figures tirées des rapports environnementaux antérieurs
illustrant la qualité des sols et de l'eau souterraine**



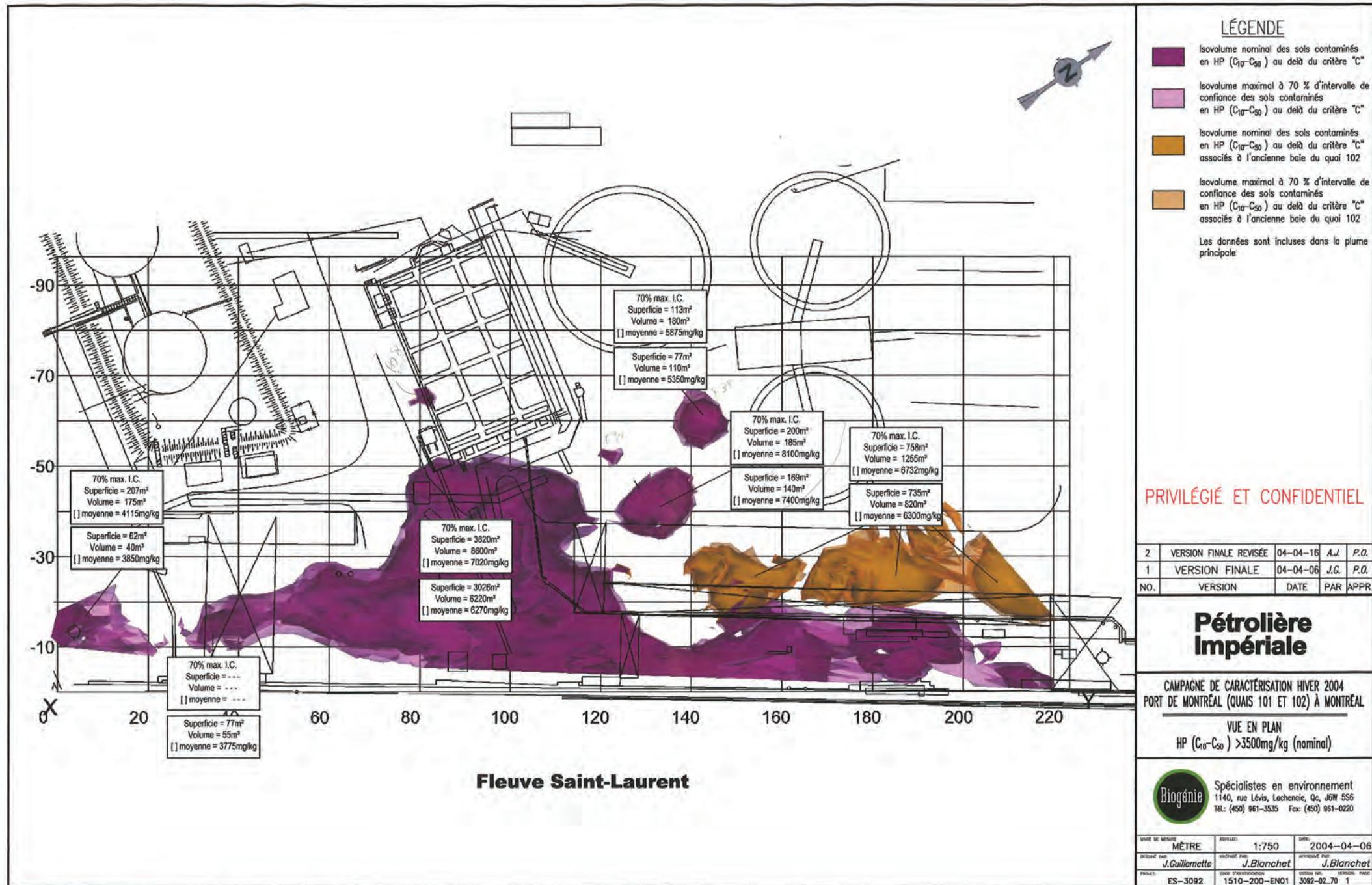
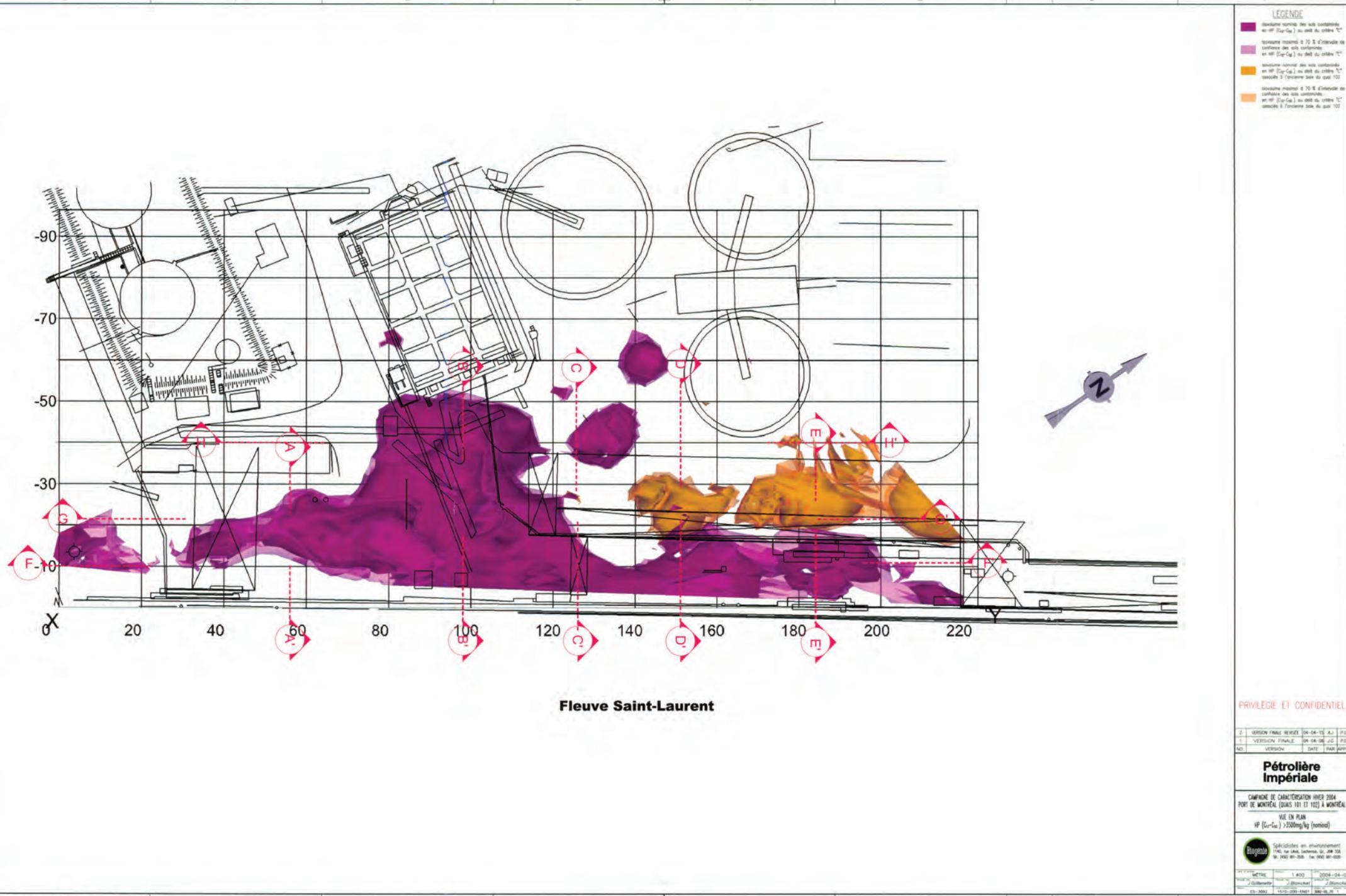
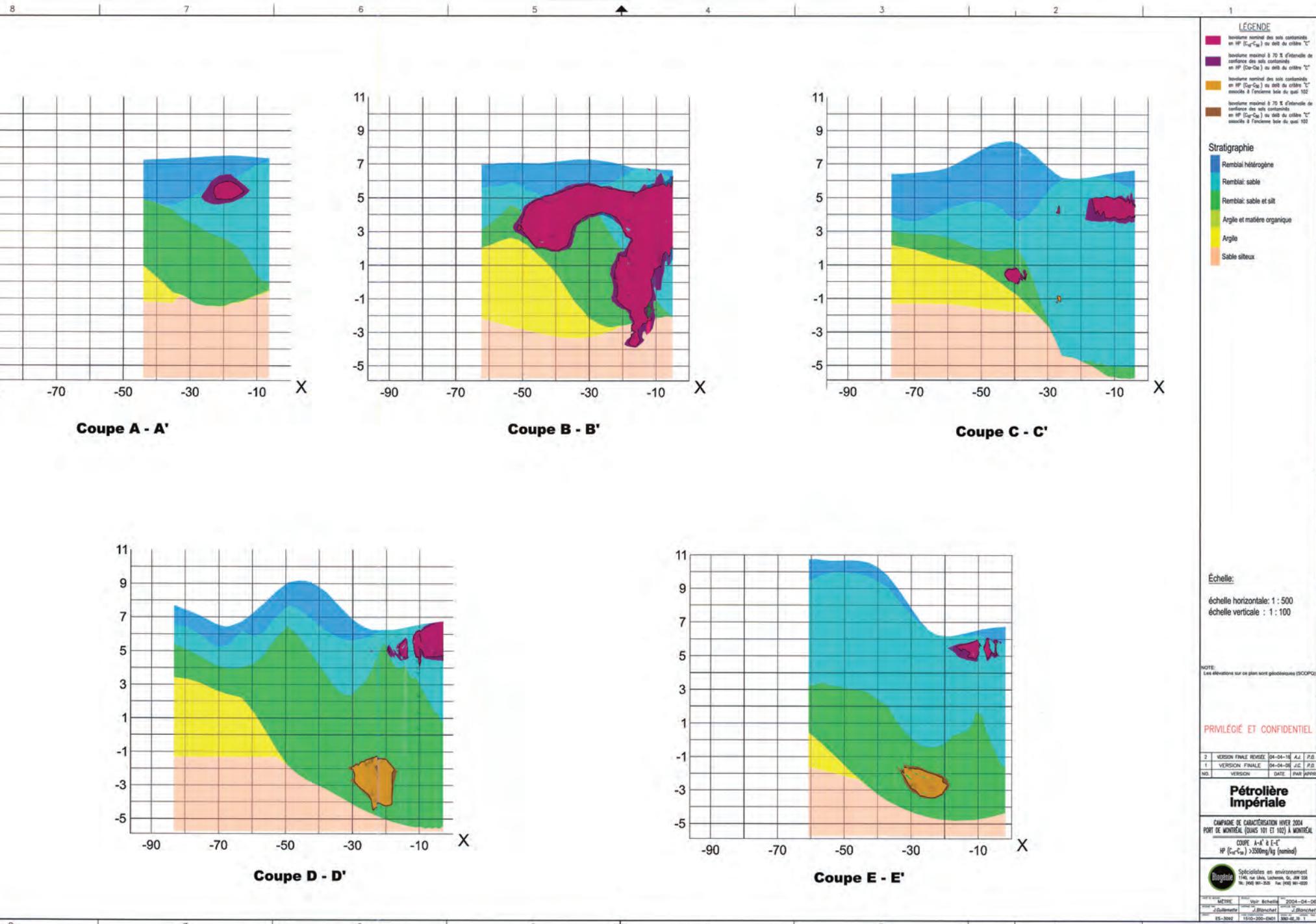


FIGURE 8





LEGÈRE

- Isolure nominale des sols contaminés en HP ($C_{HP} - C_{ref}$) et déb du critère "C"
- Isolure maximale à 70 % d'intervalle de confiance des sols contaminés en HP ($C_{HP} - C_{ref}$) et déb du critère "C"
- Isolure nominale des sols contaminés en argile ($C_{argile} - C_{ref}$) et déb du critère "C" associé à l'enclos de quai 102
- Isolure maximale à 70 % d'intervalle de confiance des sols contaminés en HP ($C_{HP} - C_{ref}$) et déb du critère "C" associé à l'enclos de quai 102

Stratigraphie

- Remblai hétérogène
- Remblai: sable
- Remblai: sable et silt
- Argile et matière organique
- Argile
- Sable siliceux

Échelle:
échelle horizontale : 1 : 750
échelle verticale : 1 : 150

NOTE:
Les déviations sur ce plan sont géodésiques (SCOPOL)

PRIVILÉGIÉ ET CONFIDENTIEL

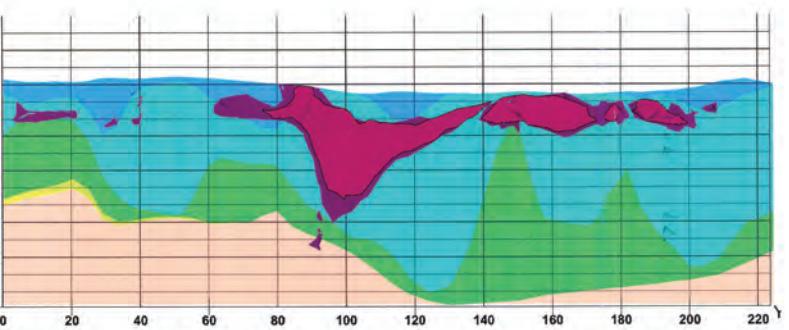
2	VERSION FINALE REVISÉE	04-04-16	A.J.	P.D.
1	VERSION FINALE	04-04-06	J.G.	P.D.
NO.	VERSION	DATE	PAR	APPROVÉ

Pétrolière Impériale

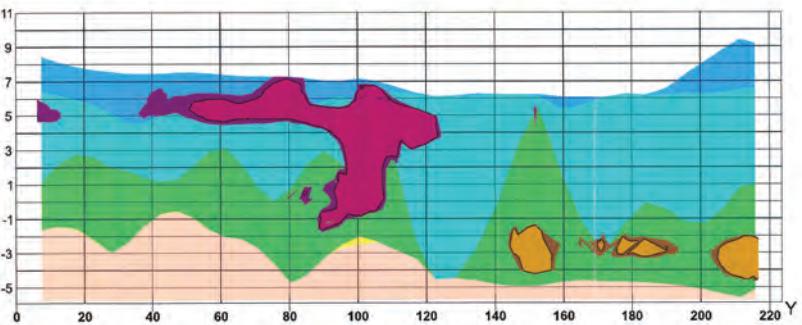
CAMPAGNE DE CARACTÉRISATION RIVER 2004
PORT DE MONTRÉAL (QUAIS 102 ET 103) À MONTRÉAL
COUPE F-F' & H-H'
HP ($C_{HP} - C_{ref}$) >3500mg/kg (nominal)

Biogéotek
Spécialistes en environnement
1116, rue Ulric Lacombe, Québec, QC J0H 2S8
Tél.: (416) 961-0225 Fax: (416) 961-0229

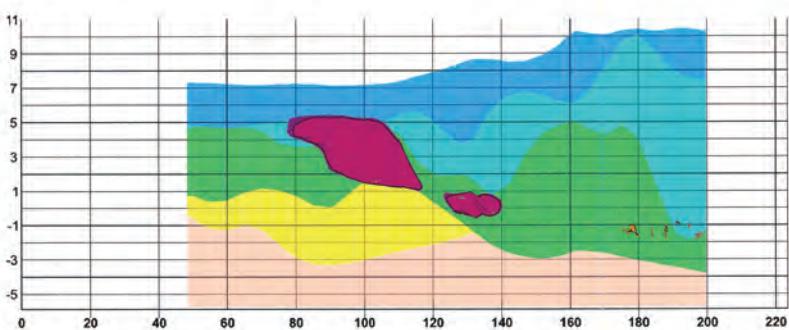
MÉTRE	1:600	2004-04-06
DATE	J.Guérin	J.Bouchard
ES-2002	1510-200-EN0	EN0-08-N 1



Coupe F - F'



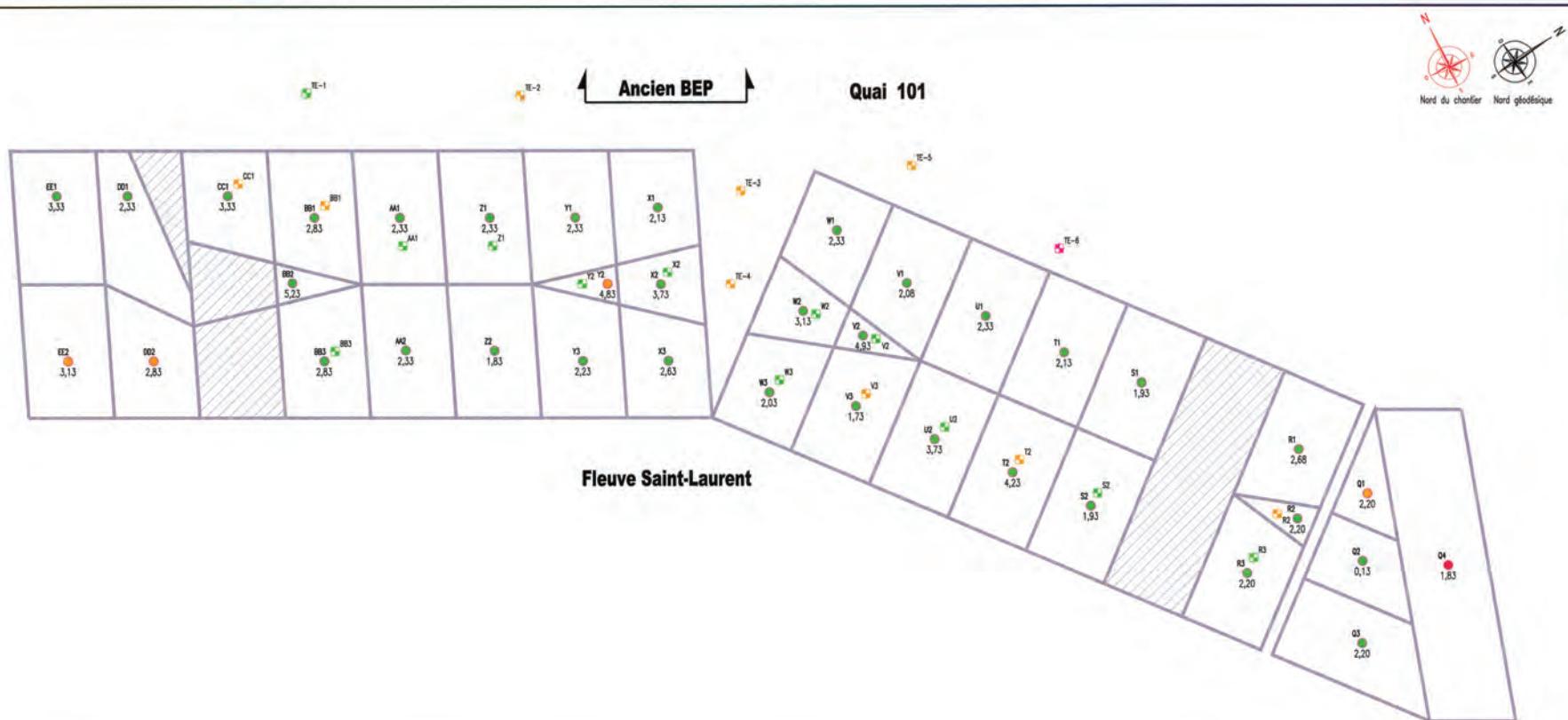
Coupe G - G'



Coupe H - H'







PRIVILÉGIÉ ET CONFIDENTIEL

1	FINALE	08-05-12	DD	GL	RM
A	PRÉLIMINAIRE	08-02-26	DD	GL	RM
NO	VERSION	DATE	PAR	VÉRIFIÉ	ARR

**Pétrolière
Impériale**

PROJET **SUIVI DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION**
ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO (QUAI 101 ET 102)

ANCIENT TERMINAL MARIN ESSO (QUAIS 101 ET 102)
SITUÉ AU 10800, RUE NOTRE-DAME EST À MONTRÉAL-EST

RÉSULTATS ANALYTIQUES DES SOLS – CAISSEONS EN BÉTON DE CIMENT

FIGURE 7

SOLUTIONS DE RÉHABILITATION
DE SITES CONTAMINÉS

Biogénie S.R.D.C. inc.
1140, rue Lévis, Lachenaie (Québec) CANADA, J6W 5S6
Tél.: (450) 961-3535 Téléc.: (450) 961-0220



UNITE DE MESURE Mètre	ÉCHEC SANS	DATE (MOIS-ANNEE) FÉVRIER 2008
DÉSIGNÉ PAR D. DAOUST	LIBÉRÉ PAR G. LEBEL	APPROUVE PAR R. MARIER
PROJET ES3092-001	DESSIN N° ES3092 001 E15 120 7	NON DE L'INVENTAIRE RS-C

LÉGENDE:

- ◆ FORAGE
- ◆ PUIS D'OBSERVATION

C₁₀-C₅₀: HYDROCARBURES PÉTROLIERS C₁₀ À C₅₀

HAP: HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

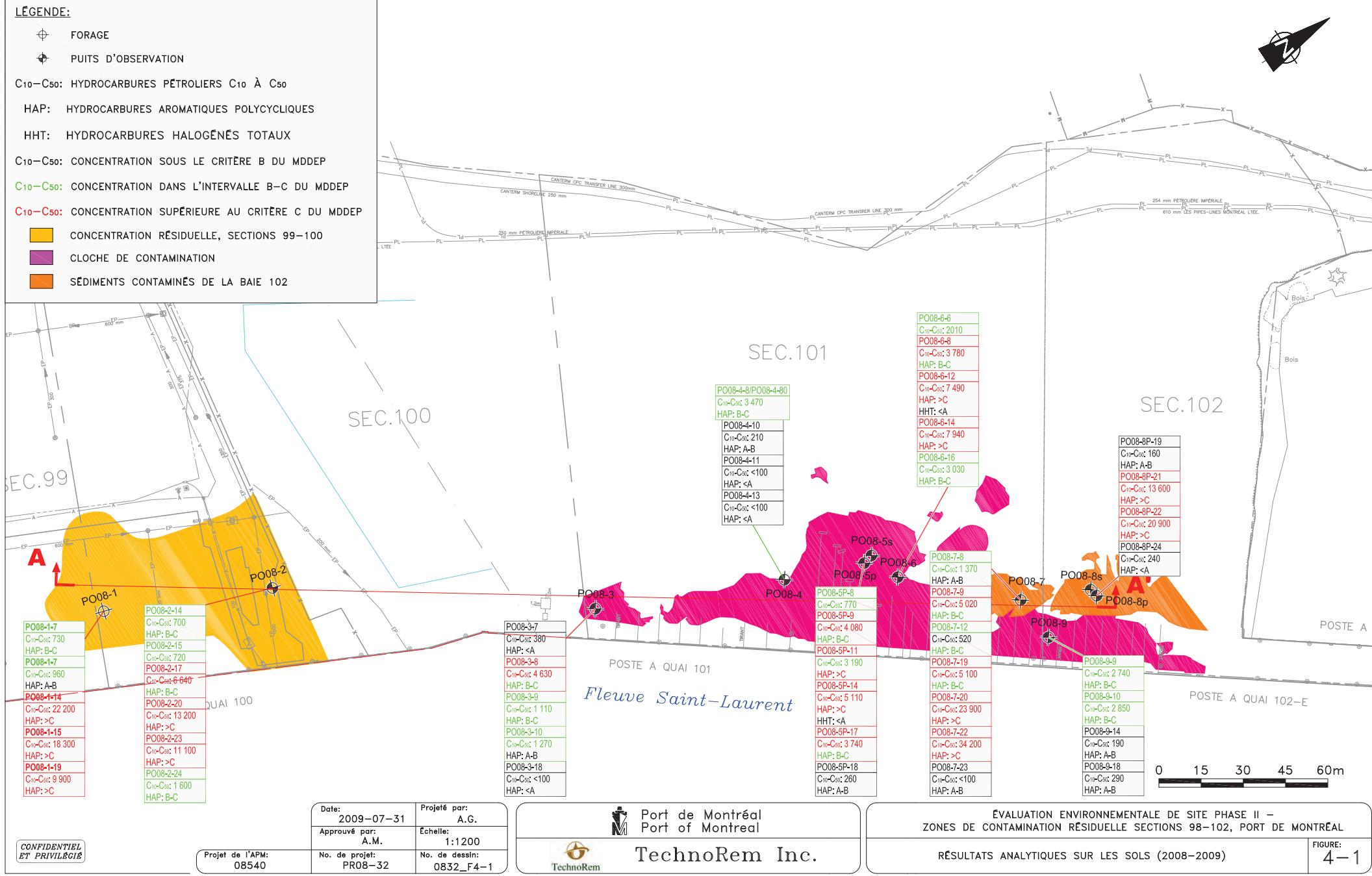
HHT: HYDROCARBURES HALOGÉNÉS TOTAUX

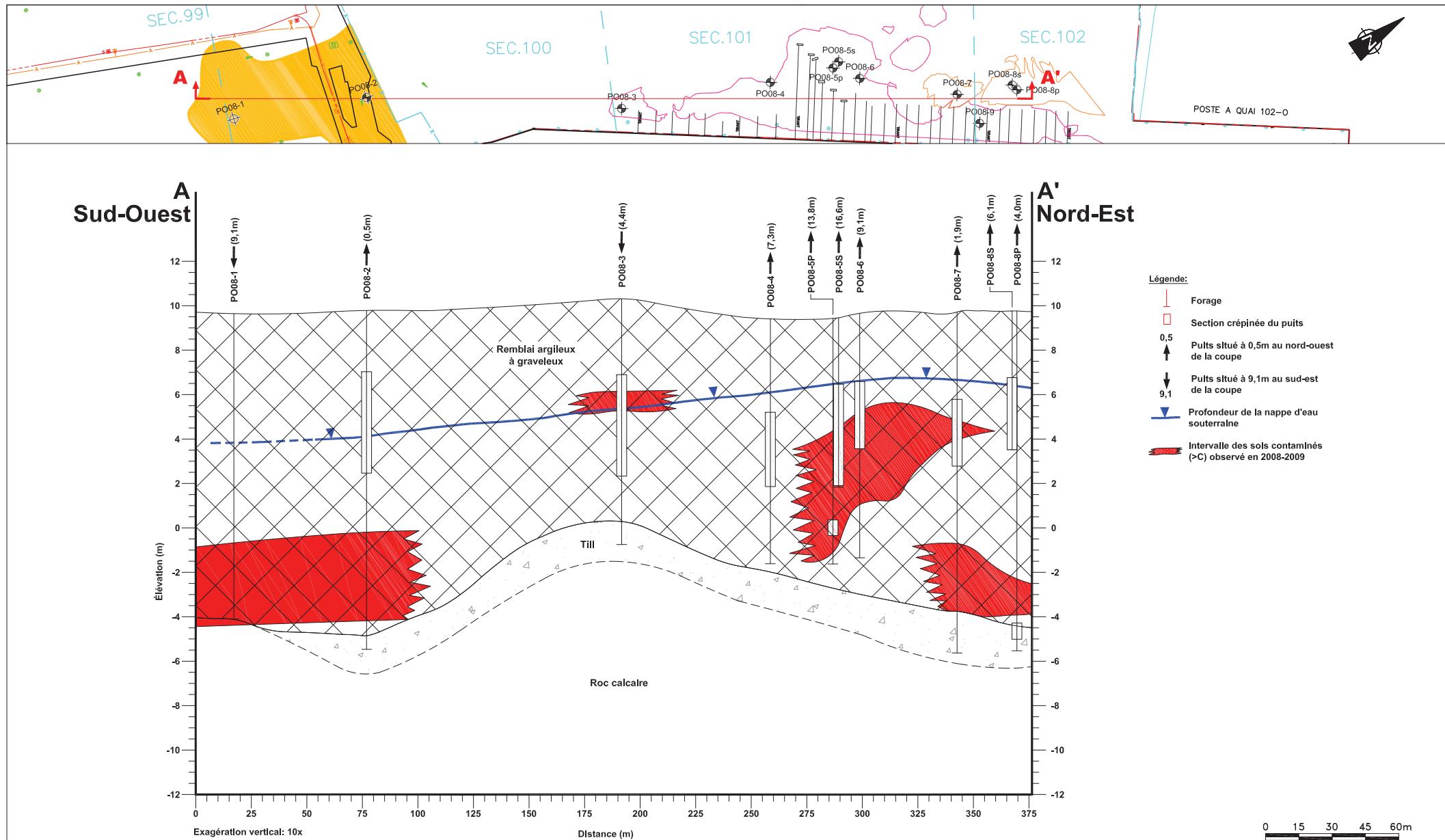
C₁₀-C₅₀: CONCENTRATION SOUS LE CRITÈRE B DU MDDEPC₁₀-C₅₀: CONCENTRATION DANS L'INTERVALLE B-C DU MDDEPC₁₀-C₅₀: CONCENTRATION SUPÉRIEURE AU CRITÈRE C DU MDDEP

CONCENTRATION RÉSIDUELLE, SECTIONS 99-100

CLOCHE DE CONTAMINATION

SÉDIMENTS CONTAMINÉS DE LA BAIE 102





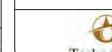
CONFIDENTIEL
ET PRIVILÉGIÉ

Date: 2009-07-31	Projeté par: A.G.
Approuvé par: A.M.	Echelle: Ver.1:160 Hor.1:1600

Projet de l'APM:
08540

No. de projet:
PR08-32

No. de dessin:
0832_F4-2



EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE II –
ZONES DE CONTAMINATION RÉSIDUELLE SECTIONS 98-102, PORT DE MONTRÉAL

COUPE HYDROSTRATIGRAPHIQUE A-A' MONTRANT LES INTERVALLES DE SOLS
CONTAMINÉS OBSERVÉS EN 2008-2009

FIGURE:
4-2

LEGENDE:

-  FORAGE
 PUITS D'OBSERVATION
 POINT D'ÉCHANTILLONNAGE D'EAU DE SURFACE

C₁₀-C₅₀: HYDROCARBURES PÉTROLIERS C₁₀ À C₅₀

HAP: HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

HHT: HYDROCARBURES HALOGÉNÉS TOTAU

ESE: CRITÈRE DE RÉSURGENCE DANS LES EAUX DE SURFACE
OU D'INFILTRATION DANS LES ÉGOUTS (MDDEP)

SA: SEUIL D'ALERTE (50% DES CRITÈRES ESE)

**ART-11: RÈGLEMENT DE LA VILLE DE MONTRÉAL RELATIF AUX
REJETS DANS UN RÉSEAU D'ÉGOUT PLUVIAL OU DANS
UN COURS D'EAU (RÈGLEMENT 87 ARTICLE 11)**

HAP>ESE: AU MOINS UN PARAMÈTRE EST AU DESSUS DU CRITÈRE

HAP>SA: AU MOINS UN PARAMÈTRE EST AU DESSUS DU SEUIL D'ALERTE MAIS AUCUN AU DESSUS DU CRITÈRE ESE

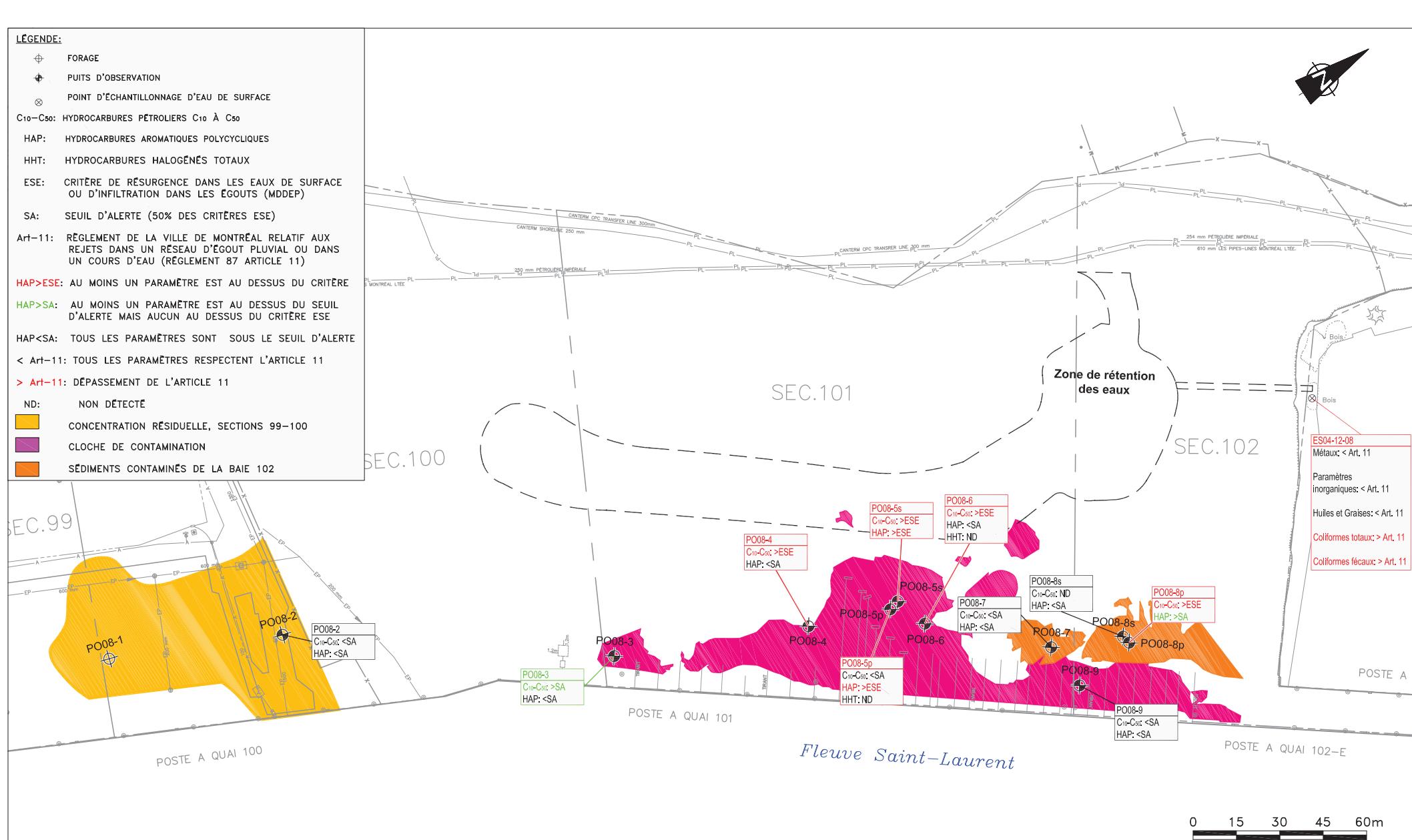
HAP<SA: TOUS LES PARAMÈTRES SONT SOUS LE SEUIL D'

< Art-11: TOUS LES PARAMÈTRES RESPEC

> Art-11: DÉPASSEMENT DE L'ARTICLE 11

ND: NON DETECTE

CONCENTRATION RÉSIDUELLE, SECTIONS 99



*CONFIDENTIEL
ET PRIVILÉGIÉ*

Projet de l'APM
08E10

Date: 2009-07-31	Projeté par: A.G.
Approuvé par: A.M.	Échelle: 1:1200
No. de projet: BRA9_32	No. de dessin: 0070_55_1



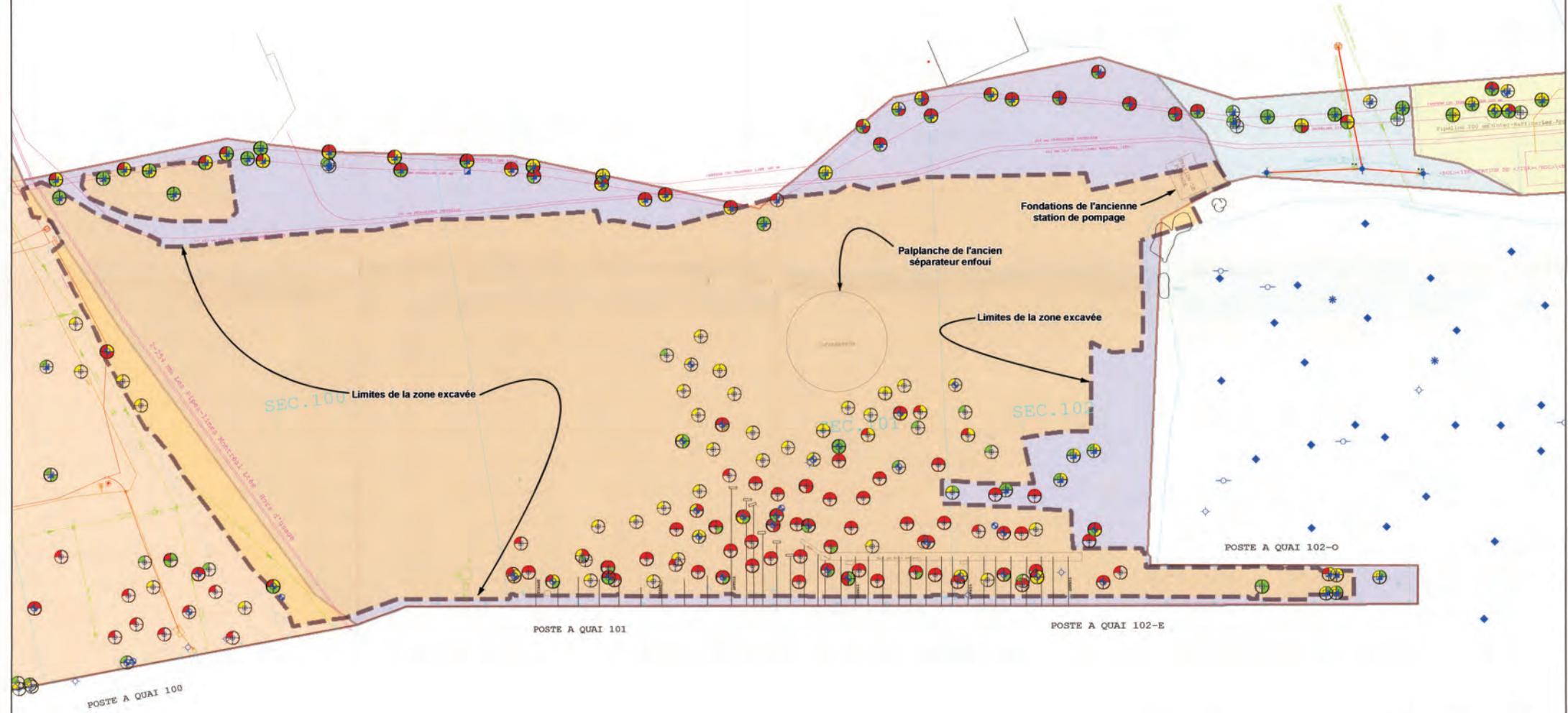
Port de Montréal
Port of Montreal

TechnoRem Inc

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE II –
ZONES DE CONTAMINATIION RÉSIDUELLE SECTIONS 98-102, PORT DE MONTRÉAL

RÉSULTATS ANALYTIQUES SUR L'EAU SOUTERRAINE ET DE SURFACE (2008-2009)

FIGURE:
5-



Port de Montréal
Port of Montreal

Feuillet 35 de 49

1:1000

2010-04-23

H:\GIS\Environnement\SGE\Plans_A2_1000\Feuilles\Feuille03.mxd

(2M) 0180-5793



**ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 250 985
(SITE 1) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)**

ANNEXE G

Limitations

GENERAL CONDITIONS AND LIMITATIONS
PHASE I ENVIRONMENTAL SITE ASSESSMENT REPORT

Page 1 of 1

USE OF THE REPORT AND ITS CONTENTS

This report has been prepared for the exclusive use of the Client or his agents. The factual information, interpretations, comments and recommendations contained herein are specific to the project described in this report and do not apply to any other project or site. This report must be read in its entirety as some sections could be falsely interpreted when taken individually or out-of-context. As well, the text of the final version of this report supersedes any other text, opinion or preliminary version produced by Golder.

Unless otherwise specified, the interpretations, comments and recommendations presented in this report have been formulated, as per the scope of work, following a document search on site history, a visual assessment of physical site conditions at the time of the site visit, and interviews with site owners, lessees, occupants or managers. These same interpretations, comments and recommendations have been formulated, taking into account the general limitations described below as well as in light of our knowledge of the current and/or planned use of the site, the applicable regulations, standards and criteria, and the professional rules and practices recognized and accepted at the time of the study.

The present report is mainly based on verbal information. Golder has relied in good faith on the information provided by the persons contacted and interviewed in performing this mandate. Unless its negligence is proven, Golder shall not be held responsible for any damages, resulting directly or indirectly from false or erroneous statements, from reticent testimonies and/or non disclosure of pertinent information by the persons interviewed or contacted. References to acts and regulations contained in this report are informally provided on a technical basis. Since acts and regulations are subject to interpretation, Golder recommends its Client to consult with legal counsel to obtain suitable advice.

Golder shall not be held responsible for damages resulting from unpredictable or unknown historical or underground conditions, from erroneous information provided by other sources than Golder, and from ulterior changes in the site conditions unless Golder has been notified by the Client of any occurrence, activity, information or discovery, past or future, susceptible of modifying the site conditions described herein, and have had the opportunity of revising their interpretations, comments and recommendations. Furthermore, Golder shall not be held responsible for damages resulting from any future modification to the applicable regulations, standards and criteria, for any use of this report by a third party, and/or for its use for other purposes than those intended. Finally, Golder shall not be held responsible for any decrease, real or perceived, of the property/site's value or any failure to complete a transaction, as a consequence of reporting factual information.

ASSESSMENT OF THE SITE CONDITIONS

The Phase I Environmental Site Assessment performed by Golder, as described in this report, was conducted in a manner consistent with that level of care and skill normally exercised by other members of the engineering and science professions currently practising under similar conditions, subject to the time limits and financial and physical constraints applicable to the services. Unless otherwise specified, the results of previous or simultaneous work provided by sources other than Golder and quoted and/or used in this report are considered as having been obtained according to recognized and accepted professional rules and practices, and therefore deemed valid.

Unless otherwise specified, the use of borings, the measuring, sampling or detailed inventory of waste, chemicals, soil, water or any other material on site or in its vicinity were not included in the scope of the present mandate.

Propriété de ses employés et forte d'une expérience de plus de 50 ans, Golder Associés, une organisation d'envergure mondiale, a pour raison d'être de contribuer au développement de la Terre tout en préservant son intégrité. Nous fournissons à nos clients des solutions durables comprenant une gamme étendue de services spécialisés en consultation, conception et construction dans les domaines des sciences de la Terre, de l'environnement et de l'énergie.

Pour en savoir plus, visitez golder.com

Afrique + 27 11 254 4800
Asie + 86 21 6258 5522
Océanie + 61 3 8862 3500
Europe + 44 1628 851851
Amérique du Nord + 1 800 275 3281
Amérique du Sud + 56 2 2616 2000
solutions@golder.com
www.golder.com

Golder Associés Ltée
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10
Montréal (Québec) H4N 2T2
Canada
T: +1 (514) 383 0990